

Table des matières

Sommaire exécutif	3
Introduction	5
I.0 Présentation du Sénégal	5
1.1 Environnement économique	5
1.2 Pauvreté et besoins fondamentaux	8
1.3 Géographie et ressources naturelles	9
1.4 Environnement politique	10
1.5 L'égalité des sexes	11
1.6 La société sénégalaise	12
2.0 Le bilan	13
2.1 Un processus participatif	13
2.2 Les constats et leurs implications	14
3.0 Enjeux et politiques nationales	17
3.1 Les enjeux	17
3.2 Les grandes politiques du pays	20
4.0 Le futur cadre de programmation	22
4.1 Introduction	22
4.2 Bien-fondé de la coopération canadienne au Sénégal	22
4.3 Finalités du programme et domaines d'intervention proposés	23
5.0 La mise en oeuvre du programme	27
5.1 Leçons et principes à la base des choix stratégiques de la programmation	27
5.2 Impact sur les ressources	29
5.3 Les risques	29
6.0 Conclusion	30
ANNEXE 1 Comptes rendus du bilan : Dakar (4/10/00); Hull (18/01/01)	
ANNEXE 2 Principaux bailleurs de fonds - Répartition par secteurs prioritaires	
ANNEXE 3 APD canadienne au Sénégal (1996/1997 à 1998/1999)	
ANNEXE 4 Tableaux statistiques (indicateurs socio-économiques)	
ANNEXE 5 Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté	
ANNEXE 6 Cadre logique et cadre de suivi - Programme 2001/06	
ANNEXE 7 Analyse de risques	
ANNEXE 8 Sommaire de la coopération canadienne non-bilatérale	

besoin de certains apports financiers et techniques de l'extérieur, là où ils estiment qu'ils leur font défaut et dans la mesure où ils peuvent être obtenus dans le respect des valeurs et de l'autonomie sénégalaises, à un rythme adapté aux capacités d'absorption et d'appropriation des partenaires et des bénéficiaires. Au lendemain de l'adoption toute prochaine du DSRP, cette approche sera consacrée car le DSRP sera l'ultime référence en cas d'arbitrage entre priorités de programmation et d'exécution. Ce sera aussi le point de référence dans la revue annuelle des résultats au niveau programme (voir l'annexe 6a).

- **Concertation inter donateurs** : l'approche sectorielle intégrée et la souscription à la SRP sénégalaise en sa qualité qu'outil primordial de synergie et de référence universelle pour les priorités d'affectation des ressources, commande une participation active au forum de concertation donateurs/Sénégal. Cette concertation s'impose en particulier entre les donateurs intervenant dans les mêmes secteurs, mais aussi en regard des enjeux globaux, régionaux et mondiaux à l'endroit desquels le Sénégal doit se positionner. En complément des fora formels, la direction du programme gagne à maintenir, voire amplifier, ses échanges réguliers avec les IFI et les principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux, pour favoriser la circulation de l'information et l'influence réciproque en termes de programmation.
- **Concentration** : bien qu'une coopération pourrait être entreprise dans de nombreux domaines d'intérêts communs, le Canada et le Sénégal retiennent l'importance de concentrer leur collaboration dans un nombre limité de secteurs afin d'éviter l'éparpillement et d'en maximiser l'impact. Cela s'inscrit dans la stratégie sénégalaise de pilotage effectif de ses partenariats de coopération, mais correspond aussi au souci de la partie canadienne d'améliorer l'efficacité de sa coopération, suite aux leçons tirées du bilan.
- **Synergie des interventions canadiennes** : la synergie entre les divers projets et programmes de l'aide canadienne, tant à l'intérieur du programme bilatéral qu'entre ce programme et ceux des autres directions de l'ACDI et des divers canaux de la coopération canadienne (autres ministères, CRDI, secteur privé...) gagnerait à être renforcée. La direction du programme bilatéral, déjà sensibilisée à cette question, demeurera *pro-active* à ce chapitre tout en sachant que certains programmes s'y prêtent plus aisément que d'autres. La base en a été jetée en invitant les autres acteurs de la coopération canadienne à entendre le point de vue sénégalais et à commenter les constats du bilan tout au cours de sa réalisation. L'effort sera poursuivi en diffusant largement le cadre de la présente programmation lorsque celle-ci aura été adoptée et en maintenant le dialogue avec ces autres intervenants.

Par ailleurs, l'adhésion des divers partenaires canadiens aux priorités identifiées dans la SRP du Sénégal et le leadership exercé par les autorités sénégalaises à ce chapitre, devrait favoriser cette synergie (voir l'annexe 8 pour une description des activités en cours ou en planification par les autres principaux volets de la coopération canadienne, auxquels s'ajoutent nos contributions indirectes via les IFI et de nombreuses organisations multilatérales, dont celles des Nations-Unies et de la Francophonie).

- **L'équilibre entre l'appui au gouvernement et l'implication de la société civile** : le programme doit viser un juste équilibre entre l'appui aux entités gouvernementales responsables de mettre au point des politiques cadres à l'échelle nationale, et la collaboration avec les populations cibles et les groupements de la société civile au niveau de la mise en

avec le Sénégal devrait tendre pour la période 2001-2006 et ,plus globalement, au cours des dix prochaines années.

Succédant au cadre de programmation 1996-2001 qui amorçait une transition vers un nombre restreint de secteurs d'intervention, le présent cadre consolidera cette transition sur la base des principes de leadership sénégalais, de concentration et de recherche de synergie entre les interventions canadiennes, et recherchera un équilibre entre l'appui aux responsables gouvernementaux chargés de l'élaboration et l'application des politiques et stratégies nationales de développement et la collaboration avec les acteurs et bénéficiaires locaux afin de leur offrir un accompagnement adapté à leurs capacités et aux particularités de leur milieu.

Dans ce contexte, l'objectif retenu pour cette programmation est *"contribuer à réduire de 50% l'incidence de la pauvreté des ménages sénégalais d'ici l'an 2015 par un appui à la Stratégie du Sénégal de réduction de la pauvreté, ciblé sur deux axes : l'éducation et l'économie populaire."* Son but est *"d'élargir et de créer des opportunités pour les populations vulnérables"* et devrait se traduire par les effets suivants :

- L'accès accru à l'éducation de base, à l'alphabétisation et à la formation professionnelle, notamment pour les femmes;
- L'accès accru des petits opérateurs et opératrices économique à l'épargne/crédit et la dynamisation des groupement paysans, le tout résultant en gain de productivité;
- Le renforcement des instances locales et la participation accrue des citoyens et citoyennes aux décisions.

L'application de ce cadre demeurera souple pour s'ajuster aux changements et à l'évolution du contexte local, national, régional africain ou mondial le justifiant. Des consultations périodiques seront effectuées entre les parties afin de veiller à ce que le programme continue de s'inscrire étroitement dans les stratégies et priorités du Sénégal et que les risques qui pourraient entraver l'exécution ou l'appropriation par les partenaires et bénéficiaires sénégalais soient évités ou atténués, à tout le moins quant à l'ampleur de leurs conséquences sur l'atteinte des résultats visés. Cela inclura une revue annuelle fondée sur les principes de la gestion axée sur les résultats et formalisée dans un cadre de suivi du programme conjointement conçu et mis à jour, jouant en quelque sorte le rôle d'un "écran de radar" commun, dans le véritable esprit de la "co-gestion" de la coopération souhaitée par les deux parties. Ce cadre sera aussi un instrument de reddition de comptes de part et d'autre.

Le présent cadre de programmation est soumis à l'attention du comité des politiques pour orientation, enrichissement et ultimement, pour son adoption au niveau de l'Agence afin qu'il puisse être discuté et adopté à la prochaine Commission bilatérale avec le Sénégal, prévue à Dakar, en novembre 2001.

maintienne son appui dans ce secteur et certains bénéficiaires des programmes d'appui à l'entrepreneuriat paysan ont exprimé le souhait de bénéficier des formules de crédit semblable en appui à leurs activités productrices.

De manière complémentaire, le programme apportera également son appui au *renforcement des capacités productives du petit entrepreneuriat*, notamment paysan. L'ensemble s'inscrit tout à fait dans la stratégie du DSRP, qui vise à faire porter de plus en plus le développement économique du pays par tous les acteurs du secteur privé.

4.3.3 *Les aspects égalité entre les sexes et environnement*

Le gouvernement sénégalais a émis le souhait d'un appui canadien au renforcement de la prise en compte des dimensions d'égalité entre les sexes dans les politiques et structures de l'appareil gouvernemental sénégalais. Conformément à la politique de l'ACDI à cet égard, la dimension d'égalité entre les sexes fera l'objet d'une attention particulière dans tous les projets et programmes appuyés par l'ACDI. Cela constituera autant d'occasions pour les partenaires sénégalais concernés de s'approprier l'approche et les techniques en cause, sans qu'il soit nécessaire d'en faire une initiative distincte. En ce qui a trait au domaine de l'environnement, le Sénégal n'a pas sollicité d'appui particulier du Canada à ce chapitre vue la nécessité de concentrer la portée de la coopération canadienne avec le Sénégal. Les dispositions de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCEE) demeurent néanmoins applicables aux activités de la coopération canadienne au Sénégal.

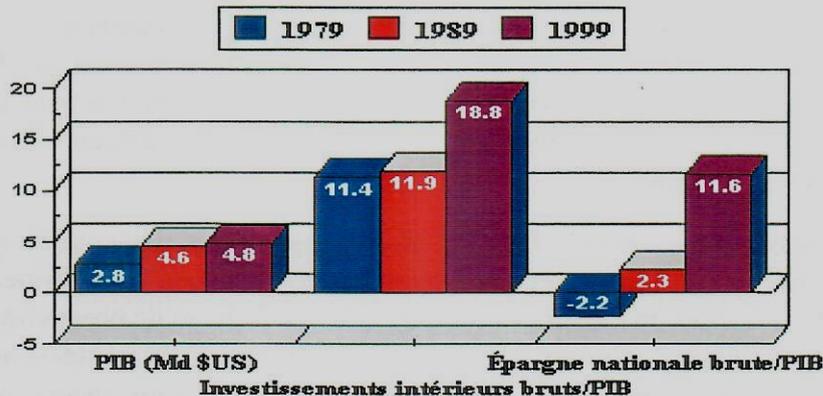
4.3.4 *La transition du programme*

Comme l'illustre le diagramme ci-après, le présent cadre de programmation amorce le virage vers une concentration dans les deux grands axes susmentionnés.



inférieure à 2% depuis trois ans, le déficit fiscal du gouvernement a été ramené à moins de 1,5% en 1999 (soit un des plus bas en Afrique) et le taux combiné des investissements publics et privés est passé de 14,4% en 1994 à 19,8% en 1999. La balance commerciale a régressé de 0,1 à -3,5% du PIB durant cette période, mais cela est considéré conjoncturel. Elle devrait redevenir positive sous peu, notamment grâce aux exportations vers les pays de la sous-région.¹

Indicateurs économiques clés et tendances à long terme

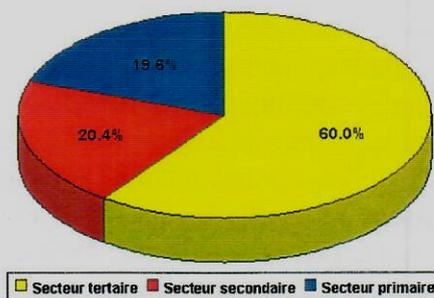


Source: Banque mondiale

L'État consacre 33% de son budget à l'éducation et 6,6% à la santé, avec toutefois des résultats mitigés, notamment en raison de la croissance démographique (2,7% par année) qui tend à annuler les progrès accomplis. Le niveau d'endettement du Sénégal, passé de 77,5% du PIB en 1995 à 66,4% du PIB en 1999, demeure très élevé. C'est en raison de ce taux d'endettement et compte tenu du sérieux des réformes entreprises par le gouvernement, que le Sénégal bénéficie de prêts du FMI au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) et d'un allègement de sa dette extérieure en vertu du programme d'appui aux pays pauvres très endettés (PPTE).

La croissance économique du pays repose principalement sur son secteur tertiaire qui contribue pour 60% du PIB, alors que les secteurs secondaire et primaire ne représentent respectivement que 20,4% et 19,6%. Cette dominance du secteur tertiaire, particulière au Sénégal² est attribuable à son passé de centre administratif régional sous le régime français, à la tradition commerciale de sa population, à sa situation côtière avantageuse qui en fait un point de transit important vers l'Europe et le Maghreb, et à sa stabilité politique qui en fait

Contribution à l'économie nationale (% par secteur)



¹ La balance commerciale du Sénégal avec les pays de la sous-région, sauf avec la Côte d'Ivoire, est positive.

² Ce taux est plutôt de l'ordre de 40% dans les autres pays de la région

Le bilan a conclu à la pertinence et à la valeur ajoutée de la coopération canadienne en matière d'éducation de base, à l'intérieur d'un volet de développement social, ainsi qu'en matière de micro-finance et de renforcement des capacités productives paysannes, à l'intérieur d'un volet de développement de l'économie populaire. Les autorités sénégalaises ont par ailleurs confirmé leur intérêt pour le maintien et l'expansion d'appuis canadiens dans ces domaines et elles souhaitent de plus, un appui pour la réforme de la fiscalité locale et un accompagnement pour renforcer la prise en compte des dimensions d'égalité entre les sexes dans l'élaboration des politiques sectorielles et au sein de l'appareil étatique sénégalais.

4.3.1 L'éducation de base

Tel que mentionné antérieurement, la réforme de l'éducation a été identifiée comme un instrument privilégié pour la poursuite de l'équité au plan politique, économique et socio-culturel et se retrouve de ce fait au coeur de la SRP du Sénégal (c'est un thème central du DSRP). L'importance critique de l'éducation de base dans la lutte contre la pauvreté n'est plus à démontrer. L'éducation de base est non seulement un facteur de correction des inégalités et de promotion sociale, mais aussi un facteur direct d'accroissement de la productivité des individus, en particulier pour les plus pauvres. Il a été dit notamment que "*réduire les disparités entre garçons et filles à l'école reviendrait à ajouter 0,5 point de pourcentage à la croissance annuelle du PNB par habitant*" (Banque mondiale /OCDE, Un Monde meilleur pour tous, 2000)⁸. De plus, de nombreuses analyses ont démontré clairement l'importance de l'éducation de base des filles pour réduire les pressions démographiques et améliorer les indicateurs de santé des enfants. Enfin, l'éducation de base est essentielle comme fondement pour l'épanouissement individuel et la préparation à une citoyenneté responsable.

Or, si le Sénégal affiche des indicateurs supérieurs à la moyenne subsaharienne au titre de la santé de base et de la nutrition, c'est l'inverse en matière d'éducation où les retards accumulés sont importants, en dépit du fait qu'il y consacre le tiers de son budget national à l'éducation. Cette apparente contradiction reflète le fait que ce taux d'investissement est récent et coïncide avec la mise en place elle aussi récente d'un important cadre de réforme, le Plan décennal pour l'éducation et la formation (PDEF).

L'éducation de base est un domaine où le Canada offre une valeur ajoutée recherchée des autorités et partenaires sénégalais. Le bilan démontre qu'ils apprécient l'approche pédagogique nord-américaine, la prise en compte du principe de l'égalité entre les sexes dans les contenus et les approches pédagogiques, le pragmatisme et l'efficacité de la gestion scolaire et l'approche visant à mobiliser le milieu autour de l'école. Au plan plus global, le type d'accompagnement technique que le Canada a offert aux autorités pour appuyer certaines de leurs réformes fondamentales (ex : appui à l'élaboration du nouveau curriculum) est apprécié. Au chapitre de l'alphabétisation, l'approche de "faire faire" et son effet multiplicateur par l'implication d'opérateurs privés est également une approche dont les autorités sénégalaises ont apprécié le côté novateur.

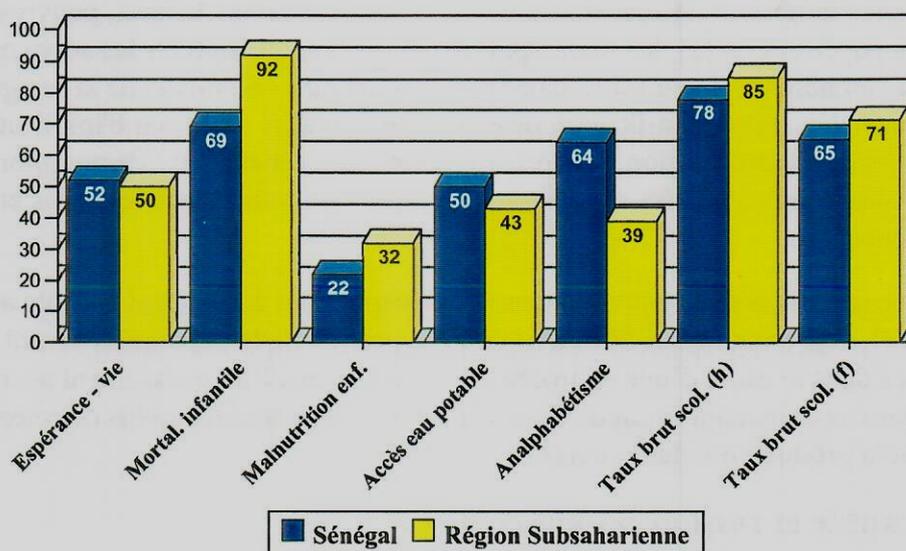
Le Canada, la Banque mondiale et la France sont les principaux donateurs qui appuient le développement de l'éducation de base au Sénégal. Lors d'un comité de coordination, ils ont

⁸ Cité dans *Les priorités de développement social de l'ACDI, Un cadre d'action*, septembre 2000

1.2 Pauvreté et besoins fondamentaux

Le Sénégal se classe 145e sur 162 en regard de l'indice de développement humain du PNUD (1999). Sur le plan de la santé / nutrition, 58% des ménages sénégalais absorbent moins que la quantité minimale de 2400 calories par adulte, par jour. Seulement la moitié de la population a accès à l'eau potable et il n'y a en moyenne que 7 médecins et 35 infirmières par 100 000 habitants. Le taux de mortalité maternelle est de l'ordre 510/100 000 naissances vivantes, taux qui va jusqu'à doubler dans certaines régions. Chez les enfants de moins de 5 ans, le taux de malnutrition est de 22% et le taux de mortalité est de 69 pour 1000 naissances. L'incidence du SIDA au Sénégal est proportionnellement beaucoup moindre qu'en Afrique centrale, ou qu'au Canada.³ Beaucoup plus de personnes meurent du paludisme et des maladies infantiles que du SIDA.

Indicateurs sociaux et de pauvreté



Source: Banque mondiale

Malgré ces faits préoccupants, il reste que tous les indicateurs de santé au Sénégal sont meilleurs que la moyenne subsaharienne. Par contre, dans le domaine de l'éducation, c'est l'inverse : le Sénégal affiche un taux d'analphabétisme des adultes de 64% contre 39%, un taux de scolarisation primaire des garçons de 78% contre 85%, et de scolarisation primaire des filles de 65% contre 71%.⁴

Même si le tiers du budget national sénégalais va à l'éducation, dont 34% à l'éducation de base, l'accès et la qualité de cette éducation sont limités et très inégaux entre régions et entre milieux

³ Selon les données 1999 de l'OMS - Sénégal : 2 688 cas rapportés pour une population de 9,2 millions; Rwanda 15 903 cas pour 7,2 millions; Ouganda , 54 712 cas pour 21.1 millions ; Canada 16 235 cas pour 30,1 millions.

⁴ Selon la Banque mondiale " Senegal at a glance", 9/12/00

positivement le fait que la dimension ES soit une priorité transversale dans tous les programmes canadiens.

En ce qui concerne l'environnement, le Gouvernement s'est doté en 1997 d'un Plan National de l'environnement qui a posé un diagnostic de la situation et des priorités spécifiques pour chacune des régions du pays, afin de guider son action et celles des donateurs. Le DSRP tient compte également de l'environnement au niveau des politiques macro-économiques à poursuivre et préconise *“une gestion rationnelle de l'environnement qui atténue l'impact des aléas climatiques et des actions anthropiques et qui permet de restaurer l'équilibre des milieux naturels.”* Le Sénégal souscrit d'ailleurs aux grandes conventions et protocoles internationaux portant sur les changements climatiques et la lutte contre la désertification. Toutefois, tel que mentionné précédemment, il ne dispose que de peu de ressources propres à affecter à la protection de l'environnement et compte sur des partenariats avec les donateurs et, à travers eux, sur les organismes de la société civile pour mobiliser la population et donner suite à son Plan national de l'environnement.

4.0 Le futur cadre de programmation

4.1 Introduction

Le Gouvernement du Sénégal a rationalisé et assaini son administration et s'est doté de stratégies économiques et sectorielles qui ont amélioré la situation macro-économique du pays mais qui tardent à se traduire en améliorations tangibles des conditions de vie de la majorité de la population. La moitié des ménages sénégalais vivent toujours sous le seuil de la pauvreté et n'ont pas facilement accès à des soins et des services qui leur permettraient de prendre en main leur propre développement et contribueraient à asseoir l'économie sénégalaise sur des bases plus autonomes et plus durables.

Devenu éligible à “l'initiative pour l'effacement de la dette (PPTE)” en septembre 1999, le Sénégal a dûment élaboré un Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ayant pour objectif central *“de réduire de 50% la pauvreté des ménages d'ici 2015”* et comme buts, de consolider et d'accroître la croissance économique, ainsi que de favoriser une répartition plus équitable des bénéfices de cette croissance à toutes les composantes de la société, sur l'ensemble du territoire sénégalais. Ce DSRP fournit aux divers donateurs un cadre harmonisé à l'intérieur duquel le gouvernement sénégalais souhaite que s'inséreront leurs apports respectifs.

4.2 Bien-fondé de la coopération canadienne au Sénégal

Tant par ses objectifs que par les moyens préconisés pour sa mise en oeuvre, le DSRP intérimaire du Sénégal est tout à fait compatible avec les priorités de l'assistance internationale canadienne, notamment celles de l'Agenda de développement social et de la stratégie de lutte contre la pauvreté de l'Agence. La coopération canadienne peut y apporter une valeur ajoutée dans divers domaines, en synergie avec les autres donateurs.

depuis 1976 ce qui a entraîné l'extension à outrance des terres de culture, par la surexploitation du couvert herbacé et ligneux et des ressources en eau. De plus, les grands travaux publics, l'urbanisation, l'industrialisation, ainsi que certaines politiques de relance économique se sont souvent faites au détriment de l'environnement et ont parfois engendré des migrations de population vers des écosystèmes sensibles ou fragiles.

Le sous-sol contient des phosphates et du fer, dont l'exploitation est une source de revenus importante pour le pays. Il en est de même pour les ressources halieutiques du pays; toutefois la surpêche, tant artisanale qu'industrielle, surtout étrangère, en menace la viabilité.

En 1997, le gouvernement a dressé un bilan détaillé de la situation environnementale du pays et s'est doté d'un Plan national pour l'environnement et d'une série de plans d'action (forestier, foncier, d'élevage etc.). Toutefois, en raison des nombreuses autres priorités à satisfaire, la mise en oeuvre de ces plans est très modeste. Le gouvernement compte sur les groupements militants et sur l'aide externe pour y parvenir.

1.4 Environnement politique

Cité depuis longtemps comme un modèle d'harmonie inter ethnique et religieuse et de démocratie en Afrique, le Sénégal est une République régie par la règle démocratique et le multipartisme. Depuis l'indépendance en 1960, il n'y a eu aucun coup d'État; l'armée est demeurée à l'écart du débat politique et soumise au pouvoir civil. Bien que le parti socialiste (PS) ait exercé le pouvoir sans alternance de 1960 à 2000, il a respecté le verdict de l'électorat exprimé en mars 2000. C'est un rare exemple d'alternance sans violence en Afrique. La rivalité politique demeure vive entre les grands partis et le débat politique continue d'être intense, notamment par le biais d'une importante presse libre et indépendante



Par les lois de mars 96, dites de "régionalisation", le gouvernement précédent a transféré aux collectivités locales des compétences dans divers domaines⁵ et a adopté des mécanismes de financement à cette fin. Alors que les collectivités locales considèrent que ces mécanismes de financement sont inadéquats pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités, le gouvernement central, de son côté, considère que la décentralisation ne produit pas le niveau de bénéfices attendu. Conscient que les collectivités locales auront un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre des plans nationaux, notamment en matière d'éducation, d'environnement et de développement des infrastructures, le gouvernement demeure favorable au principe de services de proximité et de participation locale. Il a entrepris une réflexion pour en optimiser la structure et les formules de gestion et de suivi. Parallèlement, appuyé par l'aide extérieure, il s'emploie à la formation des élus locaux et à la restructuration de certains services déconcentrés chargés

⁵ (1) Gestion et utilisation du domaine privé, public et national de l'État; (2) environnement et gestion des ressources naturelles; (3) santé, population et action sociale; (4) jeunesse, sports et loisirs; (5) culture; (6) éducation; (7) planification; (8) aménagement du territoire; (9) urbanisme.

3.2 Les grandes politiques du pays

Les grandes politiques de développement économique et social du Sénégal trouvent leur place et convergent dans le Document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) dont les grandes lignes sont présentées ci-après et dont l'ébauche est annexée au présent document. Ce document a déjà reçu l'aval du FMI et de la Banque mondiale. Sa version finale, mise à jour à la lumière des résultats de l'enquête sur la pauvreté des ménages sénégalais actuellement en cours, devrait être formellement adoptée par le gouvernement sénégalais en décembre 2001.

La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP)

L'objectif fondamental de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) est de réduire de 50% l'incidence de la pauvreté des ménages d'ici l'an 2015, notamment par l'investissement accru dans les secteurs sociaux et la dynamisation de l'activité économique touchant plus directement l'emploi, les revenus et la productivité des pauvres. Cette stratégie s'articule autour des principales orientations suivantes :

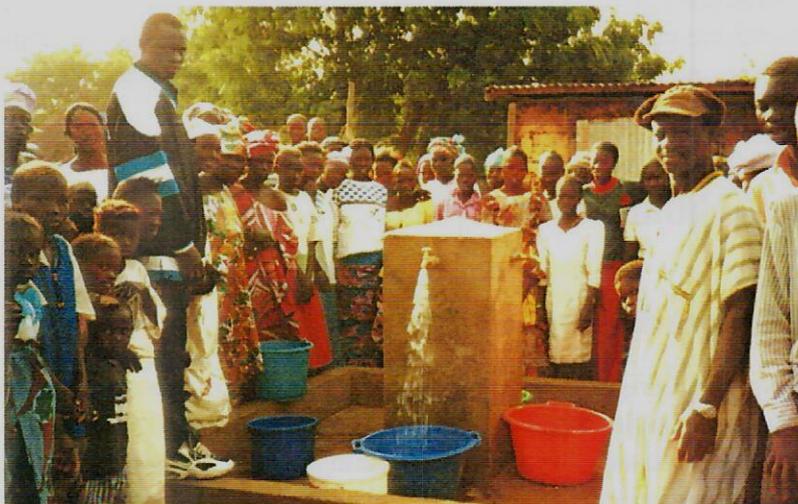
- Poursuivre les politiques macro-économiques de qualité en vue de réaliser une croissance forte, durable, mieux répartie et pourvoyeuse d'emplois; viser notamment :
 - ◆ l'assainissement des finances publiques et l'amélioration de la qualité de la dépense publique;
 - ◆ le parachèvement des réformes structurelles et sectorielles engagées;
 - ◆ le développement régional assorti d'un partenariat plus actif entre l'État, les groupements socioprofessionnels et les collectivités locales ;
 - ◆ la croissance économique soutenue portée principalement par l'investissement privé dans un environnement économique, fiscal, juridique et social favorable ;
 - ◆ une gestion rationnelle de l'environnement qui atténue l'impact des aléas climatiques et des actions anthropiques et qui permet de restaurer l'équilibre des milieux naturels.
- Articuler harmonieusement les politiques et réformes sectorielles mises en œuvre à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté; viser notamment :
 - ◆ la promotion de micro-activités génératrices de revenus financées essentiellement à travers des structures de financement décentralisées (SFD) mises en place et gérées par les populations avec l'appui des ONG ;
 - ◆ l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base par la mise en place des infrastructures collectives en rapport avec les collectivités locales et les organisations communautaires de base (OCB) ;
 - ◆ la création d'un système d'information et de suivi performant pour mieux mesurer l'impact des programmes de développement sur les conditions de vie des populations ;
 - ◆ le renforcement des capacités des acteurs à la base.

crédit a été remarquable au cours des dernières années : elles constituent aujourd'hui 42,4% des sociétaires des 20 principales institutions qui offrent 87% du micro-financement au Sénégal. Dans le secteur secondaire, les femmes sont employées surtout dans les industries alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques. Leur faible présence dans les autres domaines du secondaire est due notamment à l'analphabétisme, à la préférence accordée aux hommes dans bon nombre de métiers, ainsi qu'au manque de formation technique et d'information sur les opportunités d'emploi.

Le premier Plan d'Action de la Femme a été adopté par le Gouvernement sénégalais, en 1982 et, au cours des dernières années, il a multiplié les mesures pour corriger les inégalités Homme / Femme et réprimer les pratiques défavorables aux femmes en révisant le Code de la Famille et en adoptant un Plan d'Action National de la Femme (PANAF) en 1997. L'inclusion de mesures pour favoriser l'accès des filles à l'éducation dans le Plan Décennal pour l'Éducation et la Formation (PDEF) et l'adoption en 1999 de lois pour réprimer les mutilations génitales (excision), le viol, les violences conjugales et le harcèlement sexuel s'ajoutent à ces initiatives. Le gouvernement s'est fermement engagé à faire de l'équité entre les sexes une dimension incontournable de ses politiques dans tous les secteurs et au sein de l'appareil étatique. Le Président a d'ailleurs tracé la voie en mars 2001, en nommant, pour la première fois au Sénégal, une femme au poste de Premier Ministre.

1.6 La société sénégalaise

La société sénégalaise constitue un tissu ethnique, culturel et religieux complexe formé de plus d'une vingtaine d'ethnies ayant chacune une langue et des traits culturels spécifiques. Il subsiste aussi des "castes" qui confèrent un domaine d'activité économique traditionnel dominant à une ethnie (ex: la pêche, l'élevage, l'agriculture, le commerce etc.). Bien que certaines ethnies soient majoritaires dans des régions données,⁷ à peu près toutes les



ethnies se retrouvent dans chacune des 10 régions administratives du pays. Grâce à une longue tradition de tolérance, à une religion largement partagée (Islam, pour 94% des sénégalais) et en raison du phénomène de l'urbanisation qui a transformé les modes de vie, les représentants des diverses ethnies respectent leurs différences et ont appris à vivre et à travailler ensemble, dans les agglomérations comme au sein du gouvernement, de la fonction publique, et d'une foule de groupements associatifs laïques et religieux. Cette paix sociale a favorisé l'épanouissement de

⁷ Selon le recensement de 1993, les Wolof (42,7% de la population), sont majoritaires dans 5 régions, les Haalpulaar (23,7%) dans trois, les Sérère (14,9) et les Diola (5,3%), dans une seule et les Mandingue (4,2%) nulle part. Les autres ethnies représentent ensemble 9,2% de la population et sont distribuées sur le territoire.

d'améliorer l'accès aux soins de santé, à l'éducation de base, à la formation technique et professionnelle et au crédit, afin d'accroître la productivité de la main-d'oeuvre sénégalaise, en particulier des petits opérateurs économiques du secteur informel, des jeunes et des femmes, dont les activités autonomes peuvent les soustraire à la pauvreté.

(B) Favoriser une répartition plus équitable des bénéfices de la croissance économique

Il existe des disparités considérables de niveau de développement et de qualité de vie entre sexes, classes sociales, régions et entre milieux ruraux et urbains. Elles sont dues à des facteurs naturels et historiques qui ont entraîné des rythmes d'investissement différents dans la création et le maintien d'infrastructures de production, de communication et de services sociaux (d'éducation et de santé notamment, mais aussi de sécurité), qui demeurent ultimement le reflet des politiques publiques. Le gouvernement a plusieurs défis à relever à ce chapitre pour poursuivre de manière proactive une politique d'équité (objectif moral, mais aussi gage de paix sociale), notamment par l'amélioration significative de l'accès aux services de base, surtout en matière de santé et d'éducation et par des mesures d'accompagnement économique, telle la micro-finance.

3.1.2 Au plan socio-politique

La société sénégalaise est un tissu multi ethnique complexe à l'intérieur de laquelle les représentants des diverses ethnies ont appris à respecter leurs différences, à vivre et à travailler ensemble. Au niveau du gouvernement, cette tradition de tolérance se traduit entre autre par le respect de la liberté d'expression et d'association qui a favorisé l'émergence et le dynamisme de nombreuses formes de groupements de la société civile (syndicats, groupements d'intérêt économique, associations de femmes, associations de parents d'élèves, d'étudiants, de producteurs, confréries religieuses, etc.) souvent bien organisés, vocaux et parfois très influents. Le dynamisme et la force autonome de cette société civile agissent en contrepoids et comme agents de changement face à la classe politique partisane et exercent une saine pression sur les politiques publiques dans la poursuite de stratégies de développement plus durables, équitables et pragmatiques. Le défi du gouvernement est de maintenir un juste équilibre entre les pressions et réclamations des divers groupes d'intérêt et le bien du plus grand nombre de même qu'entre une approche participative et un minimum d'efficacité de gestion. Il compte développer des stratégies (information, consultation, communication, dévolution de pouvoirs) qui transformeront ces énergies en partenariats productifs plutôt qu'en affrontements et asseoir son leadership et son rôle de médiateur et d'accompagnateur sur des mécanismes de fonctionnement et de reddition de comptes transparents et équitables. Parallèlement, il poursuit la formation des élus locaux et envisage la mise en place d'un régime de fiscalité locale plus adéquat pour favoriser un développement économique et social endogène plus dynamique, plus équitable et mieux adapté au potentiel et aux besoins spécifiques du milieu.

Promouvoir une répartition plus équitable de la richesse dans un contexte où la géographie, les traditions et l'histoire ont donné plus de chances d'être productifs aux uns qu'aux autres est complexe et délicate, mais incontournable. C'est l'objet fondamental de la Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) qui sera adoptée en décembre 2001 et vers laquelle convergeront toutes les mesures requises pour relever les défis économiques, socio-politiques et physiques du pays.

de l'ambassadeur du Sénégal au Canada et du vice-président de la Direction générale des programmes de l'Afrique et du Moyen-Orient et avec la participation des directeurs de la DCEF et de BFR, a permis à une soixantaine de représentants d'organismes de coopération, d'institutions et d'entreprises privées impliquées ou intéressées à la coopération canadienne avec le Sénégal, d'entendre le directeur de la DCEF présenter le bilan sénégalais, de poser leurs questions sur ce bilan et de le commenter.

2.2 Les constats et leurs implications

2.2.1 *Un programme en transition*

Le programme 1996-2001 est essentiellement un programme de transition marqué par un resserrement du nombre de secteurs, un approfondissement dans les domaines tels l'éducation et l'économie populaire et ce, en accompagnement avec les priorités sénégalaises ainsi qu'un engagement nouveau dans un secteur en émergence, les collectivités locales et la décentralisation. Le tout a été marqué aussi par une approche pro-active dans la prise en compte des dimensions transversales que sont l'égalité des sexes et la viabilité environnementale. Le resserrement du nombre de secteurs a amené le désengagement dans les projets d'infrastructures et l'appui institutionnel à certaines institutions.

Le Canada est engagé dans le secteur de **l'éducation** depuis l'origine du programme de coopération entre les deux pays. En s'appuyant sur les priorités fixées par le Gouvernement sénégalais, l'accent a été mis sur l'éducation de base, d'abord en terme de scolarisation primaire par un programme d'urgence visant à accroître l'accessibilité, l'implantation de la réforme et le développement des curriculum et ensuite par un appui à l'alphabétisation au moyen d'une approche novatrice de "faire faire", i.e. utiliser les opérateurs nationaux pour accroître sensiblement la capacité d'intervention dans le pays. **L'économie populaire** a reçu aussi un soutien marqué par une continuité dans les interventions en matière d'épargne et de crédit mais aussi par des interventions en milieu rural visant la mise en valeur des terroirs et la création d'activités économiques significatives pour les populations des régions ciblées. Dans le domaine de **la gouvernance**, l'approche a été complètement modifiée passant du renforcement d'une structure très centralisée à un engagement dans la décentralisation par le biais de la fiscalité locale, de l'appui aux élus locaux et du leadership canadien dans la concertation des divers intervenants nationaux et internationaux.

La transition s'est aussi fait sentir dans la gouverne du programme par une implication accrue de la partie sénégalaise tant dans les orientations que dans la prise de décision sur la sélection des intervenants.

2.2.2 *La pertinence et la valeur ajoutée du programme*

La pertinence et la valeur ajoutée au niveau du programme ont été évaluées selon une approche participative dont la maîtrise d'oeuvre a été assumée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). Les principaux constats qui ressortent sont les suivants :

- La participation a été l'un des points forts de l'intervention canadienne qui a su être à l'écoute et assurer une coopération active et participative. La participation s'est avérée une pratique

stade-ci, de garanties de diffusion hors de la région, non plus qu'une capacité effective d'implantation dans toute la région visée. Le risque d'un système à deux vitesses reste présent.

- Finalement, l'engagement dans la décentralisation est encore trop récent pour en mesurer toute la portée. Il faut rappeler que ce domaine d'intervention est très sensible politiquement et que les acquis mettront du temps à se stabiliser, d'autant plus que le nouveau gouvernement vient d'entreprendre une réflexion fondamentale sur la structure et le cadre législatif de la décentralisation.

2.2.3 La mise en oeuvre du programme

(A) La gouverne du programme et le dialogue politique

Les mécanismes de gouverne et de dialogue politique, tant au niveau du programme que des principaux projets, ont vu leur importance s'accroître au cours des cinq dernières années. Le dialogue avec la partie sénégalaise a été plus intense et il s'est aussi diversifié. Il inclut maintenant les élus locaux, les représentants de la société civile et les leaders d'opinions. Cette dynamique est complémentaire mais fait aussi contrepoids aux autorités politiques, ce qui augmente d'ailleurs une saine pression pour la reddition de comptes.

Les interventions canadiennes ont aussi tenu compte des nouvelles approches multi-bailleurs de fonds, des programmes sectoriels et des cadres intégrés de programmation. La formulation en cours d'une stratégie de réduction de pauvreté (SRP) deviendra non seulement un moyen d'accès à l'initiative pour l'effacement de la dette (PPTE), mais également la référence pour la coordination de l'action gouvernementale sénégalaise et de ses partenariats de coopération au développement. Les domaines de l'éducation et de la décentralisation ont été les plus fertiles en expérience sur ce plan. Les résultats ne sont cependant que préliminaires et semblent indiquer qu'il faut y investir considérablement de temps et d'énergie avant de passer à une phase d'opérationnalisation accélérée. La synergie entre les divers "guichets" de l'aide canadienne laisse à désirer. Le fait de souscrire à la SRP sénégalaise devrait contribuer à cette synergie.

(B) La capacité de livraison

La partie sénégalaise est aussi associée à l'analyse des propositions et à la sélection de l'opérateur. Ce sont là des progrès notables, mais il reste du chemin à parcourir pour normaliser ces pratiques.

Dans le secteur de l'éducation, les positions se situaient aux extrêmes. Dans un cas, les problèmes soulevés semblaient venir d'une trop grande présence de l'opérateur canadien, avec des doutes sur l'expertise des conseillers techniques, de leur capacité d'instaurer un véritable cadre de coopération dans un contexte interculturel et de l'accès disproportionné aux ressources du projet. Dans le second cas, les problèmes soulevés relevaient de l'absence d'agence d'exécution et de la difficulté des opérateurs sénégalais à rencontrer les exigences des contrôles administratifs plus contraignants de la part du Canada, entraînant de ce fait des délais de trésorerie très importants qui ont eu des conséquences opérationnelles sérieuses. Dans le domaine des interventions auprès des collectivités locales, aussi bien dans le domaine de la décentralisation que dans les interventions productives, la représentativité de certains

stade-ci, de garanties de diffusion hors de la région, non plus qu'une capacité effective d'implantation dans toute la région visée. Le risque d'un système à deux vitesses reste présent.

- Finalement, l'engagement dans la décentralisation est encore trop récent pour en mesurer toute la portée. Il faut rappeler que ce domaine d'intervention est très sensible politiquement et que les acquis mettront du temps à se stabiliser, d'autant plus que le nouveau gouvernement vient d'entreprendre une réflexion fondamentale sur la structure et le cadre législatif de la décentralisation.

2.2.3 La mise en oeuvre du programme

(A) La gouverne du programme et le dialogue politique

Les mécanismes de gouverne et de dialogue politique, tant au niveau du programme que des principaux projets, ont vu leur importance s'accroître au cours des cinq dernières années. Le dialogue avec la partie sénégalaise a été plus intense et il s'est aussi diversifié. Il inclut maintenant les élus locaux, les représentants de la société civile et les leaders d'opinions. Cette dynamique est complémentaire mais fait aussi contrepois aux autorités politiques, ce qui augmente d'ailleurs une saine pression pour la reddition de comptes.

Les interventions canadiennes ont aussi tenu compte des nouvelles approches multi-bailleurs de fonds, des programmes sectoriels et des cadres intégrés de programmation. La formulation en cours d'une stratégie de réduction de pauvreté (SRP) deviendra non seulement un moyen d'accès à l'initiative pour l'effacement de la dette (PPTE), mais également la référence pour la coordination de l'action gouvernementale sénégalaise et de ses partenariats de coopération au développement. Les domaines de l'éducation et de la décentralisation ont été les plus fertiles en expérience sur ce plan. Les résultats ne sont cependant que préliminaires et semblent indiquer qu'il faut y investir considérablement de temps et d'énergie avant de passer à une phase d'opérationnalisation accélérée. La synergie entre les divers "guichets" de l'aide canadienne laisse à désirer. Le fait de souscrire à la SRP sénégalaise devrait contribuer à cette synergie.

(B) La capacité de livraison

La partie sénégalaise est aussi associée à l'analyse des propositions et à la sélection de l'opérateur. Ce sont là des progrès notables, mais il reste du chemin à parcourir pour normaliser ces pratiques.

Dans le secteur de l'éducation, les positions se situaient aux extrêmes. Dans un cas, les problèmes soulevés semblaient venir d'une trop grande présence de l'opérateur canadien, avec des doutes sur l'expertise des conseillers techniques, de leur capacité d'instaurer un véritable cadre de coopération dans un contexte interculturel et de l'accès disproportionné aux ressources du projet. Dans le second cas, les problèmes soulevés relevaient de l'absence d'agence d'exécution et de la difficulté des opérateurs sénégalais à rencontrer les exigences des contrôles administratifs plus contraignants de la part du Canada, entraînant de ce fait des délais de trésorerie très importants qui ont eu des conséquences opérationnelles sérieuses. Dans le domaine des interventions auprès des collectivités locales, aussi bien dans le domaine de la décentralisation que dans les interventions productives, la représentativité de certains

de l'ambassadeur du Sénégal au Canada et du vice-président de la Direction générale des programmes de l'Afrique et du Moyen-Orient et avec la participation des directeurs de la DCEF et de BFR, a permis à une soixantaine de représentants d'organismes de coopération, d'institutions et d'entreprises privées impliquées ou intéressées à la coopération canadienne avec le Sénégal, d'entendre le directeur de la DCEF présenter le bilan sénégalais, de poser leurs questions sur ce bilan et de le commenter.

2.2 Les constats et leurs implications

2.2.1 *Un programme en transition*

Le programme 1996-2001 est essentiellement un programme de transition marqué par un resserrement du nombre de secteurs, un approfondissement dans les domaines tels l'éducation et l'économie populaire et ce, en accompagnement avec les priorités sénégalaises ainsi qu'un engagement nouveau dans un secteur en émergence, les collectivités locales et la décentralisation. Le tout a été marqué aussi par une approche pro-active dans la prise en compte des dimensions transversales que sont l'égalité des sexes et la viabilité environnementale. Le resserrement du nombre de secteurs a amené le désengagement dans les projets d'infrastructures et l'appui institutionnel à certaines institutions.

Le Canada est engagé dans le secteur de **l'éducation** depuis l'origine du programme de coopération entre les deux pays. En s'appuyant sur les priorités fixées par le Gouvernement sénégalais, l'accent a été mis sur l'éducation de base, d'abord en terme de scolarisation primaire par un programme d'urgence visant à accroître l'accessibilité, l'implantation de la réforme et le développement des curriculum et ensuite par un appui à l'alphabétisation au moyen d'une approche novatrice de "faire faire", i.e. utiliser les opérateurs nationaux pour accroître sensiblement la capacité d'intervention dans le pays. **L'économie populaire** a reçu aussi un soutien marqué par une continuité dans les interventions en matière d'épargne et de crédit mais aussi par des interventions en milieu rural visant la mise en valeur des terroirs et la création d'activités économiques significatives pour les populations des régions ciblées. Dans le domaine de **la gouvernance**, l'approche a été complètement modifiée passant du renforcement d'une structure très centralisée à un engagement dans la décentralisation par le biais de la fiscalité locale, de l'appui aux élus locaux et du leadership canadien dans la concertation des divers intervenants nationaux et internationaux.

La transition s'est aussi fait sentir dans la gouverne du programme par une implication accrue de la partie sénégalaise tant dans les orientations que dans la prise de décision sur la sélection des intervenants.

2.2.2 *La pertinence et la valeur ajoutée du programme*

La pertinence et la valeur ajoutée au niveau du programme ont été évaluées selon une approche participative dont la maîtrise d'oeuvre a été assumée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). Les principaux constats qui ressortent sont les suivants :

- La participation a été l'un des points forts de l'intervention canadienne qui a su être à l'écoute et assurer une coopération active et participative. La participation s'est avérée une pratique

d'améliorer l'accès aux soins de santé, à l'éducation de base, à la formation technique et professionnelle et au crédit, afin d'accroître la productivité de la main-d'oeuvre sénégalaise, en particulier des petits opérateurs économiques du secteur informel, des jeunes et des femmes, dont les activités autonomes peuvent les soustraire à la pauvreté.

(B) Favoriser une répartition plus équitable des bénéfices de la croissance économique

Il existe des disparités considérables de niveau de développement et de qualité de vie entre sexes, classes sociales, régions et entre milieux ruraux et urbains. Elles sont dues à des facteurs naturels et historiques qui ont entraîné des rythmes d'investissement différents dans la création et le maintien d'infrastructures de production, de communication et de services sociaux (d'éducation et de santé notamment, mais aussi de sécurité), qui demeurent ultimement le reflet des politiques publiques. Le gouvernement a plusieurs défis à relever à ce chapitre pour poursuivre de manière proactive une politique d'équité (objectif moral, mais aussi gage de paix sociale), notamment par l'amélioration significative de l'accès aux services de base, surtout en matière de santé et d'éducation et par des mesures d'accompagnement économique, telle la micro-finance.

3.1.2 Au plan socio-politique

La société sénégalaise est un tissu multi ethnique complexe à l'intérieur de laquelle les représentants des diverses ethnies ont appris à respecter leurs différences, à vivre et à travailler ensemble. Au niveau du gouvernement, cette tradition de tolérance se traduit entre autre par le respect de la liberté d'expression et d'association qui a favorisé l'émergence et le dynamisme de nombreuses formes de groupements de la société civile (syndicats, groupements d'intérêt économique, associations de femmes, associations de parents d'élèves, d'étudiants, de producteurs, confréries religieuses, etc.) souvent bien organisés, vocaux et parfois très influents. Le dynamisme et la force autonome de cette société civile agissent en contrepoids et comme agents de changement face à la classe politique partisane et exercent une saine pression sur les politiques publiques dans la poursuite de stratégies de développement plus durables, équitables et pragmatiques. Le défi du gouvernement est de maintenir un juste équilibre entre les pressions et réclamations des divers groupes d'intérêt et le bien du plus grand nombre de même qu'entre une approche participative et un minimum d'efficacité de gestion. Il compte développer des stratégies (information, consultation, communication, dévolution de pouvoirs) qui transformeront ces énergies en partenariats productifs plutôt qu'en affrontements et asseoir son leadership et son rôle de médiateur et d'accompagnateur sur des mécanismes de fonctionnement et de reddition de comptes transparents et équitables. Parallèlement, il poursuit la formation des élus locaux et envisage la mise en place d'un régime de fiscalité locale plus adéquat pour favoriser un développement économique et social endogène plus dynamique, plus équitable et mieux adapté au potentiel et aux besoins spécifiques du milieu.

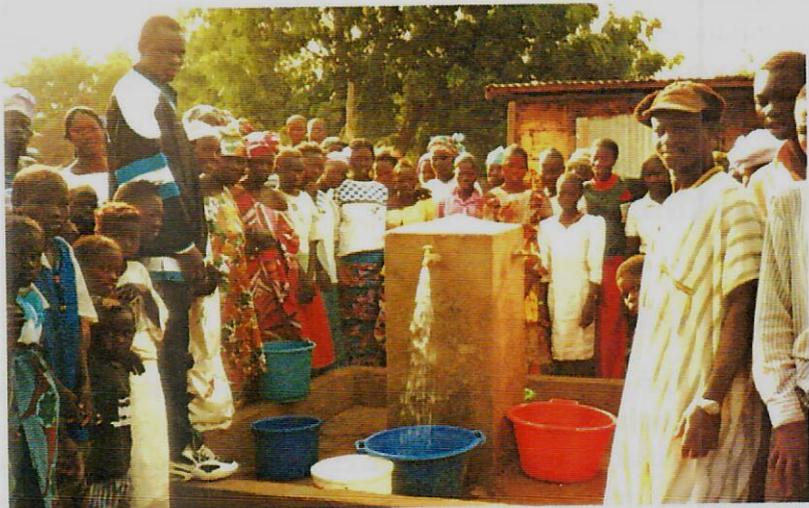
Promouvoir une répartition plus équitable de la richesse dans un contexte où la géographie, les traditions et l'histoire ont donné plus de chances d'être productifs aux uns qu'aux autres est complexe et délicate, mais incontournable. C'est l'objet fondamental de la Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) qui sera adoptée en décembre 2001 et vers laquelle convergeront toutes les mesures requises pour relever les défis économiques, socio-politiques et physiques du pays.

crédit a été remarquable au cours des dernières années : elles constituent aujourd'hui 42,4% des sociétaires des 20 principales institutions qui offrent 87% du micro-financement au Sénégal. Dans le secteur secondaire, les femmes sont employées surtout dans les industries alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques. Leur faible présence dans les autres domaines du secondaire est due notamment à l'analphabétisme, à la préférence accordée aux hommes dans bon nombre de métiers, ainsi qu'au manque de formation technique et d'information sur les opportunités d'emploi.

Le premier Plan d'Action de la Femme a été adopté par le Gouvernement sénégalais, en 1982 et, au cours des dernières années, il a multiplié les mesures pour corriger les inégalités Homme / Femme et réprimer les pratiques défavorables aux femmes en révisant le Code de la Famille et en adoptant un Plan d'Action National de la Femme (PANAF) en 1997. L'inclusion de mesures pour favoriser l'accès des filles à l'éducation dans le Plan Décennal pour l'Éducation et la Formation (PDEF) et l'adoption en 1999 de lois pour réprimer les mutilations génitales (excision), le viol, les violences conjugales et le harcèlement sexuel s'ajoutent à ces initiatives. Le gouvernement s'est fermement engagé à faire de l'équité entre les sexes une dimension incontournable de ses politiques dans tous les secteurs et au sein de l'appareil étatique. Le Président a d'ailleurs tracé la voie en mars 2001, en nommant, pour la première fois au Sénégal, une femme au poste de Premier Ministre.

1.6 La société sénégalaise

La société sénégalaise constitue un tissu ethnique, culturel et religieux complexe formé de plus d'une vingtaine d'ethnies ayant chacune une langue et des traits culturels spécifiques. Il subsiste aussi des "castes" qui confèrent un domaine d'activité économique traditionnel dominant à une ethnie (ex: la pêche, l'élevage, l'agriculture, le commerce etc.). Bien que certaines ethnies soient majoritaires dans des régions données,⁷ à peu près toutes les



ethnies se retrouvent dans chacune des 10 régions administratives du pays. Grâce à une longue tradition de tolérance, à une religion largement partagée (Islam, pour 94% des sénégalais) et en raison du phénomène de l'urbanisation qui a transformé les modes de vie, les représentants des diverses ethnies respectent leurs différences et ont appris à vivre et à travailler ensemble, dans les agglomérations comme au sein du gouvernement, de la fonction publique, et d'une foule de groupements associatifs laïques et religieux. Cette paix sociale a favorisé l'épanouissement de

⁷ Selon le recensement de 1993, les Wolof (42,7% de la population), sont majoritaires dans 5 régions, les Haalpulaar (23,7%) dans trois, les Sérère (14,9) et les Diola (5,3%), dans une seule et les Mandingue (4,2%) nulle part. Les autres ethnies représentent ensemble 9,2% de la population et sont distribuées sur le territoire.

3.2 Les grandes politiques du pays

Les grandes politiques de développement économique et social du Sénégal trouvent leur place et convergent dans le Document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) dont les grandes lignes sont présentées ci-après et dont l'ébauche est annexée au présent document. Ce document a déjà reçu l'aval du FMI et de la Banque mondiale. Sa version finale, mise à jour à la lumière des résultats de l'enquête sur la pauvreté des ménages sénégalais actuellement en cours, devrait être formellement adoptée par le gouvernement sénégalais en décembre 2001.

La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP)

L'objectif fondamental de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) est de réduire de 50% l'incidence de la pauvreté des ménages d'ici l'an 2015, notamment par l'investissement accru dans les secteurs sociaux et la dynamisation de l'activité économique touchant plus directement l'emploi, les revenus et la productivité des pauvres. Cette stratégie s'articule autour des principales orientations suivantes :

- Poursuivre les politiques macro-économiques de qualité en vue de réaliser une croissance forte, durable, mieux répartie et pourvoyeuse d'emplois; viser notamment :
 - ◆ l'assainissement des finances publiques et l'amélioration de la qualité de la dépense publique;
 - ◆ le parachèvement des réformes structurelles et sectorielles engagées;
 - ◆ le développement régional assorti d'un partenariat plus actif entre l'État, les groupements socioprofessionnels et les collectivités locales ;
 - ◆ la croissance économique soutenue portée principalement par l'investissement privé dans un environnement économique, fiscal, juridique et social favorable ;
 - ◆ une gestion rationnelle de l'environnement qui atténue l'impact des aléas climatiques et des actions anthropiques et qui permet de restaurer l'équilibre des milieux naturels.
- Articuler harmonieusement les politiques et réformes sectorielles mises en œuvre à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté; viser notamment :
 - ◆ la promotion de micro-activités génératrices de revenus financées essentiellement à travers des structures de financement décentralisées (SFD) mises en place et gérées par les populations avec l'appui des ONG ;
 - ◆ l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base par la mise en place des infrastructures collectives en rapport avec les collectivités locales et les organisations communautaires de base (OCB) ;
 - ◆ la création d'un système d'information et de suivi performant pour mieux mesurer l'impact des programmes de développement sur les conditions de vie des populations ;
 - ◆ le renforcement des capacités des acteurs à la base.

depuis 1976 ce qui a entraîné l'extension à outrance des terres de culture, par la surexploitation du couvert herbacé et ligneux et des ressources en eau. De plus, les grands travaux publics, l'urbanisation, l'industrialisation, ainsi que certaines politiques de relance économique se sont souvent faites au détriment de l'environnement et ont parfois engendré des migrations de population vers des écosystèmes sensibles ou fragiles.

Le sous-sol contient des phosphates et du fer, dont l'exploitation est une source de revenus importante pour le pays. Il en est de même pour les ressources halieutiques du pays; toutefois la surpêche, tant artisanale qu'industrielle, surtout étrangère, en menace la viabilité.

En 1997, le gouvernement a dressé un bilan détaillé de la situation environnementale du pays et s'est doté d'un Plan national pour l'environnement et d'une série de plans d'action (forestier, foncier, d'élevage etc.). Toutefois, en raison des nombreuses autres priorités à satisfaire, la mise en oeuvre de ces plans est très modeste. Le gouvernement compte sur les groupements militants et sur l'aide externe pour y parvenir.

1.4 Environnement politique

Cité depuis longtemps comme un modèle d'harmonie inter ethnique et religieuse et de démocratie en Afrique, le Sénégal est une République régie par la règle démocratique et le multipartisme. Depuis l'indépendance en 1960, il n'y a eu aucun coup d'État; l'armée est demeurée à l'écart du débat politique et soumise au pouvoir civil. Bien que le parti socialiste (PS) ait exercé le pouvoir sans alternance de 1960 à 2000, il a respecté le verdict de l'électorat exprimé en mars 2000. C'est un rare exemple d'alternance sans violence en Afrique. La rivalité politique demeure vive entre les grands partis et le débat politique continue d'être intense, notamment par le biais d'une importante presse libre et indépendante



Par les lois de mars 96, dites de "régionalisation", le gouvernement précédent a transféré aux collectivités locales des compétences dans divers domaines⁵ et a adopté des mécanismes de financement à cette fin. Alors que les collectivités locales considèrent que ces mécanismes de financement sont inadéquats pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités, le gouvernement central, de son côté, considère que la décentralisation ne produit pas le niveau de bénéfices attendu. Conscient que les collectivités locales auront un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre des plans nationaux, notamment en matière d'éducation, d'environnement et de développement des infrastructures, le gouvernement demeure favorable au principe de services de proximité et de participation locale. Il a entrepris une réflexion pour en optimiser la structure et les formules de gestion et de suivi. Parallèlement, appuyé par l'aide extérieure, il s'emploie à la formation des élus locaux et à la restructuration de certains services déconcentrés chargés

⁵ (1) Gestion et utilisation du domaine privé, public et national de l'État; (2) environnement et gestion des ressources naturelles; (3) santé, population et action sociale; (4) jeunesse, sports et loisirs; (5) culture; (6) éducation; (7) planification; (8) aménagement du territoire; (9) urbanisme.

positivement le fait que la dimension ES soit une priorité transversale dans tous les programmes canadiens.

En ce qui concerne l'environnement, le Gouvernement s'est doté en 1997 d'un Plan National de l'environnement qui a posé un diagnostic de la situation et des priorités spécifiques pour chacune des régions du pays, afin de guider son action et celles des donateurs. Le DSRP tient compte également de l'environnement au niveau des politiques macro-économiques à poursuivre et préconise *"une gestion rationnelle de l'environnement qui atténue l'impact des aléas climatiques et des actions anthropiques et qui permet de restaurer l'équilibre des milieux naturels."* Le Sénégal souscrit d'ailleurs aux grandes conventions et protocoles internationaux portant sur les changements climatiques et la lutte contre la désertification. Toutefois, tel que mentionné précédemment, il ne dispose que de peu de ressources propres à affecter à la protection de l'environnement et compte sur des partenariats avec les donateurs et, à travers eux, sur les organismes de la société civile pour mobiliser la population et donner suite à son Plan national de l'environnement.

4.0 Le futur cadre de programmation

4.1 Introduction

Le Gouvernement du Sénégal a rationalisé et assaini son administration et s'est doté de stratégies économiques et sectorielles qui ont amélioré la situation macro-économique du pays mais qui tardent à se traduire en améliorations tangibles des conditions de vie de la majorité de la population. La moitié des ménages sénégalais vivent toujours sous le seuil de la pauvreté et n'ont pas facilement accès à des soins et des services qui leur permettraient de prendre en main leur propre développement et contribueraient à asseoir l'économie sénégalaise sur des bases plus autonomes et plus durables.

Devenu éligible à "l'initiative pour l'effacement de la dette (PPTE)" en septembre 1999, le Sénégal a dûment élaboré un Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ayant pour objectif central *"de réduire de 50% la pauvreté des ménages d'ici 2015"* et comme buts, de consolider et d'accroître la croissance économique, ainsi que de favoriser une répartition plus équitable des bénéfices de cette croissance à toutes les composantes de la société, sur l'ensemble du territoire sénégalais. Ce DSRP fournit aux divers donateurs un cadre harmonisé à l'intérieur duquel le gouvernement sénégalais souhaite que s'insèrent leurs apports respectifs.

4.2 Bien-fondé de la coopération canadienne au Sénégal

Tant par ses objectifs que par les moyens préconisés pour sa mise en oeuvre, le DSRP intérimaire du Sénégal est tout à fait compatible avec les priorités de l'assistance internationale canadienne, notamment celles de l'Agenda de développement social et de la stratégie de lutte contre la pauvreté de l'Agence. La coopération canadienne peut y apporter une valeur ajoutée dans divers domaines, en synergie avec les autres donateurs.

Sommaire exécutif

Le Sénégal demeure parmi les vingt pays les plus pauvres du monde. La rareté de ses ressources naturelles, les aléas climatiques, la croissance démographique et, jusqu'en 1995, les faibles performances des politiques macro-économiques et sectorielles, expliquaient la stagnation de son développement économique, l'enrichissement d'une minorité et l'accroissement de la pauvreté chez la majorité de la population. Depuis 1995 cependant, le gouvernement poursuit des réformes structurelles et sectorielles sérieuses qui ont déjà produit, au niveau macro-économique, des progrès concrets, mais fragiles. Ces progrès tardent toutefois à bénéficier à la majorité de la population : 50% des ménages sénégalais vivent toujours sous le seuil de la pauvreté.

Devenu éligible à un allègement de sa dette extérieure en vertu de l'initiative d'appui aux pays pauvres très endettés (PPTE)" en septembre 1999, le Sénégal a élaboré un Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté (DSRP) qui a pour objectif central "*de réduire de 50% la pauvreté des ménages d'ici 2015*" et comme buts, de consolider et d'accroître la croissance économique du pays et de favoriser une répartition plus équitable des bénéfices de cette croissance à toutes les composantes de la société, sur l'ensemble du territoire sénégalais. Ce DSRP est appelé à devenir, en décembre prochain, le schéma directeur de l'action économique et sociale du gouvernement sénégalais et la base sur laquelle il souhaite obtenir l'appui des donateurs. L'ACDI est un partenaire-clé en appui à la préparation de ce DSRP, et le cadre de programmation proposé ici s'inscrit clairement en harmonie avec cette stratégie.

Plusieurs raisons militent en faveur d'un appui canadien aux efforts du Sénégal. Premièrement, son approche à la réduction de la pauvreté rejoint directement les priorités de l'assistance internationale canadienne. En effet, elle place la santé/nutrition et l'éducation de base au coeur de la stratégie et veut accroître l'accès au crédit pour les petits opérateurs économiques, notamment les jeunes et les femmes pour les aider à prendre leur développement en main. Au plan global, cette stratégie mise sur des partenariats avec les acteurs de la société civile et avec les populations locales pour atteindre son objectif central. Deuxièmement, le Sénégal souhaite et sollicite l'accompagnement du Canada dans des domaines où celui-ci dispose d'une expertise reconnue internationalement. Troisièmement, au plan régional en Afrique de l'Ouest, comme au sein de la Francophonie internationale, le Sénégal véhicule un modèle très valable de collaboration régionale, de démocratie, de respect des droits et de diplomatie de paix avec ses voisins. Ce sont des valeurs que le Canada place en tête de liste de ses politiques domestique et étrangère et il y va de son intérêt à ce que cet allié idéologique qu'est le Sénégal ne perde pas pied sous les pressions sociales internes et les tensions latentes à ses frontières. Quatrièmement, le Sénégal offre une excellente vitrine à la coopération canadienne pour faire valoir, dans la région et auprès des principaux donateurs l'originalité de ses approches, (notamment en matière d'éducation, d'égalité des sexes, d'épargne-crédit, de gestion de services de proximité, de fiscalité locale et son approche de "faire faire") et sa capacité à contribuer efficacement à la coordination entre les donateurs, en respectant un réel leadership de partenaire africain.

Le bilan de la coopération canado-sénégalaise 1996-2000 a été piloté par les autorités sénégalaises en partenariat avec la direction du programme bilatéral à l'ACDI. Il a mis à contribution toutes les catégories d'intervenants de cette coopération. Cette démarche s'est avérée extrêmement profitable pour faire émerger une vision commune et cohérente de ce vers quoi la coopération du Canada

Le bilan a conclu à la pertinence et à la valeur ajoutée de la coopération canadienne en matière d'éducation de base, à l'intérieur d'un volet de développement social, ainsi qu'en matière de micro-finance et de renforcement des capacités productives paysannes, à l'intérieur d'un volet de développement de l'économie populaire. Les autorités sénégalaises ont par ailleurs confirmé leur intérêt pour le maintien et l'expansion d'appuis canadiens dans ces domaines et elles souhaitent de plus, un appui pour la réforme de la fiscalité locale et un accompagnement pour renforcer la prise en compte des dimensions d'égalité entre les sexes dans l'élaboration des politiques sectorielles et au sein de l'appareil étatique sénégalais.

4.3.1 L'éducation de base

Tel que mentionné antérieurement, la réforme de l'éducation a été identifiée comme un instrument privilégié pour la poursuite de l'équité au plan politique, économique et socio-culturel et se retrouve de ce fait au coeur de la SRP du Sénégal (c'est un thème central du DSRP). L'importance critique de l'éducation de base dans la lutte contre la pauvreté n'est plus à démontrer. L'éducation de base est non seulement un facteur de correction des inégalités et de promotion sociale, mais aussi un facteur direct d'accroissement de la productivité des individus, en particulier pour les plus pauvres. Il a été dit notamment que *"réduire les disparités entre garçons et filles à l'école reviendrait à ajouter 0,5 point de pourcentage à la croissance annuelle du PNB par habitant"* (Banque mondiale /OCDE, Un Monde meilleur pour tous, 2000)⁸. De plus, de nombreuses analyses ont démontré clairement l'importance de l'éducation de base des filles pour réduire les pressions démographiques et améliorer les indicateurs de santé des enfants. Enfin, l'éducation de base est essentielle comme fondement pour l'épanouissement individuel et la préparation à une citoyenneté responsable.

Or, si le Sénégal affiche des indicateurs supérieurs à la moyenne subsaharienne au titre de la santé de base et de la nutrition, c'est l'inverse en matière d'éducation où les retards accumulés sont importants, en dépit du fait qu'il y consacre le tiers de son budget national à l'éducation. Cette apparente contradiction reflète le fait que ce taux d'investissement est récent et coïncide avec la mise en place elle aussi récente d'un important cadre de réforme, le Plan décennal pour l'éducation et la formation (PDEF).

L'éducation de base est un domaine où le Canada offre une valeur ajoutée recherchée des autorités et partenaires sénégalais. Le bilan démontre qu'ils apprécient l'approche pédagogique nord-américaine, la prise en compte du principe de l'égalité entre les sexes dans les contenus et les approches pédagogiques, le pragmatisme et l'efficacité de la gestion scolaire et l'approche visant à mobiliser le milieu autour de l'école. Au plan plus global, le type d'accompagnement technique que le Canada a offert aux autorités pour appuyer certaines de leurs réformes fondamentales (ex : appui à l'élaboration du nouveau curriculum) est apprécié. Au chapitre de l'alphabétisation, l'approche de "faire faire" et son effet multiplicateur par l'implication d'opérateurs privés est également une approche dont les autorités sénégalaises ont apprécié le côté novateur.

Le Canada, la Banque mondiale et la France sont les principaux donateurs qui appuient le développement de l'éducation de base au Sénégal. Lors d'un comité de coordination, ils ont

⁸ Cité dans *Les priorités de développement social de l'ACDI, Un cadre d'action*, septembre 2000

Introduction

Ce cadre de programmation présente les grandes orientations que suivra la programmation bilatérale canadienne à moyen terme au Sénégal. Sa perspective est de dix à quinze ans pour s'ajuster au Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté (DSRP) du Sénégal dont l'horizon est 2015, appelé à devenir, en décembre prochain, le schéma directeur de l'action économique et sociale du gouvernement sénégalais et la base sur laquelle il souhaite obtenir l'appui des donateurs. Le Sénégal doit réussir un virage difficile dans un contexte de changements politiques récents. La nouvelle équipe gouvernementale est mise au défi de démontrer sa capacité de lancer un véritable développement durable et équitable. Le Canada peut offrir un accompagnement valable à cette nouvelle équipe et à ses partenaires de la société civile.

Les orientations du présent cadre de programmation ont été définies conjointement par les parties sénégalaise et canadienne au terme de consultations élargies auxquelles ont pris part l'ensemble des partenaires. Elles découlent de vues partagées quant aux particularités et besoins prioritaires du Sénégal et des leçons tirées du bilan conjoint de la coopération canadienne avec le Sénégal pendant la période 1996-2000. Ses orientations s'appuient aussi sur une mise à jour des connaissances de l'ACDI dans les secteurs sénégalais ciblés et ce, à la lumière des analyses de spécialistes sénégalais, canadiens et d'autres donateurs qui suivent l'évolution du Sénégal. La programmation qui en découle vise à donner une réponse cohérente aux besoins de développement exprimés par le Sénégal tout en tenant compte des objectifs et priorités du gouvernement canadien en matière d'aide au développement, des interventions d'autres donateurs au Sénégal et des domaines où le Canada offre une valeur ajoutée recherchée par ses partenaires sénégalais.

Le document expose également les grandes lignes du processus qui a conduit à la définition de ce programme, les principes qui guideront sa mise en oeuvre et les implications de cette mise en oeuvre sur les ressources canadiennes. Enfin, il propose un cadre de suivi qui alimentera des périodes de réflexion annuelles, garantissant la souplesse et le caractère dynamique de l'exercice.

1.0 Présentation du Sénégal

1.1 Environnement économique

Depuis la dévaluation du franc CFA, en 1994, l'économie du Sénégal a connu des progrès significatifs au niveau macro-économique. Ces progrès sont attribuables d'une part aux réformes structurelles et sectorielles menées par le gouvernement et à sa gestion économique plus saine et rigoureuse et, d'autre part, aux conditions climatiques relativement favorables et aux prix internationaux généralement avantageux pour ses principaux produits d'exportation.

Plusieurs indicateurs illustrent l'amélioration de la situation macro-économique au Sénégal : le taux de croissance économique se maintient autour de 5% depuis cinq ans, l'inflation est

maintienne son appui dans ce secteur et certains bénéficiaires des programmes d'appui à l'entrepreneuriat paysan ont exprimé le souhait de bénéficier des formules de crédit semblable en appui à leurs activités productrices.

De manière complémentaire, le programme apportera également son appui au *renforcement des capacités productives du petit entrepreneuriat*, notamment paysan. L'ensemble s'inscrit tout à fait dans la stratégie du DSRP, qui vise à faire porter de plus en plus le développement économique du pays par tous les acteurs du secteur privé.

4.3.3 *Les aspects égalité entre les sexes et environnement*

Le gouvernement sénégalais a émis le souhait d'un appui canadien au renforcement de la prise en compte des dimensions d'égalité entre les sexes dans les politiques et structures de l'appareil gouvernemental sénégalais. Conformément à la politique de l'ACDI à cet égard, la dimension d'égalité entre les sexes fera l'objet d'une attention particulière dans tous les projets et programmes appuyés par l'ACDI. Cela constituera autant d'occasions pour les partenaires sénégalais concernés de s'approprier l'approche et les techniques en cause, sans qu'il soit nécessaire d'en faire une initiative distincte. En ce qui a trait au domaine de l'environnement, le Sénégal n'a pas sollicité d'appui particulier du Canada à ce chapitre vue la nécessité de concentrer la portée de la coopération canadienne avec le Sénégal. Les dispositions de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCEE) demeurent néanmoins applicables aux activités de la coopération canadienne au Sénégal.

4.3.4 *La transition du programme*

Comme l'illustre le diagramme ci-après, le présent cadre de programmation amorce le virage vers une concentration dans les deux grands axes susmentionnés.



une destination touristique attrayante. Cette dominance du tertiaire est due aussi à la fragilité et au potentiel limité de ses autres secteurs. L'apport du secteur primaire est limité par la rareté des ressources naturelles, les aléas climatiques, la forte pression démographique et des politiques de gestion des ressources naturelles peu novatrices. Le secteur secondaire quant à lui, souffre de l'étroitesse du marché intérieur, du coût élevé des facteurs de production (eau, énergie, transports, produits semi-finis importés), ainsi que des politiques encore trop interventionnistes ou lourdes de l'appareil public.

Les grandes entreprises privées ont tiré profit de la dévaluation de 1994. Plusieurs fonctionnent maintenant à pleine capacité et prévoient s'agrandir. Par ailleurs, le gouvernement a privatisé plusieurs de ses entreprises et confie davantage à contrat l'exécution de travaux qu'il assumait autrefois (ex: voirie, transport public urbain, opérations portuaires). Cette rationalisation a réduit les dépenses de l'État, mais s'est aussi traduite par de nombreuses pertes d'emplois, sans option de recyclage pour les individus touchés.

Par ailleurs, le Sénégal compte environ 1 200 PME d'orientation industrielle qui maintiennent quelque 40 000 emplois permanents, soit environ 40% des emplois du secteur formel. Ces PME ne sont pas tellement profitables en raison des coûts élevés des facteurs de production, d'un accès restreint au crédit, d'un manque d'ouvriers et de cadres qualifiés et expérimentés ainsi que d'une faible maîtrise des flux des marchés. Certains processus gouvernementaux encore trop lourds, lents et parfois aléatoires, et l'inefficacité des guichets d'assistance à l'entreprise, contribuent aussi à cette faible de rentabilité.

Le secteur informel sénégalais, particulièrement dynamique, est composé de petits entrepreneurs (moins de 5 employés) qui mènent diverses formes de commerce et d'artisanat. Ils exécutent aussi des activités du secteur secondaire (textile, travail du bois et du métal, réparation, construction) et du tertiaire (aide domestique, transport, restauration, vente) dont ils constituent la majorité des effectifs: Ce secteur compte une main-d'oeuvre abondante mais peu qualifiée, qui utilise techniques simples, à faibles investissements. Ces petits entrepreneurs cherchent davantage à s'adapter à très court terme au marché qu'à d'élargir et rentabiliser leurs opérations. Leur productivité et leurs revenus sont relativement faibles, mais leur permettent d'échapper à la pauvreté extrême.

Quant au secteur financier, il a été assaini et renforcé. Sous l'impulsion de la banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) les normes prudentielles du système bancaire ont été revues pour les rapprocher des standards internationaux. L'impact du système bancaire sur la croissance économique et sur la redistribution de la richesse demeure faible car les banques commerciales hésitent à consentir du crédit à long terme et tardent à offrir des produits financiers diversifiés. Des normes prudentielles spécifiques aux institutions de micro-finance ont aussi été développées à l'échelle de l'UEMOA et sont appliquées au Sénégal. Depuis une dizaine d'années, les institutions de micro-finance (caisses d'épargne, mutuelles d'épargne et de crédit, coopératives) connaissent une expansion rapide et remplacent graduellement les prêteurs usuriers et les systèmes informels en offrant des sources de crédit normalisées, plus faciles d'accès, à des taux abordables. Contrairement aux banques, ces institutions contribuent beaucoup à l'essor de l'économie populaire et favorise le développement de l'entrepreneuriat.

besoin de certains apports financiers et techniques de l'extérieur, là où ils estiment qu'ils leur font défaut et dans la mesure où ils peuvent être obtenus dans le respect des valeurs et de l'autonomie sénégalaises, à un rythme adapté aux capacités d'absorption et d'appropriation des partenaires et des bénéficiaires. Au lendemain de l'adoption toute prochaine du DSRP, cette approche sera consacrée car le DSRP sera l'ultime référence en cas d'arbitrage entre priorités de programmation et d'exécution. Ce sera aussi le point de référence dans la revue annuelle des résultats au niveau programme (voir l'annexe 6a).

- **Concertation inter donateurs** : l'approche sectorielle intégrée et la souscription à la SRP sénégalaise en sa qualité qu'outil primordial de synergie et de référence universelle pour les priorités d'affectation des ressources, commande une participation active au forum de concertation donateurs/Sénégal. Cette concertation s'impose en particulier entre les donateurs intervenant dans les mêmes secteurs, mais aussi en regard des enjeux globaux, régionaux et mondiaux à l'endroit desquels le Sénégal doit se positionner. En complément des fora formels, la direction du programme gagne à maintenir, voire amplifier, ses échanges réguliers avec les IFI et les principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux, pour favoriser la circulation de l'information et l'influence réciproque en termes de programmation.
- **Concentration** : bien qu'une coopération pourrait être entreprise dans de nombreux domaines d'intérêts communs, le Canada et le Sénégal retiennent l'importance de concentrer leur collaboration dans un nombre limité de secteurs afin d'éviter l'éparpillement et d'en maximiser l'impact. Cela s'inscrit dans la stratégie sénégalaise de pilotage effectif de ses partenariats de coopération, mais correspond aussi au souci de la partie canadienne d'améliorer l'efficacité de sa coopération, suite aux leçons tirées du bilan.
- **Synergie des interventions canadiennes** : la synergie entre les divers projets et programmes de l'aide canadienne, tant à l'intérieur du programme bilatéral qu'entre ce programme et ceux des autres directions de l'ACDI et des divers canaux de la coopération canadienne (autres ministères, CRDI, secteur privé...) gagnerait à être renforcée. La direction du programme bilatéral, déjà sensibilisée à cette question, demeurera *pro-active* à ce chapitre tout en sachant que certains programmes s'y prêtent plus aisément que d'autres. La base en a été jetée en invitant les autres acteurs de la coopération canadienne à entendre le point de vue sénégalais et à commenter les constats du bilan tout au cours de sa réalisation. L'effort sera poursuivi en diffusant largement le cadre de la présente programmation lorsque celle-ci aura été adoptée et en maintenant le dialogue avec ces autres intervenants.

Par ailleurs, l'adhésion des divers partenaires canadiens aux priorités identifiées dans la SRP du Sénégal et le leadership exercé par les autorités sénégalaises à ce chapitre, devrait favoriser cette synergie (voir l'annexe 8 pour une description des activités en cours ou en planification par les autres principaux volets de la coopération canadienne, auxquels s'ajoutent nos contributions indirectes via les IFI et de nombreuses organisations multilatérales, dont celles des Nations-Unies et de la Francophonie).

- **L'équilibre entre l'appui au gouvernement et l'implication de la société civile** : le programme doit viser un juste équilibre entre l'appui aux entités gouvernementales responsables de mettre au point des politiques cadres à l'échelle nationale, et la collaboration avec les populations cibles et les groupements de la société civile au niveau de la mise en

ruraux et urbains. Par exemple, le taux d'inscription au primaire est de 91,5% à Dakar contre 55,4% en région. Les taux de redoublement et d'abandon, pire chez les filles que chez les garçons, sont considérables : moins de 50% des inscrits à l'enseignement élémentaire réussissent les examens de fin de cycle et il faut en moyenne 13 ans à un étudiant pour compléter sa scolarité élémentaire.

Les bénéfices de la croissance économique du Sénégal sont très inégalement répartis : 20% de la population accapare 58% de la richesse alors que les 20% plus pauvres se partagent 3% de cette richesse. Le secteur agricole procure un moyen de subsistance à près de 60% de la population mais ne représente que 20% du PIB; en fait, une majorité d'agriculteurs ne pratiquent qu'une agriculture de subsistance. La croissance économique n'a pas non plus réduit substantiellement le taux de chômage très élevé dans les villes.

Aujourd'hui près de 50% des sénégalais vivent dans les villes, ce qui est bien au dessus de la moyenne africaine, et cette urbanisation s'accélère. La capacité des infrastructures et des services urbains existants (égouts, voies de circulation, ramassage des ordures, adduction d'eau, marchés, dispensaires, écoles, habitations etc.) est largement dépassée cet accroissement de la population. Faut de revenus minimaux, (fiscalité et moyens de perception inadéquats, pauvres qui sont incapables de payer des taxes), les municipalités ont du mal à maintenir les services existants et ne peuvent les étendre est impensable sans appuis extérieurs. En raison de la maigreur des recettes municipales, d'une planification dépassée par la réalité et du peu d'implication des citoyens, les tares de l'urbanisation accélérée et incontrôlée s'installent : dégradation du milieu, tensions sociales, criminalité, des maladies endémiques, pollution dans les villes et leur périphérie immédiate.

La stratégie de réduction de la pauvreté que le Gouvernement du Sénégal compte adopter en décembre 2001, vise à réduire de 50% d'ici 2015 la portion de la population vivant dans la pauvreté, et ce dans le cadre d'une approche qui vise à la fois l'investissement accru dans les secteurs sociaux et la dynamisation de l'activité économique touchant plus directement l'emploi, les revenus et la productivité des pauvres.

1.3 Géographie et ressources naturelles

Situé à la pointe Ouest de l'Afrique, le Sénégal est un pays plat, semi-aride, constitué essentiellement de plaines s'élevant en plateaux dans sa partie sud-est. Le pays compte 531 km de côtes sur Atlantique et est traversé par deux fleuves principaux, le Sénégal et le Gambie et par quelques cours d'eau secondaires. Le caractère sahélien du pays est atténué sur le littoral, mais dans l'ensemble, l'écosystème demeure semi-aride tropical. Seulement 19% des terres sont propres à l'agriculture, dont 1,5% sont irriguées.

La pluviométrie varie fortement d'une région à l'autre du pays, passant de 1000 mm/an dans le sud à 300 mm/an dans le nord. Cela permet des cultures variées : arachides, riz, coton, mil et horticulture pour l'exportation, et sorgho, mil, maïs, tomates et légumes verts pour le marché local et pour l'autoconsommation. La pluviométrie au Sénégal est toutefois en baisse continue et généralisée depuis plus de 20 ans, ce qui affecte le niveau de la nappe phréatique et le débit des cours d'eau et favorise l'infiltration d'eau de mer vers l'intérieur du pays, donc la salinisation des sols. La dégradation de l'environnement est aussi accélérée du fait que la population a doublé

dans un contexte africain de plus en plus volatile. Il faut évidemment tenter d'anticiper et gérer les risques décrits en annexe, mais il faut aussi garder les choses en perspective en concluant que le Sénégal présente nettement plus d'opportunités à saisir que de risques à prévenir en termes de notre partenariat de coopération au développement. Ce constat est d'ailleurs partagé par tous les autres grands partenaires du Sénégal.

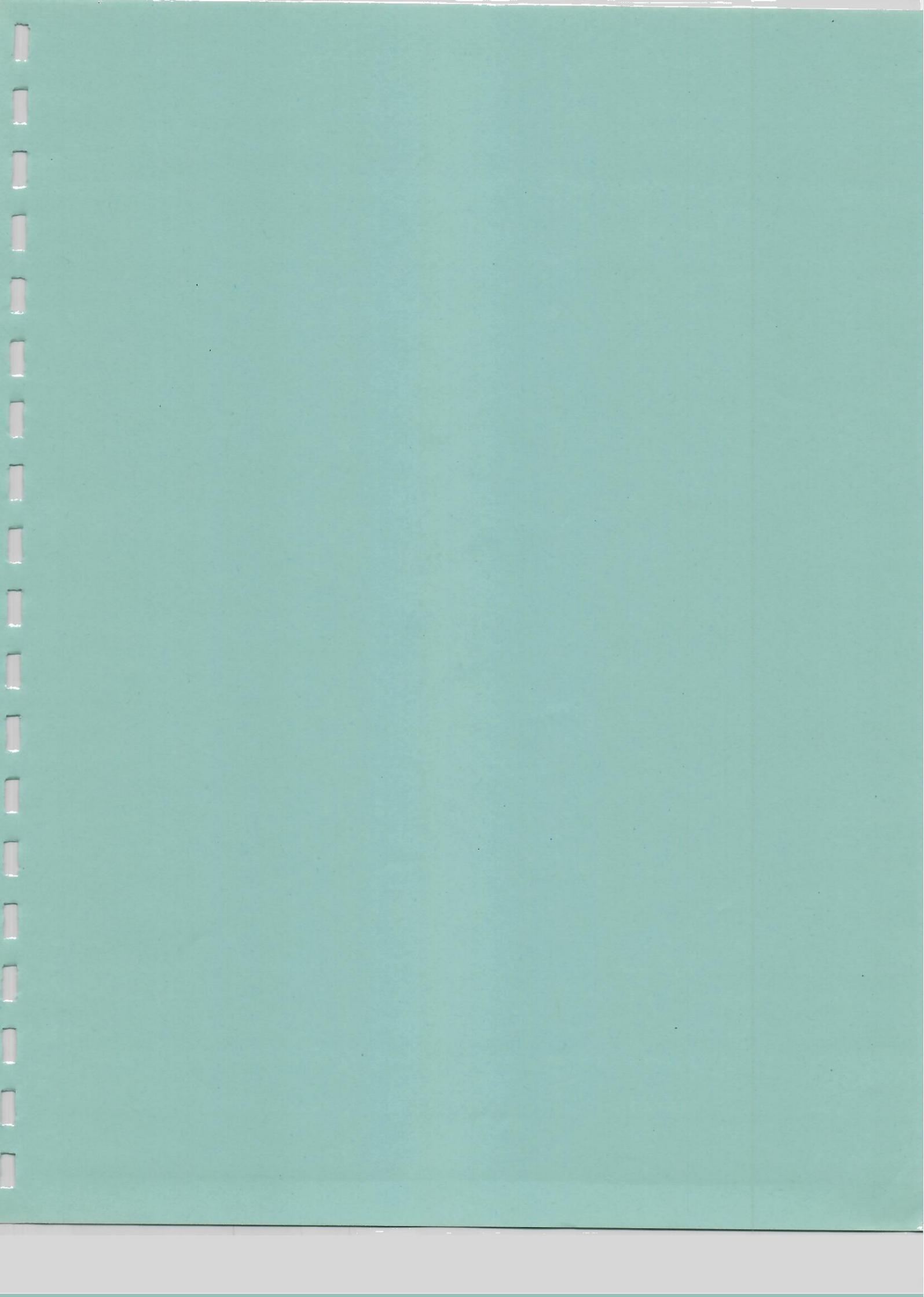
6.0 Conclusion

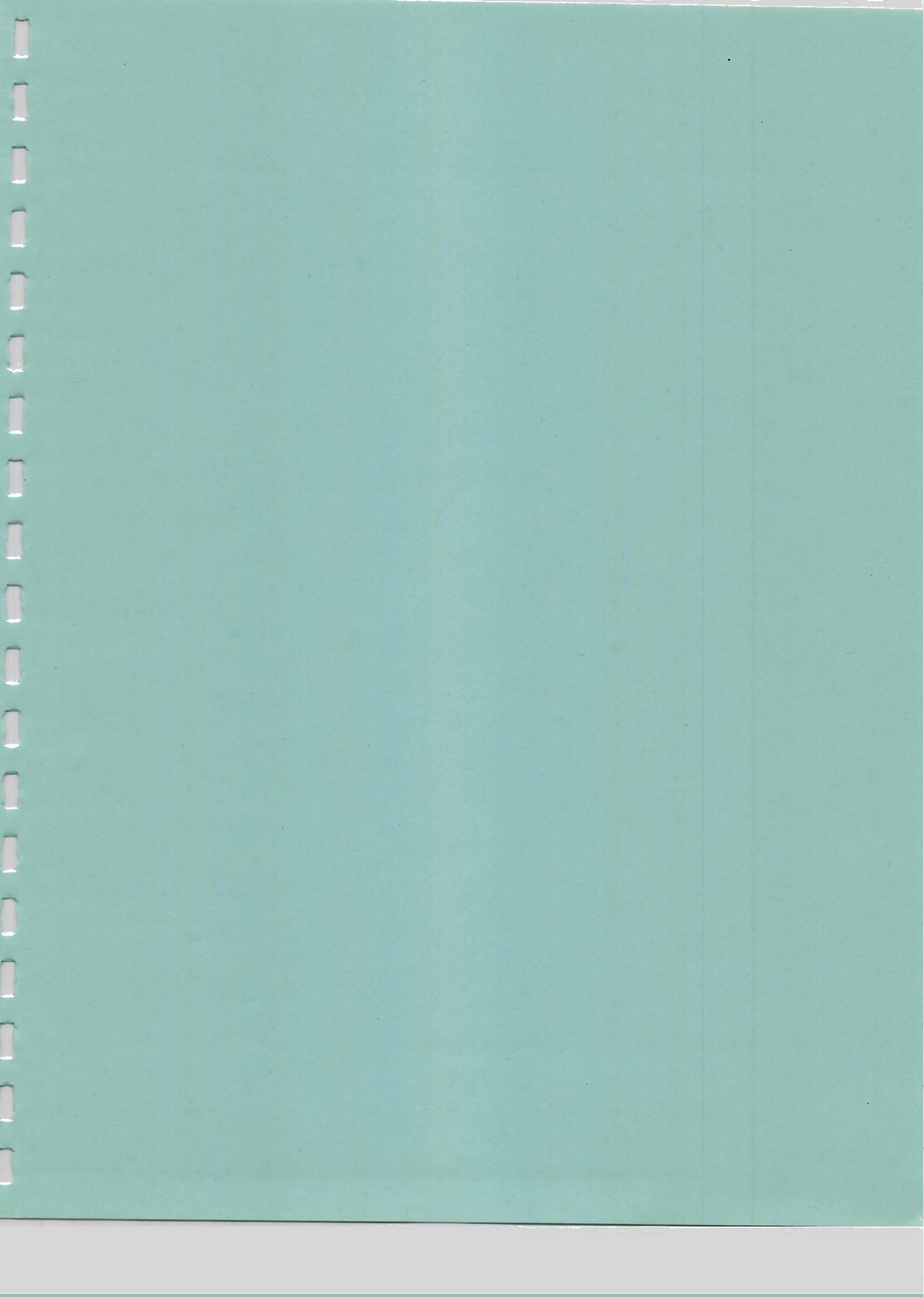
Succédant au cadre de programmation 1996-2001 qui amorçait une transition vers un nombre restreint de secteurs d'intervention, le présent cadre consolidera cette transition sur la base des principes de leadership sénégalais, de concentration et de recherche de synergie entre les interventions canadiennes. Dans l'application de ce cadre, un équilibre sera recherché entre l'appui aux responsables gouvernementaux chargés de l'élaboration et l'application des politiques et stratégies nationales de développement et, la collaboration avec les acteurs et bénéficiaires locaux afin de leur offrir un accompagnement adapté à leurs capacités et aux particularités de leur milieu. L'application de ce cadre demeurera souple pour s'ajuster aux changements et à l'évolution du contexte local, national, régional africain ou mondial le justifiant. Des consultations périodiques seront effectuées entre les parties afin de veiller à ce que le programme continue de s'inscrire étroitement dans les stratégies et priorités du Sénégal, et en particulier de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Cela inclura une revue annuelle fondée sur les principes de la gestion axée sur les résultats et formalisée dans un cadre de suivi du programme conjointement conçu et mis à jour, jouant en quelque sorte le rôle d'un "écran de radar" commun, dans le véritable esprit de la "co-gestion" de la coopération souhaitée par les deux parties. Ce cadre sera aussi un instrument de reddition de comptes de part et d'autre.

Indicateurs sociaux comparés (Sénégal/Région subsaharienne)

(Source : Banque mondiale, " Senegal at a glance" 9/12/00)

	SÉNÉGAL	AFRIQUE SUBSAHARIENNE
Indicateurs sociaux et de pauvreté		
Population (millions)	9.3	642
PNB per capita	510 (\$US)	500 (\$US)
Espérance de vie	52 ans	50 ans
Mortalité infantile (sur mille)	69 0/00	92 0/00
Malnutrition de enfants (5 ans)	22 %	32 %
Accès à source d'eau améliorée	50 %	43 %
Analphabétisme (15+ ans)	64 %	39 %
Taux de scolarisation brute		
- hommes	78 %	85 %
- femmes	65 %	71 %





ANNEXES

- ANNEXE 1 Comptes rendus du bilan : Dakar (4/10/00) ; Hull (18/01/01)
- ANNEXE 2 Principaux bailleurs de fonds - Répartition par secteurs prioritaires
- ANNEXE 3 APD canadienne au Sénégal (1996/1997 à 1998/1999)
- ANNEXE 4 Tableaux statistiques (indicateurs socio-économiques)
- ANNEXE 5 Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
- ANNEXE 6 Cadre logique et cadre de suivi - Programme 2001/06
- ANNEXE 7 Analyse de risques
- ANNEXE 8 Sommaire de la coopération canadienne non-bilatérale

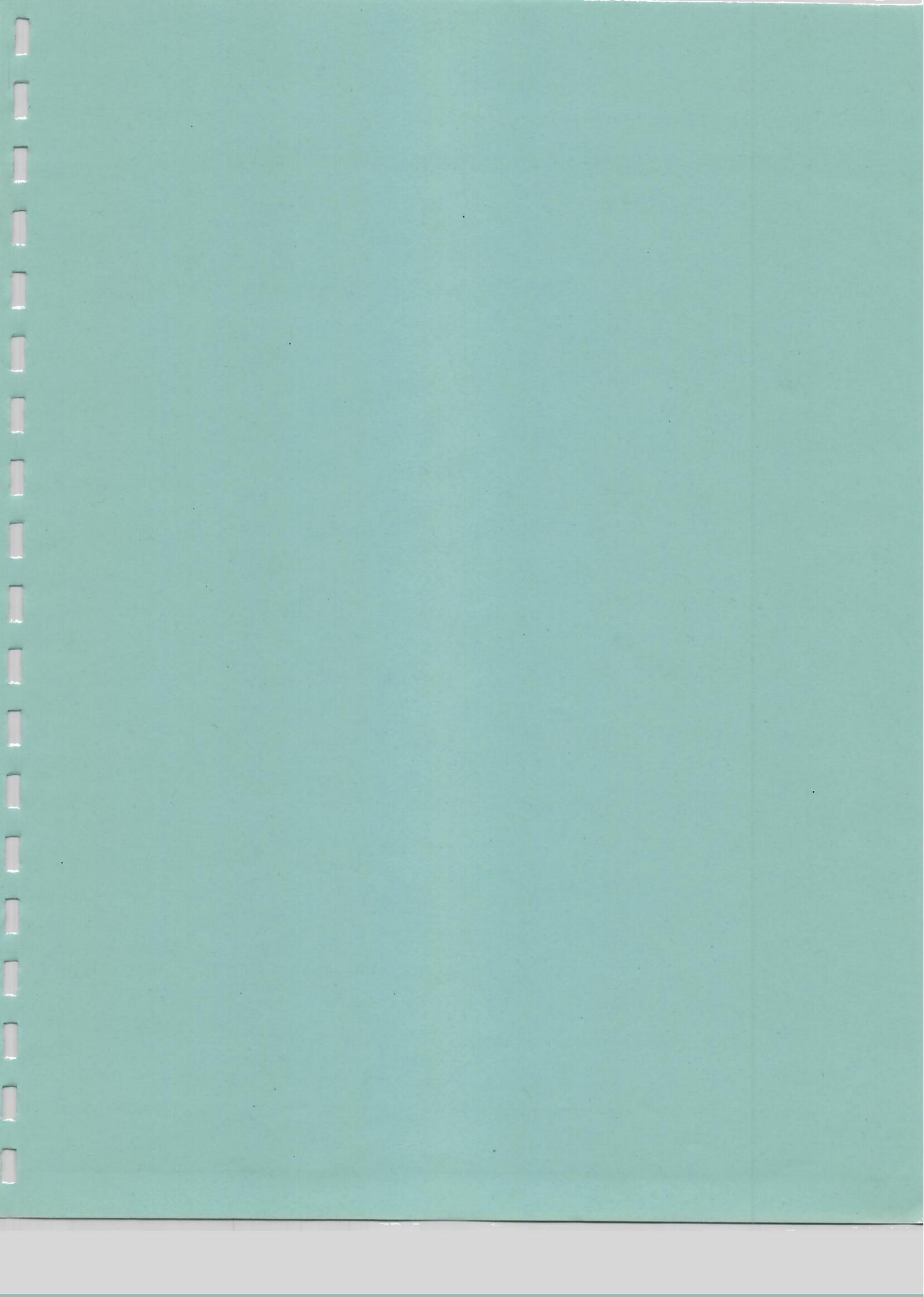
ASSISTANCE INTERNATIONALE
DU CANADA AU SÉNÉGAL
(1996/1997 à 1998/1999)

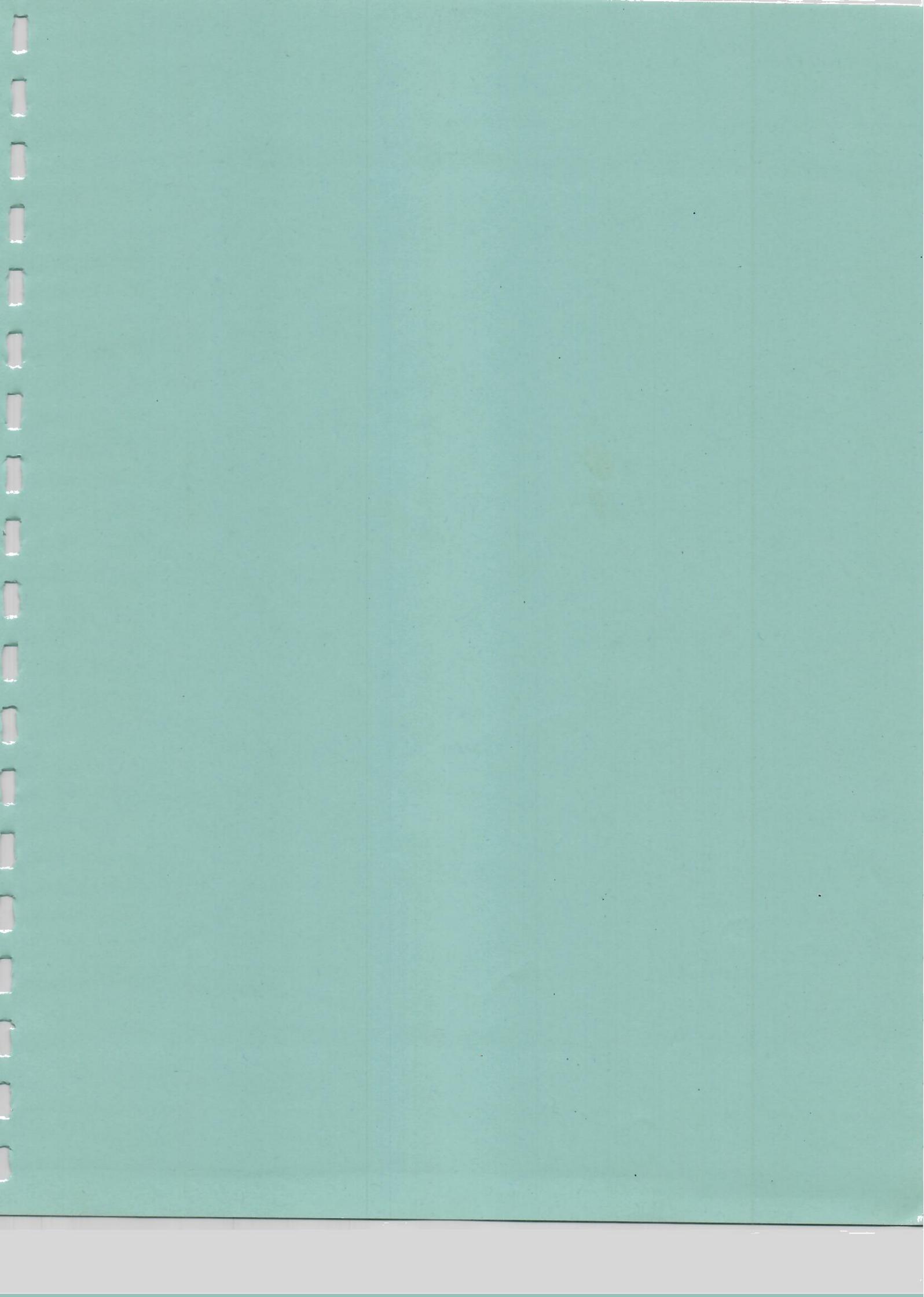
	1996-1997	1997-1998	1998-1999
De gouvernement à gouvernement *	21.45	20.41	21.27
Autre, de pays à pays **	2.27	3.14	1.88
Multilatérale ***	14.77	14.44	13.4
	38.49	38.01	36.62

* Inclue : programme géographique bilatéraux, Fonds canadien d'initiative locales, allégement de la dette (6,36 M\$), ainsi que SEE lorsqu'applicable

** Inclue : programmes du Partenariat canadien, Bourses de la Francophonie, Centre de Recherche pour le développement international ainsi que l'aide humanitaire bilatérale, l'aide alimentaire et les programmes du Centre des droits humain et du développement démocratique, lorsqu'applicable

*** Inclue : coopération par le biais des organismes de coopération technique multilatéraux, ainsi que du Programme alimentaire mondial, de l'assistance humanitaire multilatérale des Institutions financières et autres.





MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
GOUVERNEMENT DU SÉNÉGAL

(EN COOPÉRATION AVEC L'ACDI)

RAPPORT DU SÉMINAIRE DE RESTITUTION
DU BILAN DU PROGRAMME DE COOPÉRATION CANADO-SÉNÉGALAIS
(1996-2000)

DAKAR, 4 OCTOBRE 2000

SÉNÉGAL 2000
Principaux bailleurs de fonds
(Répartition par secteurs prioritaires)

Bailleur (par ordre d'importance)	APD totale nette MSUS en 1999 (OCDE, rap 2001)	Besoins humains fondamentaux	Égalité entre les sexes	Droits pers. démocratique, bon gouv.	Développement du secteur privé	Environnement	Ajustement structurel
(1) FRANCE	226.4	X	X	X	X	X	X
(2) JAPON	59.1	X	X			X	
(3) ÉTATS-UNIS	28.2	X	X			X	X
(4) ALLEMAGNE	26.4	X	X			X	
(5) CANADA	17.5	X	X	X	X	X	
UNION EUROPÉENNE	57	X		X	X	X	
BM (AID)	32.7	X	X	X		X	X
FMI	n/a						X
BAD	5.6	X			X	X	X

Les consultants qui ont effectué ces travaux ont été accompagnés par Monsieur Fernand HIVON (Consultant en méthodologie de l'ACDI).

1.2 - Objet du Séminaire

Ce séminaire a eu pour objectifs de :

- informer les participants sur l'évolution de la coopération canadienne au Sénégal ;
- présenter la synthèse des travaux effectués ;
- tirer les leçons du programme passé ;
- dégager les éléments prospectifs qui seront pris en compte dans l'exercice de programmation.

Il a réuni une centaine de participants, sous la présidence du Ministre de l'économie et des finances, en présence de Madame l'Ambassadeur du Canada au Sénégal. Ont également participé à ce séminaire : le Directeur régional de l'ACDI pour l'Afrique de l'Ouest-Atlantique; les Directeurs de cabinets des Ministres de la Famille et de la Solidarité Nationale, de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation ; les Directeurs et représentants des services nationaux : de l'Education ; du Cadastre ; du Plan ; de l'Agriculture ; de l'Environnement. les représentants des associations d'élus locaux ; le Président du CONGAD ; les représentants du CNCR et de la FONGS ; les partenaires et bénéficiaires directs des programmes de croissance économique et du développement social.

1.3 - Ordre du Jour du Séminaire

Les travaux du séminaire se sont déroulés selon l'agenda suivant :

Allocution d'ouverture par son excellence Mme l'ambassadeur du Canada ;

Allocution d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances ;

Présentation des éléments factuels du programme et du cadre institutionnel Canadien ainsi que des principaux facteurs qui ont marqué l'évolution du contexte de la mise en œuvre du programme (par Marc-André Fredette, Directeur Régional de l'ACDI pour l'Afrique de l'Ouest – Atlantique);
Présentation du bilan par les consultants (synthèse des constats et perceptions des bénéficiaires et opérateurs sur l'exécution du programme 1996-2000) ;

Interventions des Ministres (ou leurs représentants) sur les programmes menés dans le cadre de la coopération sénégallo-canadienne ;

Débats en plénière sur la pertinence et la valeur ajoutée ainsi que sur la mise en œuvre de l'ensemble des programmes ;

Synthèse des discussions.

Les acteurs ont révélé que :

Les premiers projets ont très peu impliqué les acteurs à la base et en particulier les collectivités locales ;

Les projets n'ont pas développé une politique systématique 'Genre et/ou Femme dans le Développement' bien que certains programmes comptent les femmes comme les principales bénéficiaires de leurs activités ;

L'administration des projets a :

été peu flexible et peu souple ;

été souvent centralisatrice ;

connu des changements successifs et fréquents des coopérants canadiens.

Mais les projets de bonne Gouvernance ont mis en place des dispositifs de pilotage et de suivi, des cadres de concertation pour faciliter une gestion transparente.

VI - LES PROGRAMMES DE LA COOPERATION CANADIENNE DEVELOPPENT PEU DE SYNERGIE SUR LE TERRAIN ENTRE EUX ET AVEC LES AUTRES ACTEURS A LA BASE MAIS LA DEVELOPPENT DE PLUS EN PLUS AU NIVEAU NATIONAL

Les projets financés par la Coopération Canadienne n'ont pas travaillé ensemble dans les mêmes zones ;

Les projets ont tous souffert d'un manque de synergie avec les autres intervenants dans des secteurs et zones identiques;

Le sous-comité des bailleurs de fonds animé par l'équipe canadienne a eu des résultats concrets :

la lettre de politique de développement rural décentralisé

le renforcement du suivi de la décentralisation

la mise en place d'un secrétariat technique du CNDCL

VII - LA COOPERATION CANADIENNE A TRES PEU UTILISE LA COMMUNICATION :

La faible communication sociale avec les acteurs institutionnels des projets a occasionné des « clash » interculturels ;

La campagne de communication sur la fiscalité locale n'a pas été relayée par une démarche systématique de sensibilisation ;

L'effort de communication sur la fiscalité locale a contribué à amorcer et à susciter une prise de conscience sur l'utilité de l'impôt local.

VIII - LA COOPERATION CANADIENNE A DEVELOPPE DES OUTILS ET DES INSTRUMENTS POUR PLUS D'EFFICACITE DANS L'ACCROISSEMENT DES SERVICES RENDUS ET LEUR EFFICACITE

L'étude sur la réforme fiscale locale a mis à disposition des autorités des instruments pour faciliter les décisions ;

Le Ministre a mis l'accent sur :

le renforcement des capacités nécessaires à la maîtrise du suivi et du contrôle des pouvoirs ;

le pouvoir délégué au niveau local dans le cadre du processus de décentralisation ;

les capacités d'analyse, de gestion et surtout de prévision, en mettant l'accent sur les méthodes de gestion locale et facilitant ainsi la jonction entre la société civile et les responsables chargés de définir les politiques.

Le Ministre, en évoquant l'importance de la lutte contre le sida pour laquelle le Sénégal est reconnu comme un pays pilote, a mis l'accent sur les maladies qui restent méconnues, comme la malaria, au demeurant, un fléau tout aussi important à combattre.

La participation de la société civile reste pour le nouveau gouvernement un élément incontournable ; celui-ci n'hésitera pas à faire l'autocritique des expériences passées pour en tirer les leçons et tenter de mieux faire en prenant ses responsabilités et se fondant pour cela sur le principe de « l'imputabilité ».

Pour la coopération canadienne, le thème fédérateur de "mutation" est au cœur du message qui oriente les recommandations pour le futur. La démarche utilisée pour aborder le bilan de ces quatre années de programmation et en tirer les leçons est le fondement même de la nouvelle conception des programmes à venir. Le Ministère de l'Economie et des Finances s'est engagé à y veiller en organisant cette rencontre qui constitue un temps fort dans la revue de programmation, résultant d'un exercice participatif qui a permis de traiter les questions en profondeur.

Le Directeur de cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD) et celui du Ministre de la Famille et de la Solidarité Nationale (MFSN) ont salué les interventions canadiennes qui entrent en ligne directe avec les préoccupations de leur Ministère respectif.

Pour le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD), les projets menés ont contribué à renforcer le processus de décentralisation avec :

l'étude sur la réforme de la fiscalité locale ;

l'organisation de la concertation et de la communication, nécessaire à l'émergence d'une opinion publique locale ;

la formation des élus locaux et le développement des pratiques de bonne gouvernance.

Le représentant du Ministre de la Famille et de la Solidarité Nationale, a souligné la vision partagée de son ministère avec la coopération canadienne en rappelant :

la nouvelle approche dans les stratégies d'intervention pour l'égalité des sexes, avec en première ligne les droits de la femme ;

le renforcement des capacités de planification et des mécanismes institutionnels où la promotion du développement social s'inscrit dans les politiques sectorielles.

2.1.2 - Présentation du bilan participatif

4.2.5 - Des Consultants

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

REVUE DU CADRE DE COOPERATION ENTRE LE CANADA ET LE SÉNÉGAL POUR LA
PÉRIODE DE 1996 À 2000

Séminaire bilan

REVUE DES PROGRAMMES DE :
CROISSANCE ECONOMIQUE
BONNE GOUVERNANCE
EDUCATION

NOTE DE PRESENTATION

Michèle Goby
Younousse Dialo
Mamadou Lamine Thiam

LA COOPERATION CANADIENNE S'EST INVESTIE DANS DEUX OBJECTIFS THÉMATIQUES
QUE SONT:

La croissance économique à travers

les projets de Conservation des Terres du Littoral (CTL),
le Projet d'Appui à l'Entreprenariat Paysan (PAEP),
le Projet Foresterie Rurale de Kolda (P.FRK),
le Projet d'Appui aux Mutuelles d'Epargne et de Crédit du Sénégal(PAMECAS)

Le développement social avec deux axes d'intervention:

un programme de soutien à l'éducation de base et à l'alphabétisation des adultes, plus particulièrement celle des femmes ;
un programme d'appui à la " bonne gouvernance " développé autour d'actions concrètes visant :
le renforcement de l'autonomie financière des collectivités décentralisées,
le développement de la concertation et l'appui aux Associations des Elus Locaux

2.2.1- Les caractéristiques de la Coopération Canadienne

Tous les participants ont jugé la coopération canadienne comme un modèle de coopération dans la mesure où elle est basée sur la confiance et sur le souci permanent de développer les capacités techniques des partenaires. Cette coopération très pédagogique se traduit par la présence régulière du partenaire canadien sur le terrain.

Cette coopération est jugée :

active, intégrante et participative ; intégrante parce qu'elle accepte la délégation et encourage le « faire-faire », participative parce qu'elle a une bonne capacité d'écoute ;

pionnière dans la mesure où elle a très souvent ouvert la voie à des interventions jusque là peu habituelles;

essentielle dans le processus de développement économique, social et culturel du Sénégal et notamment dans le domaine de l'éducation des adultes.

2.2.2- Participation

La participation a été l'un des points forts du séminaire où l'unanimité s'est faite sur la qualité de l'intervention canadienne qui a su être à l'écoute et assurer une coopération active et participative.

Les participants ont insisté sur l'importance de l'apprentissage dans la conduite d'une démarche participative, une démarche qui appelle l'utilisation de mécanismes opérationnels qui la rendent lisible. Car si la volonté existe, il est difficile de trouver les méthodes pour faire participer le plus grand nombre ; il est délicat d'assurer une bonne représentativité nécessairement hiérarchisée, et de trouver le bon équilibre entre l'expertise qui revient au technicien et la légitimité qui repose sur les acteurs que l'on représente.

Il semble difficile, voire impossible, de faire participer tout le monde ; toutefois, il est indispensable de s'assurer de la bonne représentativité des délégués.

Une méthode participative ne se mesure pas au nombre de participants mais aux outils développés pour la mettre en œuvre. Et ces outils ne doivent pas être mis à disposition quand tout est déjà " ficelé " :

ils sont mis en place, en amont de l'opération. Grâce à l'organisation de la concertation, ils donnent l'occasion, aux acteurs bénéficiaires, de déterminer leurs priorités ;

ils sont utilisés dans la mise en œuvre du projet, et mettent à disposition des instruments de suivi et d'évaluation accessibles à tous les acteurs partenaires qui sont ainsi responsabilisés.

Des exemples ont illustré ces propos :

la mise en place d'un cadre de suivi par l'Agence de développement communal de Saint-Louis, qui fait l'apprentissage des outils de l'étude ECOLOC ;

l'obligation d'obtenir des résultats, par l'institution de règles à respecter ;

4.2.4. - De Monsieur Marc André FREDETTE
Directeur régional de l'ACDI pour l'Afrique de l'Ouest Atlantique

Un programme en mutation pour répondre à de nouveaux défis

- Evolution de la politique de coopération canadienne
- Evolution du contexte au Sénégal
- Evolution de la coopération canado-sénégalaise

Objectif de la coopération canadienne

L'objectif de l'aide publique au développement accordée par le Canada est de soutenir le développement, afin de réduire la pauvreté et contribuer à créer un monde sûr, équitable et prospère. (1995)

Canaux de coopération

- Programme bilatéral
 - Projets
 - Fonds canadien d'initiatives locales
 - Fonds local de développement
- Partenariat
 - Coopération institutionnelle
 - ONG
 - Coopération industrielle
- Programme multilatéral (Banque mondiale, BAD, Nations-Unies, etc.)
- CRDI (Centre de recherche en développement international)

Six priorités de la coopération canadienne

Les besoins humains fondamentaux
Les femmes et le développement
Les services d'infrastructures
Les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement
Le développement du secteur privé
L'environnement.

Crise des finances publiques au Canada dans les années '90

Politique énergique d'élimination du déficit fiscal
> Coupures budgétaires significatives dans les budgets de l'ACDI

crédit. Toutefois, le principe du « faire faire » reste une option forte dans le secteur de l'éducation et le prolongement du système mis en place pour le développement du micro crédit est souhaité par l'UNACOIS pour développer les petites et moyennes entreprises (PME et PMI).

2.2.4 - Genre et développement

Les participants ont attiré l'attention sur le danger que comportent des conceptions réductrices de la problématique 'genre et développement', qui ne s'adresseraient qu'aux femmes les plus vulnérables, alors que le concept inclut de remettre en cause toutes les discriminations sociales.

Tout en reconnaissant les résultats enregistrés pour améliorer la condition des femmes, les participants ont attiré l'attention sur le risque de conception réductrice de la problématique. Une prise en charge plus systématisée pourrait démontrer que le droit des femmes est intimement lié au renforcement de leurs capacités à développer des activités économiques.

2.2.5 - La mise en oeuvre des projets

Les participants ont attiré l'attention sur les formes de gestion des projets et programmes.

Au plan de la gestion financière :

Les problèmes de transparence et de rythme de décaissement ont été évoqués :

La question de la répartition transparente des sommes allouées a été posée, et les bénéficiaires doivent connaître la part qui leur est réservée mais aussi celle qui est consacrée à la gestion proprement dite du projet ;

Les rythmes de décaissement ne sont pas toujours en phase avec le rythme des activités sur le terrain. Si des résultats positifs ont été enregistrés au sein des programmes d'alphabétisation, il est bon toutefois de ne pas oublier « les soutiers » du développement, ceux qui sont souvent confrontés aux lourdeurs des procédures et parfois même à des contradictions qui vont jusqu'à mettre en péril les résultats attendus.

Pour exemple : une campagne d'alphabétisation s'inscrit dans un calendrier d'exécution qui ne souffre pas de retards. Que faire, lorsqu'un budget a été arrêté et approuvé pour permettre l'ouverture de toutes les classes en début de campagne, si les procédures de décaissements imposent de ne dégager que le quart de la somme prévue à cet effet ?

Au plan de la gestion globale des projets :

Sans toutefois perdre de vue rigueur et transparence, plus de flexibilité et de souplesse dans les décisions sont parfois nécessaires, pour ne pas freiner les initiatives ; c'est une condition clef de bonne gestion pour une équipe qui sait s'adapter à toutes les situations.

La gestion participative responsabilise les bénéficiaires des projets et programmes ; elle appelle le recours à la méthode des 'erreurs et corrections' successives dite encore « actions-erreurs ». Cette méthode est certes lente et coûteuse à ses débuts, mais très économique à terme, car susceptible d'assurer la pérennité des actions, grâce à l'appropriation que s'en font les bénéficiaires qui adhèrent à cette méthode.

4.2.3 - Du Directeur de Cabinet du Ministre de la Famille et de la Solidarité Nationale

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DE LA FAMILLE ET
DE LA SOLIDARITE NATIONALE

ALLOCUTION DE Monsieur MOUSTAPHA LY, DIRECTEUR DE CABINET DU MINISTRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE, A L'OCCASION DU SEMINAIRE SUR LE BILAN DE LA COOPERATION ENTRE LE SENEGAL ET LE CANADA

HOTEL TERANGA
DAKAR, le 04 OCTOBRE 2000

MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ;
EXCELLENCE MADAME L'AMBASSADEUR DU CANADA ;
MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE L'ACDI ;

La revue du cadre de programmation de la Coopération Canadienne m'offre l'agréable occasion de saluer l'excellence des relations de coopération entre le Sénégal et le Canada principalement dans le domaine de la promotion de la femme à travers le projet Promotion des Droits et Renforcement des capacités des Femmes (PDPF) exécuté par le CECI.

Le nouveau type de partenariat dans le développement mieux adapté initié par le Canada avec comme toile de fond une nouvelle approche de stratégie d'égalité des sexes connu sous le vocable GOOR BAXNA, JIGEEN BAXNA, constitue pour mon département la substance d'une vision partagée d'un processus de programmation apte à favoriser l'éclosion des initiatives et capacités de tous les acteurs.

En accordant à l'approche Genre et Développement une dimension transversale dans le Profil de programmation du Sénégal, le Canada a voulu, par souci d'efficacité, mais également d'équité, permettre aux femmes et aux jeunes de saisir toutes les opportunités offertes par les objectifs stratégiques majeurs que sont la croissance économique et le développement social.

De plus, en adoptant une politique de gestion axée sur les résultats, le Canada favorise la recherche systématique de l'impact des activités du programme sur les conditions de vie des populations.

Sur la base de cette vision partagée d'un type de partenariat dans le développement mieux adapté, le document de synthèse qui nous a été présenté a permis d'apprécier globalement les résultats positifs obtenus par les différents projets mis en œuvre mais également les contraintes majeures, dont la résolution devrait faciliter la formulation d'un programme plus performant pour le futur.

Dès lors, tout en saluant la pertinence et la cohérence du cadre de coopération par rapport aux priorités du gouvernement du Sénégal ainsi que les résultats satisfaisants enregistrés, mon département souhaiterait mettre l'accent sur les axes d'interventions futurs ci-après :

3.1 - Conclusions

Pour conclure, Monsieur Daouda Diop, Directeur de la Coopération Economique et Financière (DCEF) au Ministère de l'Economie et des Finances, a réitéré, à l'intention des participants, la volonté du Gouvernement de continuer cette concertation. Le Gouvernement du Sénégal a compris l'importance et les exigences des pratiques de bonne gouvernance ; c'est un exercice nouveau qui nécessite :

la lecture de la destination des fonds, cette notion de "traçabilité" des financements, qui pousse la DCEF à rechercher des mécanismes efficaces et des indicateurs fiables pour l'analyse ;

la nécessité d'une coopération entre partenaires qui repose à la fois sur le dialogue, l'ouverture d'esprit mais aussi la confiance entre les acteurs; c'est un processus qui sollicite des relations parfois longues à tisser, mais que des rencontres comme celle-ci consolident, grâce aux échanges et à la communication ;

l'implication de tous au sein d'un partenariat constructif, qui certes donne des droits à la décision, mais implique des personnes responsables et imputables ;

La Coopération Canadienne a pris acte d'un tel processus participatif qu'elle entend consolider pour que son intervention ne soit qu'une contribution aux stratégies et activités définies par le Gouvernement du Sénégal; pour le Canada c'est la meilleure preuve de l'utilisation justifiée des ressources du contribuable canadien auquel l'ACDI doit rendre compte.

En résumé, pour que la Coopération Canadienne et le Gouvernement du Sénégal s'engagent davantage, il est recommandé de :

encourager la démarche participative et, pour l'améliorer, il s'agit de l'ajuster en permanence aux activités, aux besoins et aux problèmes réels; s'appuyer sur les témoignages des bénéficiaires directs et sur les opérateurs de terrain a permis de mesurer directement les effets de la coopération auprès des populations ;

entreprendre une gestion de plus en plus concertée et transparente avec une exigence de communication à tous les niveaux auprès de tous les acteurs; l'appropriation est à ce prix.

C'est un réel plaisir et un grand honneur pour moi de participer aujourd'hui à l'ouverture officielle du séminaire de restitution du bilan du programme 1996-2000, de la coopération canadienne au Sénégal.

L'aide au développement, administrée par l'Agence canadienne de développement international, (ACDI) constitue un pilier de nos relations avec le Sénégal, d'où l'importance de l'évènement d'aujourd'hui.

Ce séminaire de restitution représente un moment privilégié d'examen et de réflexion. Il présage un nouveau départ fort de l'expérience du passé et confiant en nos capacités conjuguées pour bâtir l'avenir.

Que la présidence de notre séminaire soit assurée par monsieur le Ministre de l'économie et des finances, témoigne de la haute estime du Sénégal envers la coopération canadienne. L'honneur qu'il nous fait, et que nous font (ministres et leurs représentants), est apprécié à sa juste valeur et je l'en remercie. Notre assemblée est la preuve vivante de l'excellence des rapports tissés entre partenaires sénégalais et canadiens.

En ce début de millénaire, le Sénégal, à l'instar de tout le continent africain, est aux prises avec des changements rapides et fondamentaux sur les plans économique, politique, social, culturel et technologique. Il importe donc d'actualiser nos schémas de partenariat pour les ajuster des besoins nouveaux, dans un contexte en pleine et constante évolution.

Le Canada entretient des relations étroites et soutenues avec le Sénégal depuis son indépendance. L'alliance de LEOPOLD SEDAR SENGHOR et de Pierre ELLIOTT TRUDEAU, dans les années 1970, pour le lancement de la francophonie est une très belle illustration d'un partenariat riche, bâti sur une visée commune. Au fil des années, de nombreuses visites de haut niveau ont contribué l'essor des relations entre nos deux pays. Plus près de nous, la visite en novembre 1999 du premier ministre du Canada au Sénégal, suivie de celle du président du sénat venu pour l'assermentation du Président WADE, démontrent bien la constance de nos relations.

De plus, le Canada et le Sénégal partagent des valeurs démocratiques chères à nos populations respectives. Le multipartisme, la recherche de la paix et de la sécurité, ainsi que le respect des droits de la personne en sont quelques unes. De façon concrète, nos relations se traduisent par un important programme de coopération. Celui-ci a évolué au fil du temps, s'ajustant aux besoins et aux réalités du Sénégal. En effet, cela fait près de 40 ans, plus précisément depuis 1962, que le Canada accompagne le Sénégal dans ses efforts de développement. Notre programme au Sénégal demeure l'un des plus importants en Afrique. A titre d'illustration, les déboursés cumulatifs depuis son instauration se situent aux environs de \$500 millions canadiens.

Outre notre partenariat au titre de la coopération, je voudrais souligner l'expansion constante des relations économiques entre nos deux pays. Celles-ci sont plus ardues à établir, mais elles progressent néanmoins. Sur ce chapitre, l'ACDI vient en appui ce secteur par le biais de son programme de coopération industrielle. Ce programme vise encourager le secteur privé canadien à tisser des liens d'affaires durables en vue d'un développement économique créateur d'emplois et de revenus.

La politique étrangère du Canada confirme toute l'importance de la coopération. Dans son dernier énoncé de politique étrangère, en 1995, le Canada affirme que l'objectif de laide publique au développement est de soutenir le développement durable dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus juste et plus prospère.

48. Yves	SASSENATHPNUD/FENU	
49. Mamadou	MBACKE	PNUD
50. Babacar	DIA	Inspecteur Eaux et Forêts Thiès
51. Mansour	SARR	Coordonnateur PAEFK, Kolda
52. Sambou	NDIAYE	CCIADL/Saint-Louis
53. Magatte NDIAYE	DIOP	DP/Ministère du Plan
54. Cheikh Tidiane	NDIAYE	Direction Eaux et Forêts
55. Soyebou	THIAM	DP/Ministère du Plan
56. Samba	NDIAYE	Radio 7 FM
57. Aly	LO	APCR
58. Thierno Birahim	NDAO	Sénateur-Maire SG/AMS
59. Badara	CISS	Député, Thiès
60. Seydou	SANE	Resp. Rég. Alhabét. Ziguinchor
61. Samba	DIENE.	Pdt Union des CEM Dagana
62. Mamadou Saïdou	ANNE	CNOAS
63. Amadou Seydou	NIANG	DAEB
64. Alioune Dial	NDOYE	SE/CNES
65. Abdoul	ANNE	SRAT KOLDA
66. Marième MBENGUE	SEYE	DAS/MFSN
67. Moustapha	MBODJ	ENTSS/MFSN
68. Oumou GUEYE	BA	USAID/Sénégal
69. Aïssatou DIENG	SARR	MEN/DEPRE
70. Amadou	BA	Agent de Production RTS
71. Mamadou	COULIBALY	RTS
72. El Hadji Gamou	NDIAYE	IDEN Dagana
73. Mamadou	TALL	Conseil régional Diourbel
74. Boucar	DIOUF	Inspect. Académie Thiès
75. Aïda DIME	MBAYE	Mairie St Louis
76. Nouridine KANE	DIA	BCT/MFSN
77. Ousmane	KA	BCT/MFSN
78. Mamadou	SOME	Cabinet INGESAHEL
79. Madior	Fall	Journal de l'Economie
80. Momar	SECK	Resp. Rég. Alhab. Diourbel
81. Ibrahima	NDIAYE	Direction du Budget/MEF
82. Médoune	DIOP	UNACOIS
83. Mamadou Gando	SQUARE	Inspecteur d'Académie Kolda
84. Mamadou Moustapha	NDIAYE	Inspecteur d'Académie/St-Louis
85. Ibrahima	NDIAYE	CR Kolda
86. Moussa	BIAYE	CROA Fatick
87. Ndianko	SY	CR Thiès
88. Babacar	NDIAYE	Insp. Eaux et Forêts Kolda

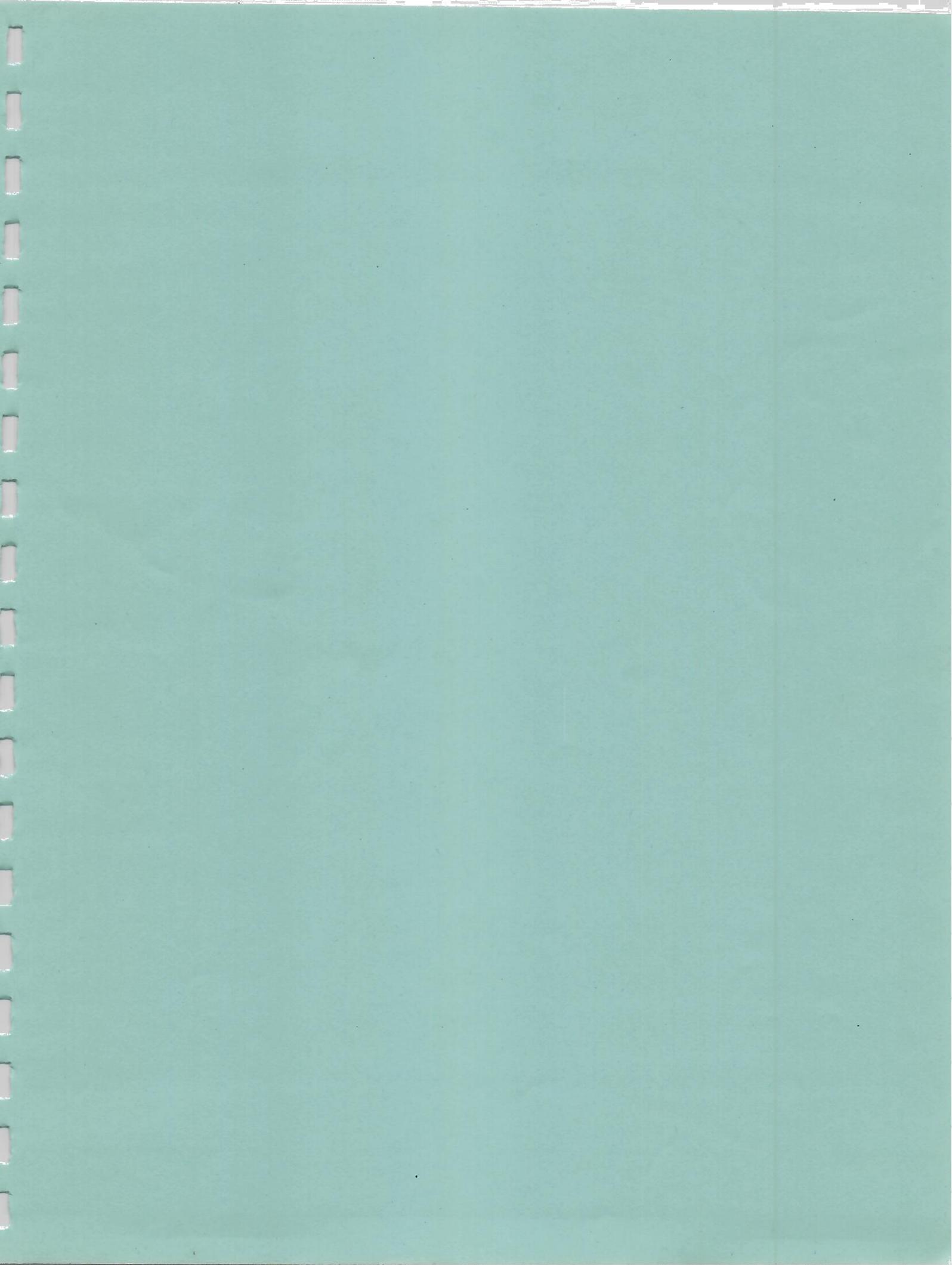


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
I. EVOLUTION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL RECENTS....	4
1.1 La croissance retrouvée.....	4
1.2 Les lacunes de la croissance	5
II OBJECTIFS ET STRATÉGIE DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	6
2.1. Objectifs	6
2.2 Stratégies de croissance.....	6
2.3 Stratégie de réduction de la pauvreté	7
III POLITIQUES DE PROMOTION DE LA CROISSANCE ET DE RÉDUCTION.... DE LA PAUVRETÉ	8
3.1 Politiques macro-conomiques et sectorielles	8
3.2 Les programmes de réduction de la pauvreté	9
IV LE CALENDRIER D'ÉLABORATION DE LA SRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	12
LA MATRICE DE MESURES.....	14

République du SENEGAL

Ministère de l'Economie et des Finances

**DOCUMENT INTERIMAIRE DE STRATÉGIE DE REDUCTION DE LA
PAUVRETE**

8 mai 2000

et les politiques structurelles et sectorielles à mettre en œuvre pour corriger les distorsions dans la répartition des fruits de la croissance.

Les objectifs indiqués dans ce document pourront faire l'objet de révision à la lumière du processus participatif envisagé par le Gouvernement. Dans l'élaboration de la stratégie, le Gouvernement procédera dès le premier semestre de l'année 2000 à la réalisation des études et enquêtes ponctuelles visant à mettre à jour le profil de la pauvreté et à actualiser les indicateurs sociaux. Il s'agit de réunir l'ensemble des matériaux utiles pour une meilleure connaissance des conditions de vie des ménages. Les dernières statistiques disponibles sur les conditions sociales datent de 1994. Ces travaux permettront l'élaboration d'un projet de " document de **Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)** " en fin décembre 2001.

I. EVOLUTION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL RECENTS

Sur la période 1996-1999, le Sénégal a enregistré des taux de croissance du PIB de 5 % en moyenne. Les résultats restent en deçà de l'objectif de croissance à deux chiffres fixés à l'horizon 2001 par le IX^{ème} Plan. Le secteur productif, bien qu'étant relativement renforcé, reste toujours caractérisé par une faible intégration des secteurs d'activités.

1.1 La croissance retrouvée

Le Sénégal s'est engagé dans la période 1997/99, à réaliser les objectifs de compétitivité et de développement humain durable. Pour se faire une stratégie macro-économique de croissance axée sur la promotion du secteur productif et des investissements privés a été adoptée. Cette approche a abouti à des résultats encourageants, en ce qui concerne les principaux indicateurs, notamment le taux de croissance du PIB réel qui est resté supérieur à 5% et le taux d'inflation contenu à 0,8 % en 1999 contre 1,1 % en 1998 et 1,8 % en 1997.

La croissance économique, relativement satisfaisante sur la période considérée, est essentiellement portée par le secteur tertiaire et le secteur secondaire. En revanche, le secteur primaire a connu une évolution très différenciée, avec des replis en 1997 et en 1998, suivi d'une reprise en 1999.

La demande intérieure reste dominée par les dépenses en biens et services. Le taux d'épargne intérieure s'est redressé en passant de 12,3% en 1997 à 14,3 % en 1999. Ce niveau du taux d'épargne demeure toujours faible et ne peut atténuer le besoin de financement extérieur, ni soutenir un programme ambitieux d'investissement à long terme.

Compte tenu d'une bonne politique de gestion de la demande, les prix à la consommation ont faiblement varié sur la période 1997-1999. Le taux d'inflation n'a évolué en moyenne annuelle

INTRODUCTION

Ces dernières années, l'économie sénégalaise renoue avec la croissance. Selon les estimations, le PIB a progressé en moyenne à plus de 5% sur les six dernières années. Cette performance est imputable à l'amélioration du cadre macro-économique et réglementaire et surtout à la stratégie de développement du secteur privé.

Nonobstant la reprise de la croissance économique les indicateurs sociaux demeurent à un niveau préoccupant. Les performances économiques enregistrées, bien qu'appréciables n'ont cependant pas contribué autant qu'on l'espérait à améliorer les conditions de vie des populations et à contribuer à une réduction substantielle de la pauvreté.

Le constat qui se dégage fait apparaître un recul du développement social en particulier une accentuation de la pauvreté. Au Sénégal, l'enquête sur les priorités (ESP) a fourni des indications sur les conditions de vie des populations sénégalaises confirmées et amplifiées par l'enquête ESAM dont les résultats - permettant une comparaison internationale - indiquent que plus de 58% des ménages vivent en dessous du seuil de la pauvreté défini à partir du minimum calorifique (2400 calories par jour et par équivalent adulte).

Cette situation de pauvreté et d'exclusion a été aussi constatée au niveau mondial en mars 1995 par le Sommet de Copenhague sur le développement social qui a accéléré la définition des stratégies alternatives pour inverser la paupérisation en particulier celle des populations rurales.

Plus récemment en janvier 2000, au Sommet de Libreville les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains se sont engagés à redoubler d'efforts pour promouvoir une croissance forte et durable et à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015 conformément aux engagements de Copenhague.

Une dynamique nouvelle se conforte qui met en exergue une mobilisation des décideurs politiques, des acteurs nationaux et internationaux du développement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés à laquelle le Sénégal est éligible s'inscrit dans ce cadre.

Dans cette perspective, le présent document *intérimaire* élaboré par le Gouvernement du Sénégal - en collaboration avec ses partenaires - définit pour le moyen terme un cadre stratégique de croissance pour la réduction de la pauvreté. Il trace l'évolution récente de la situation économique

II OBJECTIFS ET STRATÉGIE DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

2.1. Objectifs

Le gouvernement s'engage au cours des prochaines années à amplifier la dynamique enclenchée dans la réduction de la pauvreté en mettant en place une stratégie globale dont l'objectif est de **réduire de 50% l'incidence de la pauvreté des ménages d'ici l'an 2015**. La mesure de la pauvreté, équivalente à 1 dollar PPA par jour, est évaluée sur la base de l'approche énergétique en tenant compte des variables "services sociaux de base". Le Gouvernement projette d'accélérer la réduction programmée si les conditions sont favorables. De façon opérationnelle, la stratégie s'articule autour des principales orientations suivantes :

- poursuivre les politiques macro-économiques de qualité en vue de réaliser une croissance forte, durable, mieux répartie et pourvoyeuse d'emplois;
- articuler harmonieusement les politiques et réformes sectorielles mises en œuvre à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté ;
- poursuivre en l'élargissant la mise en œuvre du Programme de Lutte contre la Pauvreté (PLP) actuellement en cours d'exécution.

2.2 Stratégies de croissance

La stratégie devant orienter l'action du gouvernement vers la réalisation de ces objectifs s'articulera notamment autour de la capitalisation des résultats économiques et sociaux enregistrés durant la période 1995-1999 en vue de faire cheminer l'économie sénégalaise vers de nouveaux paliers de développement. A cet effet, les autorités s'emploieront singulièrement à renforcer l'assainissement des finances publiques, à parachever les réformes structurelles et sectorielles engagées dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'énergie, des transports, de la promotion du secteur privé et de la bonne gestion de l'administration publique centrale et locale.

L'option stratégique du Gouvernement consistera à faire porter par le secteur privé la réalisation d'une croissance mieux répartie et pourvoyeuse d'emplois. Cela implique pour l'Etat, un recentrage de ses missions afin de mieux satisfaire la demande sociale. La stratégie s'articulera autour :

- d'une amélioration de la qualité de la dépense publique qui tient compte des engagements pour l'initiative 20/20 ;
- d'un développement régional qui implique un partenariat plus actif entre l'Etat, les groupements socioprofessionnels et les collectivités locales ;
- d'une croissance économique soutenue portée principalement par l'investissement privé dans un environnement économique, fiscal, juridique et social favorable ;

que de 1,8% en 1997, 1,1 % en 1998 et de 0,8 % en 1999. La relative baisse² en 1998 est favorisée par la réduction des tarifs douaniers, intervenue au courant du deuxième trimestre de cette année.

La politique budgétaire a permis une amélioration de l'excédent budgétaire de base grâce à une forte progression des recettes en dépit du désarmement douanier intervenu en avril 1998 et une plus grande maîtrise des dépenses courantes. Cet excédent est passé de 2,7% du PIB en 1997 à 2,6% en 1998. En 1999, il s'est établi à 2% du fait de la forte progression des dépenses d'investissement financées sur ressources internes.

La balance des paiements fait ressortir, sur la période 1997-1999, un déficit structurel du solde commercial qui s'est élevé à 190 milliards en 1999 contre 160,8 milliards en 1998 et 153,6 milliards en 1997. Cette dégradation, liée à un rythme de croissance des importations plus soutenu que celui des exportations s'est traduite par une baisse du taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 77 % en 1997 à 76,2 % en 1999.

L'évolution de la situation monétaire au cours de la période 1997-1999 fait ressortir :

- une amélioration de la position extérieure du Sénégal ;
- une hausse du crédit intérieur ;
- une progression de la masse monétaire.

1.2 Les lacunes de la croissance

Malgré la reprise de la croissance économique, on observe qu'un secteur comme l'agriculture, regroupant 60 % de la population, n'a participé que de manière marginale à l'augmentation du PIB. Les performances économiques enregistrées, bien qu'appréciables, n'ont pas fait reculer le chômage et améliorer les conditions de vie des populations. On constate un recul du développement social et une accentuation de la pauvreté. L'Enquête Sur les Priorités (ESP) de 1991 a montré que 33% des individus étaient pauvres avec un seuil de pauvreté par individu de 110,8 F CFA par jour, permettant un apport énergétique 2400 calories. En 1995, l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM), a montré que selon la même méthodologie, 65% des individus étaient pauvres avec un seuil estimé à 392 F CFA par jour et par équivalent adulte.

- La mise en place d'un cadre de coordination stratégique tant au niveau national que local qui assure une plus grande responsabilisation des agences de réalisation dans l'exécution des activités opérationnelles ;
- Le ciblage des zones vulnérables en vue d'un développement de micro – réalisations venant en complément des programmes d'investissement sectoriel et leur mise en œuvre sous forme de paquets d'activités permettant de créer les changements sociaux et d'améliorer les conditions de vie des populations.
- La gestion efficace de la stratégie exige la mise en place d'un programme de renforcement des capacités institutionnelles de tous les acteurs. La qualité des interventions de l'Etat sera un atout pour la réussite du Programme. Cela exige la mise en œuvre du programme de bonne gouvernance.

III POLITIQUES DE PROMOTION DE LA CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

3.1 Politiques macro-économiques et sectorielles

Au plan budgétaire, le Sénégal adoptera, en concert avec les pays de l'UEMOA, des réformes hardies d'amélioration des recettes et de gestion rigoureuse des dépenses publiques basées sur une meilleure allocation des ressources de manière à maintenir un solde budgétaire de base positif en 2002. A ce titre, l'excédent budgétaire de base, établi à 1,6% du PIB en 1999, devrait se stabiliser en moyenne pour les années 2000 et 2001 du fait principalement de l'entrée en vigueur effective du Tarif Extérieur Commun.

Face aux difficultés constatées au niveau de la consommation des crédits notamment dans certains secteurs, le Gouvernement envisage à partir des conclusions de l'étude sur la revue des dépenses publiques d'instituer en 2001 un système de budgets par objectifs pour les ministères-tests de la Santé et de l'Education. L'Etat devra procéder à l'amélioration de la liaison programme/budget en vue d'asseoir une articulation entre le budget d'investissement et le budget de fonctionnement qui renforce l'efficacité de la dépense publique. Il continuera également d'accroître les ressources allouées aux secteurs sociaux en même temps que des améliorations seraient apportées à la programmation et à l'exécution des dépenses publiques dans ces secteurs

Les dépenses budgétaires du ministère de la santé continueront de s'accroître afin d'atteindre la norme de 9% en 2002 conformément aux recommandations de l'OMS. Le relèvement des ressources affectées à l'Education nationale de base contribuera à l'augmentation du taux de scolarisation.

Au plan monétaire, la Banque Centrale poursuivra une politique vertueuse compatible avec les objectifs de croissance, d'inflation et d'amélioration de la position extérieure du Sénégal, en particulier, et de l'UEMOA, en général. A cet effet, les autorités monétaires s'emploieront à sauvegarder la valeur interne et externe de la monnaie commune de manière, d'une part, à rendre crédible le régime de change en vigueur dans un environnement international marqué par la mondialisation et d'autre part, à favoriser un ancrage effectif du FCFA à l'Euro. La politique

- d'une gestion rationnelle de l'environnement qui atténue l'impact des aléas climatiques et des actions anthropiques induites par la dégradation des conditions de vie et qui permet de restaurer l'équilibre des milieux naturels.

2.3 Stratégie de réduction de la pauvreté

Pour permettre une répartition plus équitable des fruits de la croissance et la correction des distorsions inhérentes à l'exécution des programmes d'investissement sectoriel, un programme spécifique de lutte contre la pauvreté a été adopté en décembre 1997. La stratégie qui y est développé a fait l'objet d'une concertation avec l'ensemble des acteurs (administration publique, collectivités locales, organisations de la société civile et les partenaires au développement).

Les objectifs globaux du PLP visent notamment :

- *la promotion de micro-activités génératrices de revenus financées essentiellement à travers les mutuelles d'épargne et de crédit mises en place et gérées par les populations avec l'appui des ONG ;*
- l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base par la mise en place des infrastructures collectives en rapport avec les collectivités locales et les organisations communautaires de base (OCB) ;
- la création d'un système d'information et de suivi performant pour mieux mesurer l'impact des programmes de développement sur les conditions de vie des populations ;
- le renforcement des capacités des acteurs à la base.

Pour la mise en œuvre de la stratégie globale, il sera procédé à la même démarche stratégique que celle du PLP à savoir :

- L'approche par la demande : elle s'appuie sur la conviction que les solutions face aux problèmes locaux seront d'autant plus durables que les communautés les plus concernées auront participé à leur définition et leur mise en œuvre. Dans ce cadre, les projets d'appui à la mise en œuvre des objectifs du programme évolueront désormais en réponse aux besoins et exigences spécifiques tels qu'ils seront identifiés par les populations elles-mêmes en collaboration étroite avec les techniciens.
- La démarche participative/responsabilisante : elle sera au centre de la conception de l'approche par la demande. Elle sera perçue comme un processus actif dans lequel l'initiative est prise par la population et utilisant des moyens et processus (institutions et mécanismes) sur lesquels, elle peut opérer un contrôle effectif. Elle exigera des populations bénéficiaires des projets, une participation effective au financement de l'investissement et du fonctionnement.
- La stratégie du faire – faire et le partenariat : cette approche responsabilise aussi bien les bénéficiaires directs, les services déconcentrés de l'Etat, les collectivités décentralisées que les agences de réalisation sur le terrain qui auront prouvé, entre autres critères, des capacités de gestion, techniques et de mobilisation (ONG, OCB, entreprises, etc.). Un mécanisme d'arrangements institutionnels (protocoles d'accord, contractualisation, etc.) permettra de réguler le partenariat entre l'Etat, les structures relais et les populations. Dans cette option, l'Etat jouera une mission de coordination, de facilitation, d'impulsion et de supervision de l'exécution des projets d'investissement.

filles et l'éradication de l'analphabétisme particulièrement chez les femmes dans le cadre du Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF).

Dans le cadre de la politique nationale d'alphabétisation, d'éducation de base et de promotion des langues nationales, le taux d'alphabétisation sera porté à plus de 50% en l'an 2000. Les femmes qui constituent la grande majorité des analphabètes feront l'objet d'une attention accrue surtout en zone rurale. Les partenaires au développement seront mis à contribution dans cette optique. Un suivi rigoureux sera instauré pour pérenniser le processus d'alphabétisation.

Au niveau de la politique de santé et d'action sociale, les actions inscrites dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) qui couvre la période 1998 - 2007 seront appliquées pour améliorer la situation sanitaire nationale. Le PNDS s'articule autour d'un ensemble d'orientations stratégiques traduites en priorités dans le Programme quinquennal (1998 - 2002) de Développement Intégré de la Santé (PDIS) adopté en 1997.

L'équité dans l'accès aux soins de santé (à l'horizon 2007 dans le cadre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)) se traduira par une plus grande disponibilité des médicaments essentiels ; l'accessibilité des services de santé (respect des normes de structure : ratio couverture structures sanitaires/habitants ; l'amélioration des soins (garantir un paquet minimum d'activité et relever le plateau technique : consultation primaire curative, consultation prénatale, couverture vaccinale, soins obstétricaux d'urgence, urgence chirurgicale, lutte contre MST/SIDA) ; le contrôle maladies endémiques et surveillance épidémiologique ; et le respect des normes de personnel (nombre personnel/structure sanitaire).

Les objectifs prioritaires de ce Plan sont actuellement en cours de réalisation à travers le Programme de Développement Intégré de la Santé (PDIS 1998-2002).

L'exécution correcte de ce programme débouchera sur un meilleur environnement sanitaire avec la baisse de la mortalité infanto - juvénile et maternelle, la baisse du taux de fécondité, grâce au renforcement des efforts en matière de planification familiale, et l'assainissement financier du système de santé publique. La réforme hospitalière sera ainsi poursuivie et accentuée et la norme de 9% du budget national pour la santé, fixée par l'OMS, continuera d'être un objectif à court terme pour le gouvernement. Ceci permettra, aux groupes vulnérables, un meilleur accès aux services de santé de qualité. Le nombre d'habitants par centre de santé et par poste de santé devrait se situer respectivement à 150 000 et 10 000 en 2000 contre respectivement 158 000 et 11 000 en 1997.

En matière de genre et développement, la bonne exécution du Plan d'Action National de la Femme (PANAF) sera renforcée dans la période de convergence. Ce plan permettra une meilleure promotion économique de la femme. A cet effet, la mise en place d'équipements

monétaire favorisera également une intégration financière accrue au sein des pays de l'UEMOA. Par ailleurs, les banques devraient assurer le financement des investissements productifs, surtout dans les secteurs de l'industrie et des services et soutenir l'effort d'organisation des entreprises à la suite de l'accélération du rythme de libéralisation des échanges avec l'extérieur.

Le gouvernement conduira **des politiques structurelles et sectorielles** appropriées afin de placer son économie sur un sentier de croissance élevée et durable de manière à faire face avec efficacité à la pression de la demande sociale. A ce titre, il poursuivra les réformes déjà entreprises au niveau : (i) du cadre réglementaire et juridique ; (ii) des politiques agricoles, d'élevage et de la pêche ; (iii) des politiques des transports, de l'énergie et des mines.

La politique de développement agricole impulsée par l'Etat cherche à assurer la compétitivité des différentes filières et englobe une dimension de lutte contre la pauvreté avec l'implication des populations rurales dans la mise en place des différentes infrastructures économiques et sociales. Les objectifs assignés par les pouvoirs publics à cette politique agricole sont entre autres : (i) la réalisation d'un taux de croissance annuel d'au moins de 4% ; (ii) l'amélioration de la sécurité alimentaire par une production locale diversifiée et compétitive ; (iii) la création d'emplois et la génération de revenus suffisants afin de lutter efficacement contre la pauvreté rurale ; (iv) la préservation de l'environnement.

Ces objectifs seront atteints grâce à l'amélioration des infrastructures rurales (PNIR) et au développement du micro-crédit pour les petits producteurs.

3.2 Les programmes de réduction de la pauvreté

Le gouvernement poursuivra l'amélioration des secteurs sociaux vitaux, en particulier l'éducation et la santé. Les actions visant une meilleure promotion de la femme et la lutte contre la pauvreté devraient également être renforcées pendant la période de convergence fixée par l'UEMOA.

Des progrès notoires ont été réalisés dans le domaine de l'éducation. Cependant, les efforts fournis seront poursuivis pour atteindre les objectifs prioritaires définis par le gouvernement dans ce secteur. Ces objectifs vont de l'élévation du taux de scolarisation dans l'enseignement primaire à 70% en l'an 2000 et à 75% en 2001 à l'accroissement du taux de scolarisation des filles en passant par une amélioration de la qualité du système éducatif dans tous les cycles.

La bonne exécution du Programme Décennal de l'Education et de la Formation constitue une priorité dans l'objectif de scolarisation universelle en 2008. En plus, la meilleure maîtrise des flux, l'adéquation de l'enseignement technique et professionnel aux besoins locaux et la meilleure allocation des ressources publiques permettront d'améliorer l'efficacité du système éducatif. Le secteur privé continuera d'être mis à contribution pour satisfaire la forte demande existante. A ce titre, l'Etat veillera au renforcement des actions inscrites dans le Projet d'Amélioration de l'Enseignement Supérieur (PAES). En définitive, il s'agit d'atteindre la scolarisation universelle en l'an 2008 (TBS de 95%) en insistant sur la scolarisation de la petite

intervenue le 05 mai 1998. Cette structure sera chargée d'impulser le développement régional et local. Elle sera maître d'œuvre dans l'élaboration du Plan Régional de Développement Intégré (PRDI), des Plans d'Investissements Communaux (PIC) et des Plans de Développement Locaux (PLD). L'ARD va accroître la capacité de formulation et de gestion des projets.

En milieu rural, l'Etat poursuivra les actions en faveur de :

- l'accès à l'eau potable en milieu rural avec un objectif de 35l/j/hbt en l'an 2010 grâce à un programme de forages équipés pour les villages de plus de 1.000 habitants qui ne sont pas desservis par des réseaux d'alimentation classique et, en milieu urbain et périurbain, l'accent sera mis sur la réalisation des branchements sociaux pour l'eau potable et du tout-à-l'égout pour l'assainissement ;
- l'extension de l'électrification rurale à un taux de 15 % en l'an 2000 ; pour la téléphonie en milieu rural, un programme d'équipement permettra d'équiper les chefs-lieux de Communautés Rurales (CR), les villages-centres de plus de 2000 habitants au moins d'une ligne téléphonique à l'horizon 2000 afin que chaque sénégalais se trouve à moins de cinq kilomètres d'un téléphone ;
- le développement des pistes rurales dans le cadre d'une stratégie que vont appuyer le Programme Sectoriel des Transports (PST) et le Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) en vue de faciliter les échanges en milieu rural.

IV LE CALENDRIER D'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Le Gouvernement entreprendra, avec l'ensemble des acteurs concernés, de larges concertations en vue d'arrêter la version finale de la stratégie de réduction de la pauvreté. Le cadre stratégique sera disponible en décembre 2001 après adoption par le Gouvernement.

Le calendrier résumé de la stratégie est le suivant :

- Avril - Juillet 2000 : application du processus des budgets par objectifs avec des Ministères pilotes (Juin 2000 : début des conférences budgétaires pour les ministères de la santé et de l'éducation);*
- Mai - novembre 2000: démarrage des études d'actualisation du profil et des indicateurs de pauvreté (juin 2000 lancement des enquêtes);*

adéquats permettra d'alléger les travaux domestiques, surtout en milieu rural, et le renforcement de leurs capacités organisationnelles et entrepreneuriales.

Au niveau environnemental, le gouvernement poursuivra la mise en œuvre de la stratégie de développement durable par l'utilisation de la méthode participative qui vise une meilleure responsabilisation des populations dans la gestion des ressources naturelles. Dans le cadre du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) actuellement en vigueur, tous les projets et programmes sont actuellement formulés au niveau des structures administratives en conformité avec le Programme National de Gestion de l'Environnement (PNGE) qui fait la synthèse des actions prioritaires identifiées dans les secteurs structurants d'activités. Le code de l'environnement servira de cadre de référence pour les études d'impact environnemental obligatoire avant tout projet d'aménagement, d'ouvrage, d'équipement ou d'implantation industrielle et agricole qui présente des risques environnementaux. Par ailleurs, une attention particulière sera accordée à la préservation du cadre de vie des populations, notamment la protection des zones côtières et humides, face aux changements climatiques et la lutte contre les pollutions.

Au niveau de la promotion de l'emploi, le gouvernement, en rapport avec les partenaires sociaux et les acteurs de la société civile a formulé en 1997 une Politique Nationale de l'Emploi (PNE) dont l'objectif à long terme est la réalisation du plein emploi, à court et moyen termes. Il est recherché la réduction du chômage, du sous emploi, de la pauvreté et de l'exclusion sur la base de trois objectifs spécifiques :

- la réduction du chômage en milieu urbain ; *(Suivant une dynamique participative, un programme concerté d'actions sera élaboré en vue de promouvoir des activités génératrices de revenus);*
- le développement de l'emploi local et le ralentissement de l'exode rural ;
- le développement des opportunités d'emploi pour une main d'œuvre en pleine mutation.

A coté de ces initiatives, beaucoup d'autres actions contribuent à la création d'emplois. Il s'agit notamment, dans le domaine agricole, du Programme National d'infrastructures rurales (PNIR), du Programme de Gestion et d'Intégration des Eaux et Sols (PGIES) et du Programme de Développement de la Petite irrigation (PDPI).

La régionalisation permet une meilleure répartition des centres de décision. Il importe cependant à procéder à une bonne description des tâches pour mieux cerner les compétences entre le niveau central et le niveau local et entre l'Etat et la collectivité. L'Etat a transféré les neuf domaines de compétences aux collectivités locales. Le diagnostic actuel de la décentralisation amène à conclure à un manque de moyens matériels financiers et humains des collectivités locales pour élaborer et réaliser les instruments de planification (PRDI, PIC, PLD). A trois ans des prochaines élections régionales aucun PRDI n'a connu un début de réalisation. Ce qui est dû en partie à la création tardive de l'Agence Régionale de Développement (l'ARD)

LA MATRICE DE MESURES

Objectif 1 : Réduire l'incidence de la pauvreté

	Référence	2000	2003	2010
Indicateur de résultat				
Incidence de la pauvreté (1995) %	57.9	57	48	30
Urbain	30	28.5	24	15
Rural	79.5	76	64	40
Part des revenus allant aux 20% les plus pauvres				
Réduire la malnutrition infantine				
Retard de croissance (1996) %	23	22	17	5
Insuffisance pondérale %	22	21	16	5
Emaciation %	20	19	16	5
Indicateurs de performance				
Croissance du PNB par tête \$ US 1999	610	610	709.5	1128.6
Taux d'investissement public 1999	8.5	8.5	10	10
Taux de croissance réelle du PIB 1999	5.0	6.5	7.5	9
Taux d'investissement global 1999	20.6	21	25	30

Déc.2000 – janv.2001 : élaboration de la première version du document de travail sur la stratégie de réduction de la pauvreté ;

Février – avril 2001 :avis consultatif des commissions nationales de planification

sur le document (réunions des commissaires dans la période février-mars et dépôt du rapport final en fin avril 2001);

Mai – juin 2001 : élaboration de la deuxième version du document de travail sur la stratégie de réduction de la pauvreté ;

Juillet – déc. 2001: concertations nationales autour de la stratégie (juillet :focus-group

août: synthèse des commissions ; sept- octobre : étude du rapport par le gouvernement ; novembre: achèvement et adoption du rapport final ; décembre 2001 : envoi du document à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International).

Le Gouvernement s'engage à prendre les trois mesures suivantes :

- Mettre en œuvre intégralement le tarif extérieur commun de l'UEMOA en évitant d'introduire des distorsions supplémentaires au régime de commerce par un recours excessif aux mécanismes de protection prévus par le TEC de l'UEMOA.
- Augmenter le Taux Brut de Scolarisation dans l'enseignement élémentaire et le taux de scolarisation des filles en vue d'atteindre respectivement 70 % en 2000 (comparé à 65.5 % en 1999) et 60 % (comparé à 55.5 en 1999).
- Augmenter les opportunités d'emploi pour les groupes vulnérables, les femmes et les jeunes en particulier en améliorant la disponibilité des crédits pour des projets locaux et pour des entreprises qui emploient ces groupes.

	<p>contractuels au niveau de l'enseignement élémentaire, du moyen et du secondaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les programmes d'alphabetisation • Mettre en œuvre une politique incitative pour le développement de l'enseignement privé • Mettre en place un programme de l'enseignement technique et la formation professionnelle avec un accent sur l'apprentissage et l'insertion des jeunes • Effectuer une ré-allocation optimale des ressources entre les différents niveaux d'enseignement
--	---

Part de l'Education dans le budget %				
Part du Primaire dans le budget de l'éducation	39.98	40.99	44.16	50.00

Objectif n° 3 : réduire la mortalité infanto-juvénile et la mortalité maternelle

Indicateur de résultat	Référence	2000	2003	2008
Mortalité infantile (1997) (pour mille)	68	65	58	48
Mortalité infanto-juvénile	139	132	113	98
Mortalité maternelle (en 1992/93)	510	480	410	320
Indicateurs de performance				
Couverture vaccinale % 1999	45.1	50	65	90
Naissances assistées par le	45	49	62	82

Mesures structurelles et macro-économique	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître les capacités d'absorption des crédits ; • Intensifier les actions d'aide coordonnées en faveur des groupes sociaux les plus défavorisés ; • Privilégier la mise en œuvre de projets à forte intensité de main d'œuvre • Définir et mettre en œuvre un système de suivi/évaluation de la pauvreté
Incidence budgétaire	

Objectif 2 : Accroître l'alphabétisation

	Référence	2000	2003	2010
Indicateur de résultat				
Taux d'analphabétisme (en 1999) %	51.8	48.6	45.8	29.4
Hommes	41.4	38.9	36.6	23.5
Femmes	62.2	58.3	55.0	35.3
Indicateurs de performance				
Taux de scolarisation	65.5	68.6	78.0	93.7
Indice de parité filles/garçons 1999	0.79	0.82	0.88	0.97
Taux de scolarisation des filles	58.1	60.1	66	75
Mesures structurelles et macro-économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre une politique de recouvrement des coûts pour les niveaux d'enseignement autre que l'élémentaire • Mettre en œuvre un vaste programme de construction de salles de classes et de recrutement d'enseignants 			

- Exécuter avec diligence le projet d'alimentation en eau à long terme de la région de Dakar ;
- Veiller à l'exécution diligente des projets en cours pour porter la capacité de production à 425 000 m³/jour ;
- Continuer la réalisation de points d'eau et réaliser le programme national d'interconnexions des forages ;
- Mettre en œuvre la réforme du système de gestion des forages motorisés ;
- Exécuter le programme de 10000 branchements à l'égout de Dakar, Saint-Louis, Louga et Kaolack ;
- Achever le drainage de la ville de Rufisque et de Saint-Louis ;
- Elaborer en rapport avec les collectivités locales des plans directeurs d'assainissement de toutes les villes du Sénégal.

Objectif n° 4 : un développement durable

Indicateur de résultat	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2010
Indicateurs de performance	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2010
Indicateur n° 1							
Indicateur n° 2							
Mesures structurelles et macro-économique	<ul style="list-style-type: none"> • mettre en oeuvre le plan national d'action pour l'environnement (PNAE) • conduire une étude d'impact environnemental sur tous les grands projets d'investissement • renforcer les capacités locales de gestion de l'environnement et des ressources naturelles 						

personnel médical 1999				
------------------------	--	--	--	--

Couverture consultation prénatale	67.3	69	75	82
-----------------------------------	------	----	----	----

Mesures structurelles et macro-économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer tous les programmes en cours (MST/SIDA, lutte contre les endémies et les épidémies, la santé de la reproduction • Achever la réforme hospitalière ; • Mettre en place un programme pour la prise en charge des indigents et des groupes vulnérables • Renforcer les programmes de mise en place d'infrastructures sanitaires fonctionnelles • Appuyer la mise en œuvre des programmes de financement alternatif (Mutuelle, IPM, assurance-maladies)
--	---

Accès à l'eau potable		2000	2010
-----------------------	--	------	------

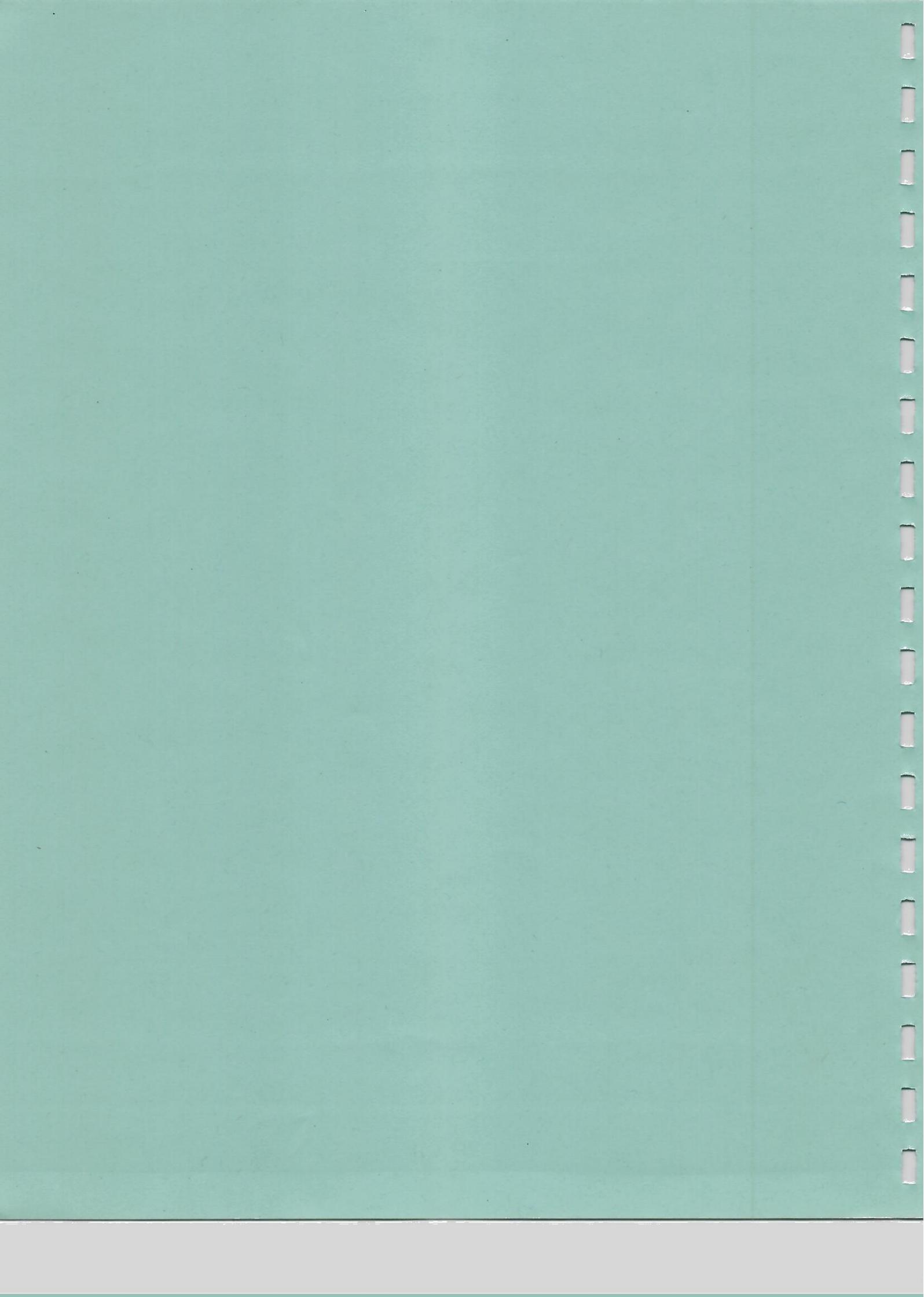
Urbain	%	90	95
--------	---	----	----

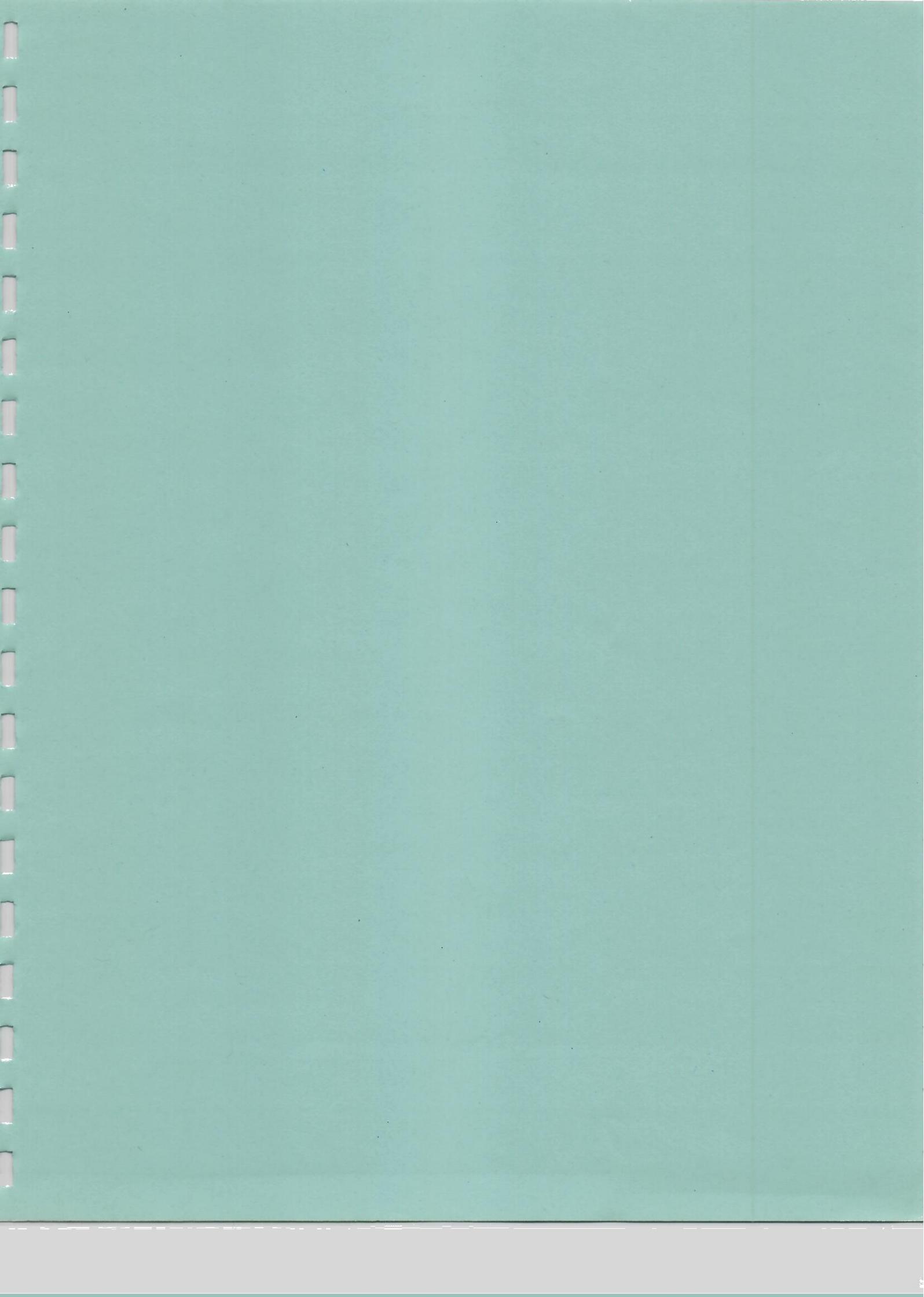
Rural	%	43	95
-------	---	----	----

Accès à l'assainissement urbain	%	37	
---------------------------------	---	----	--

Qualité bactériologique de l'eau (% d'échantillons conformes)		93,5	96
--	--	------	----

Mesures structurelles et maro-économiques





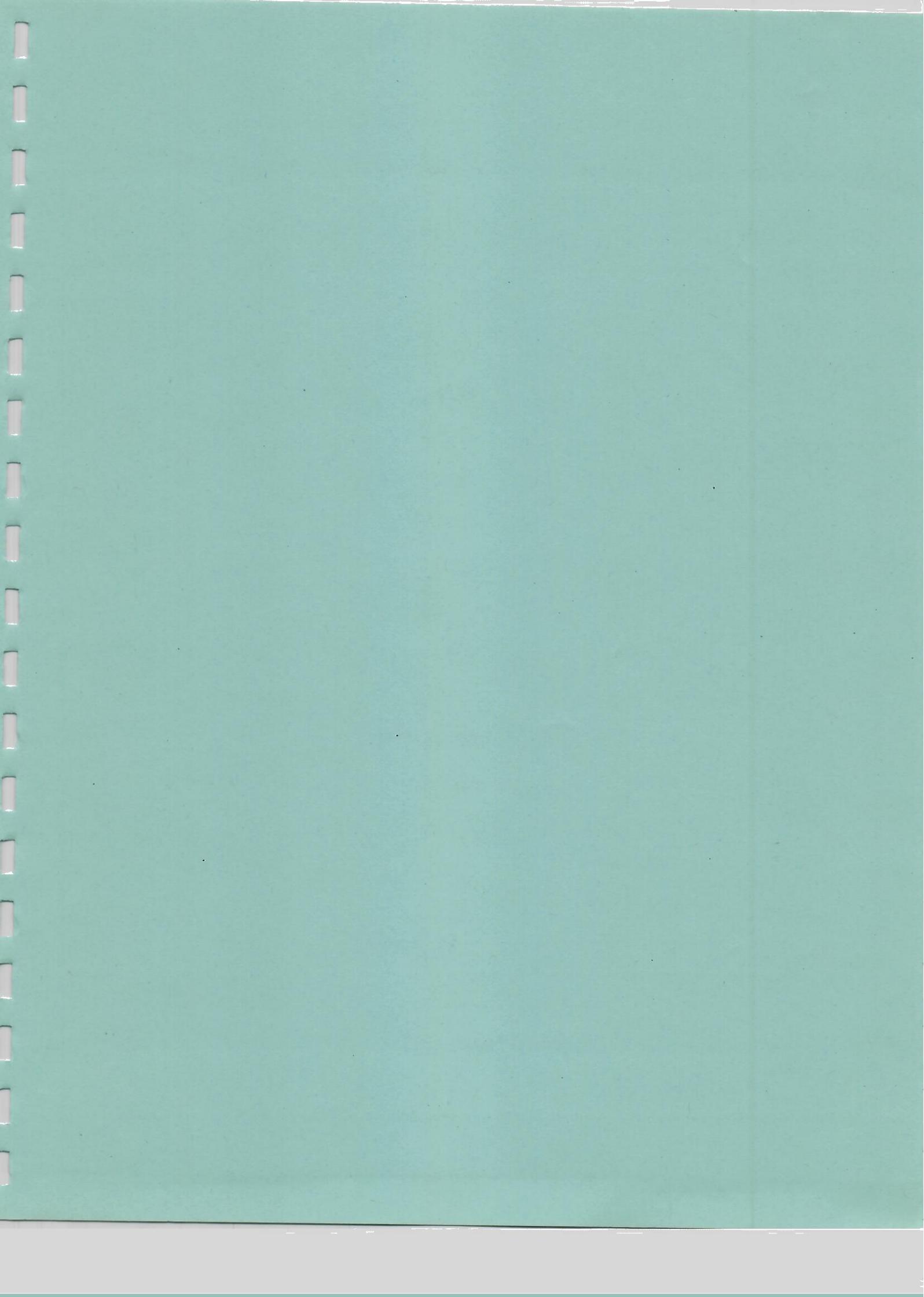
Sommaire	Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Risques
<p>But</p> <p>Élargir et créer des opportunités pour les populations vulnérables</p>	<p>Effets</p> <p>Opportunités élargies et créées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Accès accru à l'éducation de base, à l'alphabetisation et à la formation professionnelle notamment pour les femmes et les jeunes ● Accès accru des petits opérateurs et opératrices économiques à l'épargne/crédit et dynamisation de groupements de paysans ● Renforcement des instances locales et participation accrue des citoyens et citoyennes aux décisions 	<ul style="list-style-type: none"> ● Taux d'analphabétisation réduit, notamment chez les femmes et les jeunes ● Écart réduit entre scolarisation garçons/filles ● Taux de réussite des filles ● Intermédiaires de premier et deuxième niveau financièrement autportants ● Volume des micro-crédits consentis aux femmes ● No. emplois générés chez les femmes et les jeunes ● Rentabilité accrue des productions agricoles et forestières ● CAEL et 3 associations autofinancées à 100% ● Dépenses locales accrues dans les services de proximité ● No. accru de femmes dans les instances politiques et décisionnelles ● Capacité accrue de mobilisation du réseau Siggil Jigéen 	<p><i>De même nature que ceux énumérés au niveau de l'impact</i></p>

CADRE LOGIQUE – PROGRAMME 2001-2006

Sommaire	Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Risques
Objectif Contribuer à réduire de 50% l'incidence de la pauvreté des ménages sénégalais d'ici l'an 2015 par un appui à la Stratégie du Sénégal de réduction de la pauvreté, ciblé sur deux secteurs : l'éducation et l'économie populaire.	Impact <ul style="list-style-type: none"> Inégalités économiques et sociales réduites 	De nature économique <ul style="list-style-type: none"> % augmentation revenus des ménages, des hommes et des femmes Degré rentabilité des micro-entreprises féminines Degré rentabilité des entreprises paysannes No. emplois (et nature) créés-hommes/femmes/jeunes Taux chômage hommes/femmes/jeunes % augmentation volume micro-crédits –femmes De nature sociale <ul style="list-style-type: none"> % revenus des ménages consacrés à éducation, santé, nutrition, habitat et autres % réduction mortalité maternelle % réduction mortalité infantile % réduction MTS, SIDA, fécondité Mesures d'opérationnalisation des politiques favorisant des rapports égalitaires entre les sexes (exercice des droits et du pouvoir) Taux scolarisation nette filles- garçons (urbain, rural, régions) No. et nature d'initiatives mises en oeuvre par les populations-cibles locales et d'autres régions Valeur des investissements locaux et micro-régionaux (suivant les sources) No. partenariats (et nature) gouvernement / groupements représentatifs de la société civile No. femmes dans les instances décisionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> Changements dans les politiques et les priorités sectorielles Fléchissement de la rigueur dans la gouverne de l'aide extérieure de la part des autorités sénégalaises (pression découlant du volume du financement extérieur) Conditions défavorables du marché international pour les produits sénégalais Détérioration de la situation en Casamance et l'activation de conflits frontaliers Catastrophes naturelles

Sommaire	Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Risques
<ul style="list-style-type: none"> Autres 	<ul style="list-style-type: none"> Gestion adéquate des projets et du programme 	<ul style="list-style-type: none"> Degré de compatibilité du dialogue entre représentants canadiens et sénégalais en ce qui a trait aux objectifs poursuivis, à la connaissance des dossiers et à la solution opportune des problèmes Usage accru des ressources humaines locales dans les projets Taux de conformité des études environnementales à la L.C.É.E. Degré d'atteinte des résultats des projets; degré de conformité des projets aux budgets et calendriers établis 	

Sommaire	Résultats escomptés	Indicateurs de rendement	Risques
Ressources	Extrants		
<ul style="list-style-type: none"> Éducation (environ 60% du NIP) 	<ul style="list-style-type: none"> Structures et qualité de l'enseignement renforcées 	<ul style="list-style-type: none"> No. accru d'écoles prises en charge par le milieu % écoles appliquant un curriculum et méthodes améliorés Taux accru de la scolarisation des filles et des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> Qualité insuffisante de l'assistance technique canadienne et sénégalaise
<ul style="list-style-type: none"> Épargne/crédit et entrepreneuriat paysan (environ 30% du NIP) 	<ul style="list-style-type: none"> Institutions d'épargne/crédit et micro-entrepreneurs(res) renforcés; productions durables développées pour les groupements de paysans 	<ul style="list-style-type: none"> Volume de crédit accru chez les femmes Dégré d'autonomie financière des intermédiaires financiers de premier et deuxième niveau % d'augmentation des revenus des paysans 	<ul style="list-style-type: none"> Faible synergie entre les interventions canadiennes
<ul style="list-style-type: none"> Axes transversaux (égalité des sexes et décentralisation) (environ 10% du NIP) 	<ul style="list-style-type: none"> Droits et capacités des femmes renforcés Conditions de décentralisation au niveau local définies; capacités locales renforcées 	<ul style="list-style-type: none"> Propositions de réforme en matière d'égalité des sexes Recours accru des femmes pour la reconnaissance de leurs droits Scénarios et propositions de réformes fiscales locales élaborés % d'augmentation des revenus des communautés locales Degré de satisfaction des élus des services fournis par le CAEL 	<ul style="list-style-type: none"> Faible concertation entre les bailleurs de fonds



CADRE DE SUIVI – PROGRAMME 2001-2006

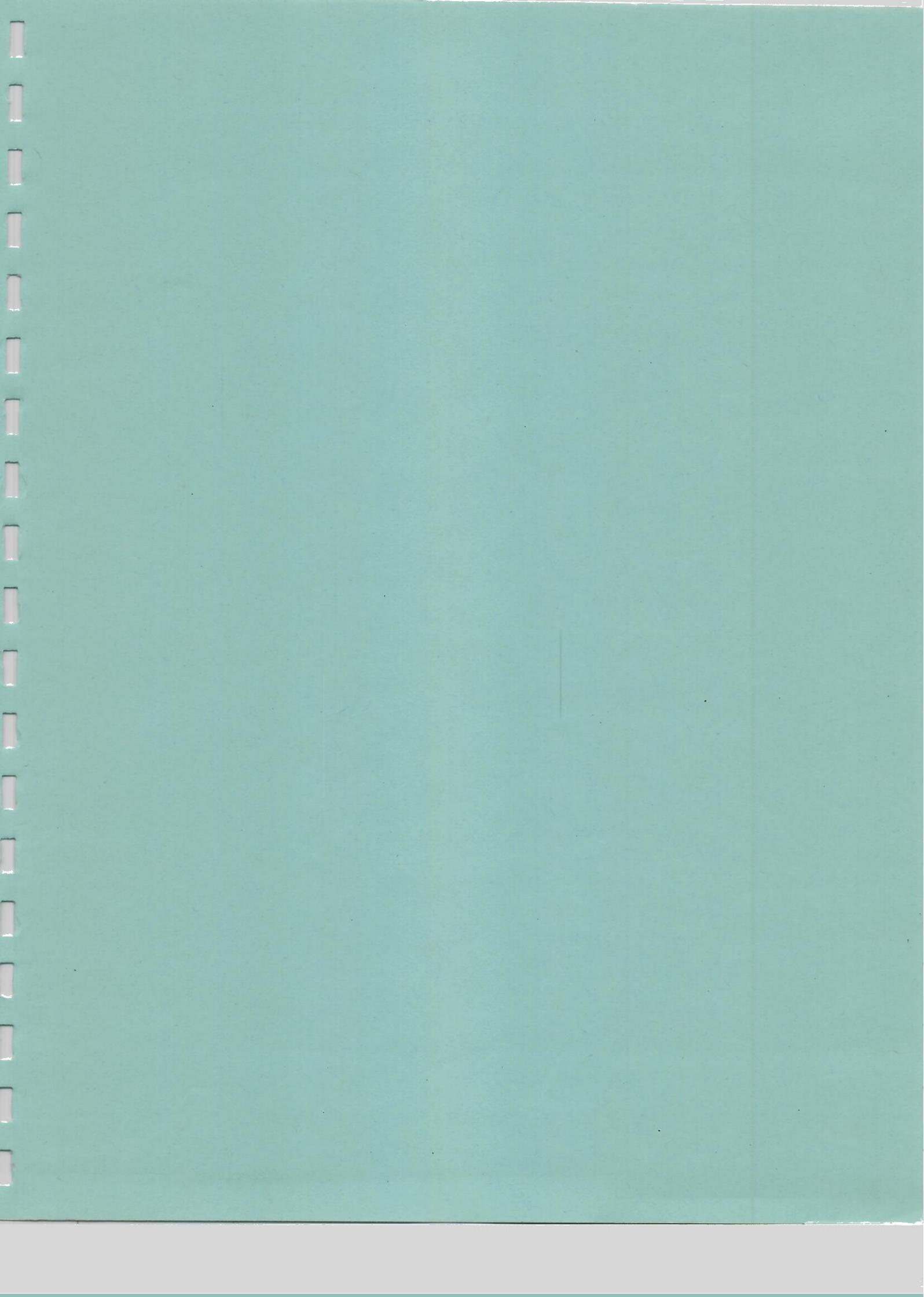
AXE ÉDUCATION (niveau effets et extraits)

Indicateurs	Données de base	Résultats à ce jour	Résultats 2001	Cibles 2001	Résultats cumulatifs	Cibles fin projets
<p><u>Effet</u> : Accès accru à l'éducation de base, à l'alphabétisation et à la formation professionnelle notamment pour les femmes et les jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Taux d'analphabétisation réduit, notamment chez les femmes et les jeunes ● Écart réduit entre scolarisation garçons/filles ● Taux de réussite des filles <p><u>Extrait</u> : Structures et qualité de l'enseignement renforcées</p> <ul style="list-style-type: none"> ● No. accru d'écoles prises en charge par le milieu ● % écoles appliquant un curriculum et méthodes améliorés ● Taux accru de la scolarisation des filles et des jeunes 						

CADRE DE SUIVI – PROGRAMME 2001-2006

AXES TRANSVERSAUX : ÉGALITÉ DES SEXES ET DÉCENTRALISATION – (niveau effets et extrants)

Indicateurs	Données de base	Résultats à ce jour	Résultats 2001	Cibles 2001	Résultats cumulatifs	Cibles fin projets
<p><u>Effet</u> : Renforcement des instances locales (décentralisation) et participation accrue des citoyennes aux décisions (égalité des sexes)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● CAEL et 3 associations autofinancées à 100% ● Dépenses locales accrues dans les services de proximité ● No. accru de femmes dans les instances politiques et décisionnelles ● Rapports de force modifiés pour refléter les intérêts macro-économiques des femmes 						
<p><u>Extrant (décentralisation)</u> : Conditions de décentralisation au niveau local définies; capacités locales renforcées</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Scénarios et propositions de réformes fiscales locales élaborés ● % d'augmentation des revenus des communautés locales ● Degré de satisfaction des élus des services fournis par le CAEL 						
<p><u>Extrant : (égalité des sexes)</u> : Droits et capacités des femmes renforcés</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Propositions de réforme en matière d'égalité des sexes formulées et adoptées ● Recours accru des femmes pour la reconnaissance de leurs droits 						



Analyse des risques

Deux catégories de risques pourraient empêcher les réalisations du programme de produire les résultats et l'impact durables escomptés : (1) les risques d'envergure nationale qui perturberaient l'ensemble de la programmation de développement du Sénégal et par conséquent celle de l'ACDI qui s'inscrit dans cette programmation sénégalaise; (2) les risques de nature sectorielle ou locale qui pourraient nuire ou paralyser la planification et l'exécution de la programmation dans un ou plusieurs secteurs et zones d'intervention ciblés par la coopération canado-sénégalaise.

(A) Risques au niveau national :

L'économie sénégalaise a fait des progrès qui permettent au gouvernement de s'attaquer plus solidement à ses priorités sociales. Cette situation peut toutefois régresser rapidement en raison:

- **De catastrophes naturelles** (sécheresse, invasion d'insectes, et même inondation)

Appréciation: la probabilité de ce risque est de moyenne à forte. Une catastrophe naturelle aurait des effets locaux en rendant pratiquement invivables certaines régions du pays, mais aussi des effets nationaux puisque 60% de la population dépend en partie d'activités du secteur agricole (incluant l'agriculture de subsistance) et que les cultures d'exportation du pays seraient réduites. L'État pourrait devoir mettre de côté ses priorités à moyen et long terme dans ces zones (dont l'éducation et la décentralisation) pour leur substituer des mesures d'urgence pendant une durée plus ou moins longue. Le déséquilibre régional serait accentué. Des stratégies de mitigation existent, mais le Sénégal est peu avancé dans ce domaine. Il peut cependant compter sur les recherches et les initiatives du CILSS à ce chapitre.

- **Des fluctuations du marché international** qui peuvent priver les producteurs et le pays des revenus attendus de sa production destinée à l'exportation .

Appréciation : qu'il résulte de fluctuation des prix à l'échelle mondiale ou de stratégies des importateurs pour rétablir des rapports de force sur d'autres tableaux de négociation (ex: le droits de pêche...), le risque est toujours présent. Par exemple, le Sénégal connaît cette année sa meilleure récolte d'arachides depuis 1963, mais le prix international de ce produit a chuté; alors que les exportations horticoles sénégalaises vers l'Europe devenaient profitables, l'UE resserre sa réglementation dans ce domaine. Le risque de manipulations commerciales est réduit en partie par les nouvelles règles du commerce mondial et par le renforcement des stratégies régionales (UEMOA) auxquelles le Sénégal souscrit. Son impact peut aussi être amoindri par des stratégies de diversification de production et de partenaires commerciaux. Le Sénégal mise déjà davantage sur ses marchés régionaux.

- **Une dégradation de la situation en Casamance** : depuis vingt ans, la Casamance est secouée par une rébellion indépendantiste qui connaît des épisodes violents et sanglants. En plus des victimes, surtout civiles, et des réfugiés qu'elle crée, le conflit a désintégré les structures économiques et sociales de cette région qui était autrefois le grenier du Sénégal et

ainsi qu'entre pouvoirs centraux et pouvoirs décentralisés, comme dans tout régime démocratique. Pour désamorcer les risques d'affrontements, la Stratégie de réduction de la pauvreté mise sur la création de partenariats avec les groupements de la société civile pour ouvrir le dialogue et la responsabilisation et sur l'accompagnement des donateurs pour enclencher plus rapidement des activités qui engendreront des retombées positives concrètes sur la majorité pauvre de la population.

- **La pression du financement externe** Depuis janvier 2001 le Sénégal a reçu plus de 200 milliards de francs CFA en subvention et autres crédits de la part de partenaires externes et plus ce qui porte à plus de 500 milliards la totalité de l'aide mobilisée par le Sénégal depuis 2 ans. Ce volume de financement dépasse la capacité actuelle d'absorption, de coordination, de gestion et de contrôle du nouveau gouvernement. Cela crée une situation favorable aux décisions impulsives, aux dédoublements d'activités, aux défaillances de suivi et de contrôle des programmes et cela ouvre la porte à ce que les intervenants externes se substituent aux responsables sénégalais.

Appréciation : le risque de dérapage et de faible appropriation est relativement élevé. Le gouvernement devient aussi plus perméable à la substitution par les partenaires externes, ce qui constituerait un recul au niveau de la prise en charge par les partenaires sénégalais de leur propre développement et, par conséquent, de la durabilité des résultats produits. Ce risque peut être atténué par une concertation suivie entre donateurs et avec le gouvernement (ex: comité inter donateurs sur la décentralisation et sur l'éducation). La SRP sénégalaise prévoit aussi le recours à des approches de partenariat et de responsabilisation avec des organismes de la société civile et compte également sur les initiatives du secteur privé pour accroître sa capacité d'absorption. L'ACDI pour sa part adoptera une stratégie d'accompagnement flexible lui permettant d'ajuster le flux de son financement à la capacité réelle d'absorption des autorités et des partenaires sénégalais.

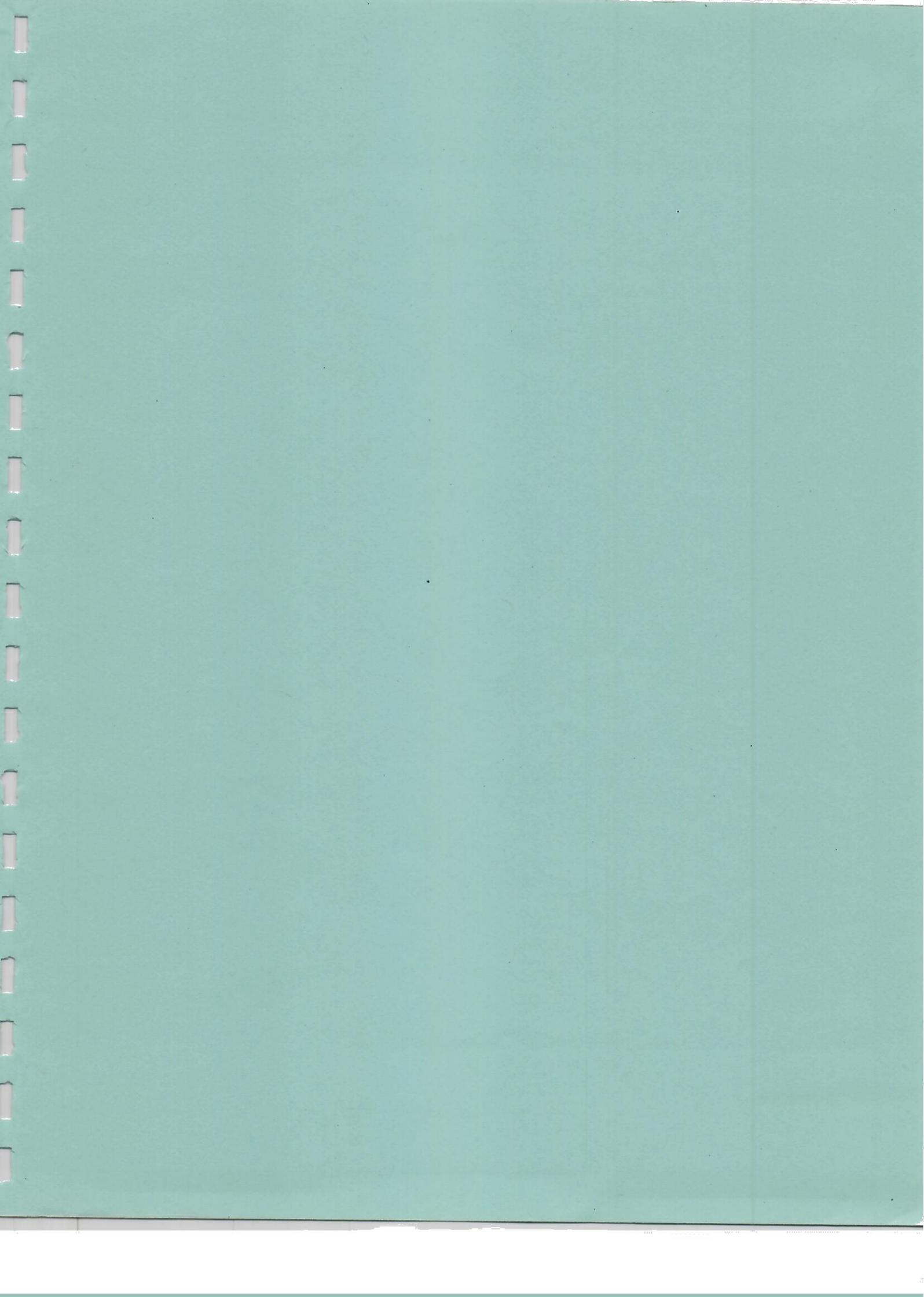
(B) Risques / contraintes au niveau sectoriel et local

- **Axe de l'éducation de base** La priorité que le gouvernement accorde à l'éducation ne risque pas de fléchir vu la demande de la population, l'importance que lui accordent les donateurs, (BM et le FMI en tête) et la place que lui réserve le gouvernement dans sa stratégie de réduction de la pauvreté. Par contre, divers éléments pourraient venir perturber ou retarder la mise en oeuvre de la planification canadienne actuelle dans ce secteur : remise en cause par le nouveau gouvernement de certains aspects du Plan décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF), du partage des responsabilités entre les autorités centrales de l'éducation et les structures décentralisées, ralentissement du processus décisionnel en raison du partage de juridictions entre les trois ministres impliqués en éducation. Le gouvernement pourrait également vouloir renégocier l'implication des divers donateurs, dans le secteur de l'éducation de base. Du côté de l'alphabétisation, l'approche du "faire faire", avec délégation de l'exécution aux structures locales exigera toujours un niveau de suivi serré pour éviter une répétition des dérapages vécus au début du projet.

Appréciation : la probabilité d'occurrence de ce risque est moyenne et fait partie de l'approche itérative avec laquelle la coopération canadienne doit être prête à vivre si elle

possible que les gains d'efficacité et de momentum résultant de la restructuration compensent les glissements et les délais encourus.

- **Axe transversal de l'égalité des sexes** : le risque d'un recul important ou d'une remise en cause des principes d'égalité entre les sexes est faible, même si les résistances à vaincre et contraintes à surmonter demeurent importantes. Les positions du nouveau gouvernement sur la question, les dispositions enchâssées dans les lois nationales, de même que le consensus chez les donateurs quant à l'importance de promouvoir l'égalité entre les sexes, empêchent l'acceptation d'un recul. La programmation canadienne doit néanmoins demeurer proactive à travers toutes ses initiatives pour que des progrès concrets s'accomplissent à ce chapitre.
- **Axe transversal de l'environnement** : exception faite de quelques initiatives en voie d'être complétées dans le domaine de la production agricole et forestière dont l'objet a été justement de favoriser une utilisation durable des ressources naturelles, la programmation s'oriente surtout vers un appui institutionnel qui ne comporte pas de réalisations physiques pouvant avoir un impact sur l'environnement. Les risques de dérapage sont limités vu que les principes de la LCEE y sont strictement appliqués et qu'il n'est pas envisagé d'intervenir directement dans le secteur de l'environnement.



SOMMAIRE DE LA COOPÉRATION CANADIENNE NON-BILATÉRALE*

- > **Programmes pan-africains et régionaux de l'ACDI**
- > **Programmes du Partenariat de l'ACDI**
- > **Programmes du CRDI**

* Il faut noter qu'aux programmes décrits ici, il faut ajouter une part significative de la coopération canadienne qui rejoint le Sénégal de manière indirecte, à savoir par la voie multilatérale. En effet, le Canada est un des principaux financiers des IFI (Banque mondiale, FMI, BAD, FIDA etc.), des Nations -Unies et de la Francophonie, et le Sénégal est un important récipiendaire des programmes de ces institutions.



IV) DIALOGUE DES POLITIQUES ET PRÉVENTION DES CONFLITS

- **OAU Conflict Prevention and OUA Restructuring;** (projets 19042- 21599). Ces deux projets dont l'un vise à appuyer la restructuration de l'organisation et l'autre à appuyer son unité de prévention des conflits.
- **CMA (Coalition mondiale pour l'Afrique) & CMA IV;** (projets 21371- 30567). Le but est de contribuer au financement des activités de la Coalition Mondiale pour l'Afrique (CMA) qui favorisent la concertation et le dialogue sur les politiques de développement des gouvernements africains afin d'améliorer la performance de leur pays sur le plan politique, social et économique. La Coalition Mondiale pour l'Afrique s'appuie sur le principe que le développement de l'Afrique doit venir de l'Afrique elle-même, avec des apports extérieurs appropriés. La CMA vise ainsi à améliorer le partenariat non seulement entre l'Afrique et les bailleurs de fonds, mais aussi entre les Africains, ceci par un dialogue constructif et pratique sur les politiques de développement.

V) DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE, BONNE GOUVERNANCE ET RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES CAPACITÉS

- **Droits et citoyenneté des femmes ;** (projet 19934). Ce projet a pour but d'améliorer l'efficacité des actions, structures et mécanismes régionaux et nationaux qui ont pour objet de protéger, promouvoir et défendre les droits des femmes et de lutter contre la violence faite aux femmes.
- **Fonds d'appui à l'amélioration des connaissances et du dialogue des politiques en Afrique;** (projets 20630- 30562). Ce projet vise à encourager une participation plus active des intervenants africains et non africains à des événements favorisant l'amélioration des connaissances et l'obtention de consensus quant aux priorités et stratégies à mettre en oeuvre afin de faire progresser le développement en Afrique; permettre à l'ACDI d'accroître ses connaissances des différentes problématiques du développement en Afrique et à recueillir des informations lui permettant d'accroître l'efficacité de son programme d'aide. Le projet 30562 est en planification.
- **Lutte contre la corruption en Afrique Francophone;** (projet 21814). Projet réalisé avec Transparency International. L'ACDI a reçu une requête de l'Institut Supérieur des Sciences de l'Information et de la Communication (ISSIC) pour financer des ateliers de formation en vue d'aider les journalistes à mieux comprendre les mécanismes de corruption et à mieux les combattre. Ce projet est réalisé en collaboration avec le Forum civil, antenne de Transparency International au Sénégal.
- **ACBF (African Capacity Building Foundation) & Phase II ;** (projets 17146-21180). Phase II d'une valeur de 5,0 millions de dollars a été approuvée pour appuyer le renforcement des capacités des institutions africaines. Une liste des projets a été soumise à l'ACBF au 31 mars 2000 et est en cours d'évaluation. Le renforcement de l'Institut Gorée pour appuyer la formation en leadership et servir d'observatoire pour la presse africaine et la bonne gouvernance en Afrique font partis des projets de même qu'un programme d'appui pour favoriser la protection des consommateurs.

CADRE DE SUIVI - PROGRAMME 2001-2006

AXE ÉCONOMIE - POPULAIRE (niveau effets et extrants)

Indicateurs	Données de base	Résultats à ce jour	Résultats 2001	Cibles 2001	Résultats cumulatifs	Cibles fin projets
<p><u>Effet</u> : Accès accru des petits opérateurs et opératrices économiques à l'épargne/crédit et dynamisation de groupements de paysans</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Intermédiaires de premier et deuxième niveau financièrement autoportants ● Volume des micro-crédits consentis aux femmes ● No. emplois générés chez les femmes et les jeunes ● Rentabilité accrue des productions agricoles et forestières 						
<p><u>Extrant</u> : Institutions d'épargne/crédit et micro-entrepreneurs(res) renforcés; productions durables développées pour les groupements de paysans</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Volume de crédit accru chez les femmes ● Degré d'autonomie financière des intermédiaires financiers de premier et deuxième niveau ● % d'augmentation des revenus des paysans 						

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
K060103 BOLESS INC.	THETFORD MINES (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			1999/2000	\$0	\$0	\$0	100%
			2000/2001	\$67,424	\$0	\$67,424	100%
			2001/2002	\$63,760	\$38,000	\$25,760	100%
K060186 LAMBERT SOMEQ INC.	BOUCHERVILLE (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			1999/2000	\$0	\$0	\$0	100%
			2000/2001	\$12,000	\$0	\$12,000	100%
			2001/2002	\$0	\$0	\$0	100%
			2002/2003	\$114,640	\$114,640	\$0	100%

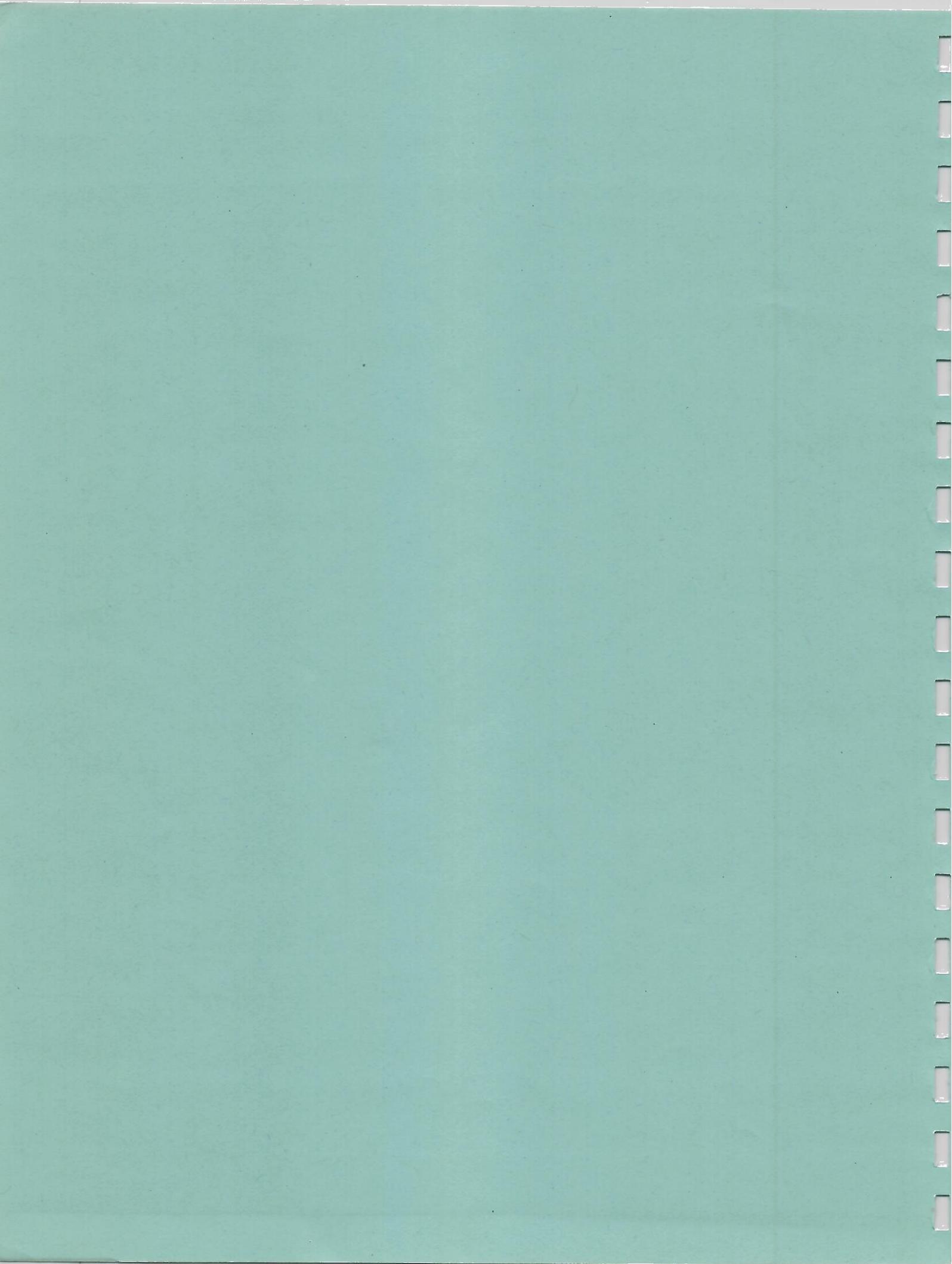
	Date	Time	Location	Weather	Temperature	Humidity	Wind	Direction	Speed	Notes
<ul style="list-style-type: none"> 1. ... 2. ... 3. ... 4. ... 5. ... 6. ... 7. ... 8. ... 9. ... 10. ... 										

... ..

... ..

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
K060552 PARTENARIAT LGIS INFORMATIQUE / SENEGAL La requête consiste en un appui au démarrage pour un partenariat déjà mis en place au Sénégal, la société GIS Informatique, Sénégal. Le partenariat fait suite à la dernière visite des hommes d'affaires québécois qui a eu lieu au mois de mai 1999 au Sénégal. La requête consiste en une demande de formation pour le personnel de la co-entreprise, le renforcement des ressources humaines, une contribution à l'adaptation de logiciels spécifiques au contexte ouest-africain et l'implémentation des logiciels dans le secteur de services que sont les technologies de fine pointe. Le Groupe Infotel Inc. Sénégal (LGIS) a été constituée, également, le 6 mai 2000. Les actionnaires : i) Le Groupe Infotel Canada, représenté par M. Raphaël NBOGNI ii) la société "Réalisations Télématiques Internationales Sénégal-Services RTI représenté par M. Umar Touré. Le capital social de LGIS s'élève à 25,000,000 F CFA partagé à 70% le Groupe Infotel Canada et 30% le groupe RTI Sénégal. Le partenaire canadien, Le Groupe Infotel Inc. est une entreprise canadienne d'informatique et de télécommunication, spécialisée dans le domaine de logiciel sur mesure, le câblage et la formation sur mesure, tournée vers le marché international avec un réseau de filiales et de partenaires en Afrique, présent à l'heure actuelle dans 4 pays. Le partenaire sénégalais, RTI Sénégal, oeuvre principalement dans le secteur de l'informatique et des télécommunications et compte 17 ressources pour un chiffre d'affaires de 3 millions \$Can (dommages de	LONGUEUIL (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			2000/2001	\$0	\$0	\$0	100%
			2001/2002	\$275,700	\$111,600	\$14,600	100%
			2002/2003	\$127,534	\$277,034	\$0	100%
K060587 COENTREPRISE EDITION DISTRIBUTION LIVRE Le projet vise la création d'une co-entreprise d'édition et de distribution de livres au Sénégal.							
ÉDITION HURTUBISE HMH LTÉE	MONTRÉAL (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			2000/2001	\$0	\$0	\$0	100%
			2001/2002	\$75,000	\$27,500	\$30,000	100%
			2002/2003	\$0	\$17,500	\$0	100%
Institutional Cooperation Division							



Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S054955	To strengthen the national blind services organizations in terms of management, finance, services and advocacy.						
CANADIAN NATIONAL INSTITUTE FOR THE BLIND	OTTAWA (Ontario)	DORIANE PREVOST	0/1	\$0	\$0	\$0	31%
			1999/2000	\$0	\$0	\$0	31%
			2000/2001	\$90,000	\$0	\$90,000	31%
			2001/2002	\$0	\$0	\$0	31%
S055068	FCM/INTERNATIONAL PROGRAM 1999/2002 <input type="checkbox"/> The Program will assist participating municipalities in their efforts to improve the quality of life of their citizens, particularly the less fortunate. In particular, it will help municipal governments improve their strategic leadership capabilities, operations management and delivery of services; enhance community involvement in democratic and management processes within municipalities; improve the way regulatory frameworks and enabling institutions support municipal governments; and enhance FCM's contribution globally and domestically in the field of municipal international cooperation. <input type="checkbox"/> The Program will assist participating municipalities in their efforts to improve the quality of life of their citizens, particularly the less fortunate. In particular, it will help municipal governments improve their strategic leadership capabilities, operations management and delivery of services; enhance community involvement in democratic and management processes within municipalities; improve the way regulatory frameworks and enabling institutions support municipal governments; and enhance FCM's contribution globally and domestically in the field of municipal international cooperation.						
FEDERATION OF CDN MUNICIPALITIES	OTTAWA (Ontario)	PENNY MORTON	0/1	\$0	\$0	\$0	1%
			1999/2000	\$2,813,000	\$0	\$2,813,000	1%
			2000/2001	\$3,516,250	\$0	\$3,516,250	1%
			2001/2002	\$2,109,750	\$1,381,903	\$727,847	1%
			2002/2003	\$0	\$0	\$0	1%

une destination touristique prisée. Les pertes économiques sont importantes. De plus, la rébellion casamançaise constitue une menace pour la stabilité de la sous-région, déjà fortement secouée par les crises en Guinée, en Sierra-Léone et au Liberia avec l'afflux de réfugiés et la présence de trafiquants de tout acabit (armes, drogue, diamants...).

Appréciation: les accords de paix signés en décembre 2001 n'ont pas apporté une évolution significative à la situation de ni-paix ni-guerre observée dans cette région depuis plusieurs mois; la situation s'est détériorée récemment. Malgré le retour timide des coopérations et des ONG de développement pour « reconstruire » la Casamance, la situation commande la plus grande prudence et les progrès économiques et sociaux dans cette zone sont sérieusement compromis.

- **L'activation de conflits frontaliers latents avec les pays voisins** : Il y a un certain nombre de conflits latents que des initiatives unilatérales ou des incidents frontaliers peuvent aisément aviver. Avec la Mauritanie: problème de frontière, de partage des eaux et d'occupation des terres aménagées ou aménageables et accrochages fréquents entre gardes-côtes mauritaniens et pêcheurs sénégalais; avec la Guinée-Bissau : conflits agro-pastoraux et conflits nationaux qui débordent occasionnellement sur le Sénégal; avec les autres pays côtiers, frictions quant à l'exploitation des ressources marines; avec la Gambie, friction résultant du commerce transfrontalier illicite à la faveur du désordre local.

Appréciation : le risque est moyen mais suffisamment sérieux pour que le président fasse de la coopération militaire un sujet important de ses discussions bilatérales avec la France et les États-Unis. Cela annonce un accroissement des dépenses au titre de la prévention et du maintien de la paix (construction d'un aéroport militaire, formation des forces policières). Les conflits eux-mêmes pourraient entraîner une chaîne de conséquences économiques et sociales semblables, voire pire que celles du conflit en Casamance. La probabilité de ces risques peut augmenter rapidement advenant une sécheresse, l'écroulement d'un stock halieutique ou l'immixtion du banditisme dans le tableau. Le Sénégal adopte résolument une stratégie diplomatique de conciliation pour réduire ces risques.

- **La transition politique** est un peu lente et peut entraîner des mécontentements ou la perte de momentum de certaines initiatives. En mars 2000, suite à des élections libres et sans violence, la population s'est choisi un nouveau président et a écarté le parti qui était au pouvoir depuis 40 ans; un an plus tard, par les élections législatives, elle a donné à ce nouveau gouvernement une majorité à l'Assemblée nationale. La population et les organismes de la société civile ont maintenant des attentes énormes de changement et de rétribution. Malgré l'importance du financement externe dont il bénéficie, le gouvernement n'a pas nécessairement toutes les ressources humaines et les systèmes en place pour livrer tout ce qui a été promis. Un certain niveau de déception, voire d'affrontement avec divers groupes d'intérêt est à prévoir.

Appréciation : face aux autres factions politiques, le parti au pouvoir est maintenant en meilleure position pour réduire les tergiversations; face à la population et à la société civile, la probabilité que l'insatisfaction dégénère en confrontations violentes de grande envergure est faible. Il y aura néanmoins quelques bras de fer entre des syndicats et le gouvernement,

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Date: 2001-09-04

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %	
<p>S060315</p> <p>Labour Int. Development Program</p> <p><input type="checkbox"/> The CLC's labour development activities include a program of small to medium-scale projects with partner labour organizations, a development education program in Canada and technical assistance provided to partner organizations to help them increase their administrative and programming capacity. The projects are primarily in the area of tradeunion education but also include a smaller number of socio-economic projects aimed at improving the economic conditions of workers through generating local employment and establishing local cooperatives.</p> <p><input type="checkbox"/> The CLC's labour development activities include a program of small to medium-scale projects with partner labour organizations, a development education program in Canada and technical assistance provided to partner organizations to help them increase their administrative and programming capacity. The projects are primarily in the area of tradeunion education but also include a smaller number of socio-economic projects aimed at improving the economic conditions of workers through generating local employment and establishing local cooperatives.</p> <p>The CLC's labour development activities include a program of small to medium-scale projects with partner labour organizations, a development education program in Canada and technical assistance provided to partner organizations to help them increase their administrative and programming capacity. The projects are primarily in the area of tradeunion education but also include a</p> <p>CANADIAN LABOUR CONGRESS</p>	OTTAWA (Ontario)	ROBERT MORROW	0/1	\$0	\$0	\$0	7%	
			1999/2000	\$1,697,641	\$0	\$1,697,641	\$0	7%
			2000/2001	\$1,697,641	\$0	\$1,697,641	\$0	7%
			2001/2002	\$1,697,641	\$800,000	\$897,641	\$897,641	\$0
S060579	Appui au Fonds de coop.AIMF 2000-2001 Divers projets d'infrastructure de villes francophones d'Afrique à Madagascar, en Mauritanie, au Maroc, Sénégal, aux îles Seychelles, au Cameroun et au Gabon.							
ASSOC INTL DES MAIRES FRANCOPHONES	PARIS (France default)	GILLES BERNIER	0/1	\$0	\$0	\$0	10%	
			2000/2001	\$500,000	\$0	\$500,000	10%	
			2001/2002	\$500,000	\$250,000	\$250,000	10%	
S060711	<p>ST/MIATA/formation 2000 à 2003 (IFPA)</p> <p><input type="checkbox"/> IFPA est responsable de la formation et perfectionnement en aviation</p> <p><input type="checkbox"/> IFPA est responsable de la formation au sein de IATA. Son mandat est de promouvoir le développement efficient de l'aviation civile dans le monde surtout en renforçant la gestion des systèmes de transport aérien civil dans les pays en voie de développement (PVD). IFPA peut offrir 175 modules variés de formation s'adressant aux 5 segments du secteur: l'administration de l'aviation civile, les compagnies aériennes, le cargo et le voyage/tourisme. Par ce projet, IFPA vise à former les cadres supérieurs et intermédiaires des PVD qui sont responsables des aéroports, des compagnies aériennes et des administrations publiques de l'aviation civile.</p> <p><input type="checkbox"/> IFPA est responsable de la formation au sein de IATA. Son mandat est de promouvoir le développement efficient de l'aviation civile dans le monde surtout en renforçant la gestion des systèmes de transport aérien civil dans les pays en voie de développement (PVD). IFPA peut offrir 175 modules variés de formation s'adressant aux 5 segments du secteur: l'administration de l'aviation civile, les aéroports, les compagnies aériennes, le cargo et le voyage/tourisme. Par ce projet, IFPA vise à former les cadres supérieurs et intermédiaires des PVD qui sont responsables des aéroports.</p>							

respecte une approche d'accompagnement plutôt que de substitution. L'impact de ce risque peut être grandement réduit par un dialogue des politiques concerté des trois bailleurs principaux du secteurs (Banque mondiale, France et Canada) avec le gouvernement et par l'adoption d'une gestion par résultats et d'un mécanisme de suivi conjoint dans le cadre de l'approche sectorielle.

- **Axe de l'économie populaire (micro-finance)** Le principal risque demeure celui d'un dérapage résultant d'une expansion trop rapide du volume d'affaire et/ou de la couverture territoriale à des zones dont les conditions ne sont pas nécessairement aussi propices que celles des projets en cours. Cela pourrait occasionner des pertes financières, l'écroulement des certaines mutuelles ou structures de micro-financement et la perte de confiance des usagers face à ces structures.

Appréciation : la probabilité d'occurrence de ce risque est moyenne car la demande pour le micro-financement est forte et les autorités gouvernementales souhaitent étendre l'offre de micro-crédit à travers le territoire. Elle est toutefois atténuée par les normes prudentielles introduites dans la législation du micro-financement et du fait que des projets de consolidation des acquis sont en cours. Une vigilance des agences d'accompagnement demeure plus que jamais requise.

- **Axe de l'économie populaire (renforcement de l'entrepreneuriat paysan)** Les risques qui menacent ce genre de projets sont en bonne partie les mêmes que ceux identifiés au niveau national : aléas climatiques, insectes, vulnérabilité aux fluctuations des prix internationaux et des normes d'exportation, contre-coups des conflits nationaux et transfrontaliers. Il faut y ajouter la faiblesse des mesures de coordination entre les activités d'importation et les activités de productions locales qui peut occasionner des pertes insurmontables aux producteurs sénégalais.

Appréciation : sauf en ce qui a trait à la coordination des activités d'importation, tous ces risques sont de niveau moyen à élevé et hors du contrôle des autorités sénégalaises et canadiennes. Ils peuvent toutefois être considérablement réduits par une meilleure politique d'utilisation de l'eau, de commercialisation interne, de stockage, de transformation locale des produits. La programmation canadienne appuie déjà diverses initiatives dans ce sens.

- **Axe transversal de la décentralisation**

Le gouvernement actuel demeure favorable à la décentralisation, mais a entrepris d'en revoir la formule et le cadre juridique. Il peut en résulter une période de flottement et de retard dans l'exécution de la programmation dans cet axe. Cela pourrait nécessiter aussi l'ajustement d'autres programmes (notamment en éducation) dont certains volets ont été conçus en fonction des structures et des mandats actuels de la décentralisation.

Appréciation : Les retards d'exécution sont probables et auront des conséquences sur les échéanciers et les déboursés prévus. Ces conséquences ne sont toutefois pas critiques pour l'ensemble du programme dont l'approche en est une d'accompagnement itératif qui reconnaît implicitement la nécessité d'ajuster son action à l'évolution des situations. Il est par ailleurs

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
INTERNATIONAL AIR TRANSPORT, ASSOCIATION/IATA	MONTREAL (Quebec)	RODRIGUE CARON	0/1	\$0	\$0	\$0	6%
S061170 ISD/GENERAL PROGRAM 2000-2005 <input type="checkbox"/> ISD's mandate is to promote sustainable development within government, business and in the lives of Canadian and others in the world, concentrating on trade relations, employment strategies, global communications and security. ISD carries out research, education, assists communities, regions and countries to assess their needs for relevant economic data, skills, technologies, infrastructure and funding. It also assists them in finding the resources to meet those needs. <input type="checkbox"/> ISD's mandate is to promote sustainable development within government, business and in the lives of Canadian and others in the world, concentrating on trade relations, employment strategies, global communications and security. ISD carries out research, education, assists communities, regions and countries to assess their needs for relevant economic data, skills, technologies, infrastructure and funding. It also assists them in finding the resources to meet those needs. ISD's mandate is to promote sustainable development within government, business and in the lives of Canadian and others in the world, concentrating on trade relations, employment strategies, global communications and security. ISD carries out research, education, assists communities, regions and countries to assess their needs for relevant economic data, skills, technologies, infrastructure and funding. It also assists them in finding the resources to meet those needs.					\$30,483	6%	
INTERNATIONAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT	WINNIPEG (Manitoba)	SAIDA BELAS	2000/2001	\$1,000,000	\$0	\$1,000,000	4%
			2001/2002	\$1,000,000	\$500,000	\$500,000	4%
			2002/2003	\$1,000,000	\$1,000,000	\$0	4%
			2003/2004	\$1,000,000	\$1,000,000	\$0	4%
			2004/2005	\$1,000,000	\$1,000,000	\$0	4%
S061325 Évaluation de 7 projets de l'AIMF Évaluation des résultats (extrants et effets) de sept projets du Fond de Coopération de l'AIMF.							
Uncoded	(Uncoded)	GILLES BERNIER	2001/2002	\$75,000	\$28,664	\$636	15%
Non-Gov Organisations (NGO)E							

Les données de la population et de la structure sociale de la région sont les suivantes :

La population totale de la région est de 1 200 000 habitants. La population est répartie de la manière suivante :

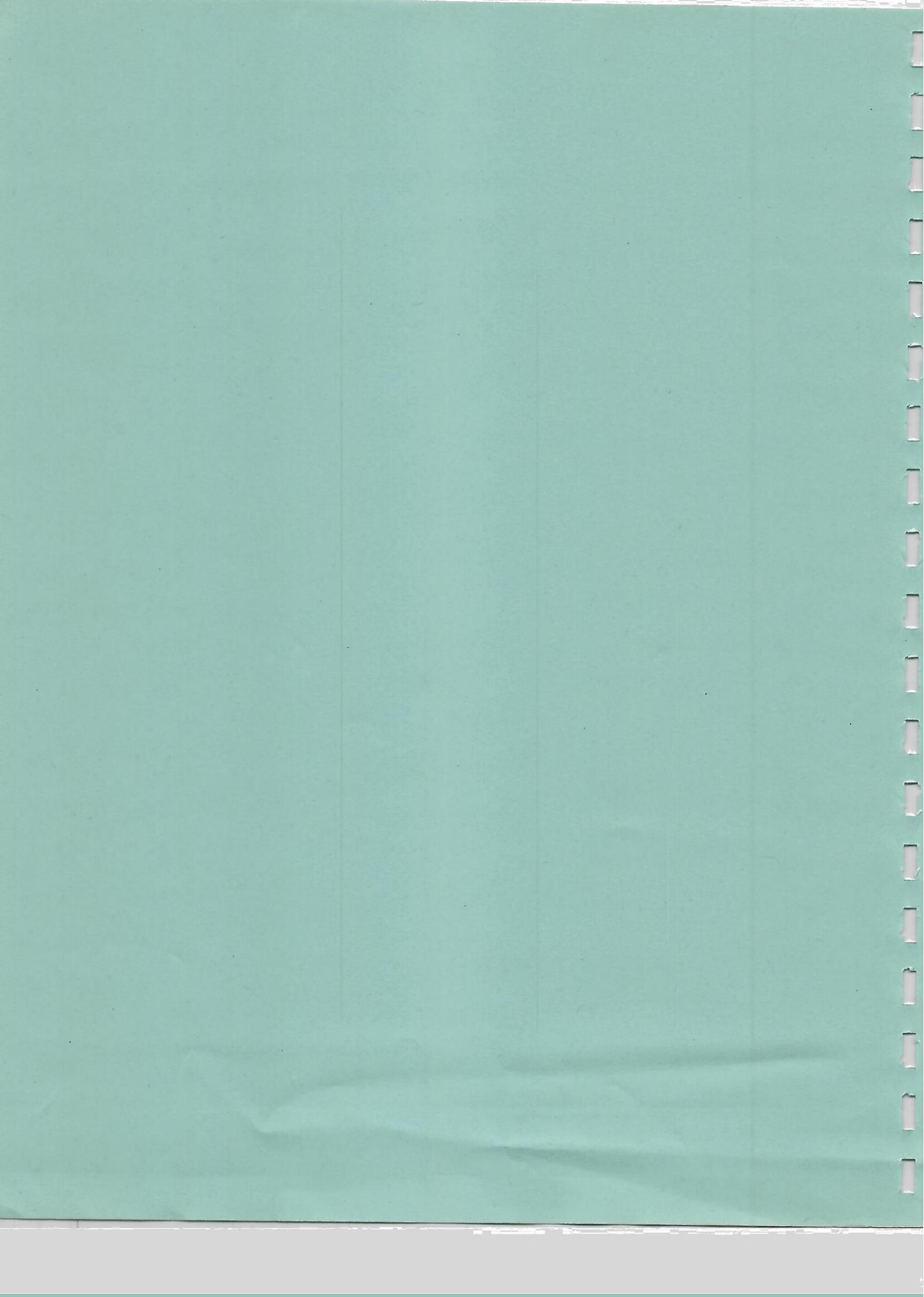
Catégorie	Population (habitants)
Population totale	1 200 000
Population active	700 000
Population inactive	500 000

La population active est répartie de la manière suivante :

Catégorie	Population (habitants)
Population active totale	700 000
Population active agricole	300 000
Population active industrielle	200 000
Population active commerciale	100 000
Population active tertiaire	100 000

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S053306	T1/TELE-U/Le projet vise l'accroissement de la capacité des institutions partenaires à satisfaire les besoins de formation de leurs populations locales et régionales par l'enrichissement de leurs compétences scientifiques et pédagogiques et le partage de leurs ressources et de leurs expertises. Il réunira six institutions partenaires, incluant la Télé-université, de six pays différents dans le développement d'un Centre d'application, d'étude et de ressources en formation à distance.						
	QUÉBEC (Quebec)	NATHALIE O NEIL	0/1	\$0	\$0	\$0	20%
			1997/1998	\$99,426	\$0	\$99,426	20%
			1998/1999	\$858,991	\$0	\$858,991	20%
			1999/2000	\$901,565	\$0	\$901,565	20%
			2000/2001	\$687,520	\$0	\$687,520	20%
			2001/2002	\$911,320	\$545,151	\$366,169	20%
			2002/2003	\$803,963	\$803,963	\$0	20%
			2003/2004	\$734,666	\$734,666	\$0	20%
S054404	STI/TEMIC/formation 1998 à 2001 TEMIC est un organisme à but non lucratif qui s'est donné comme mission d'augmenter les connaissances et les aptitudes des cadres en gestion des télécommunications des pays en développement principalement en livrant des programmes de formation de pointe adaptés à leurs besoins spécifiques. D'une durée de 2 à 3 semaines, TEMIC offre depuis 1987 deux sortes de stages au Canada: 1) surtout un programme général de gestion pour cadres supérieurs; et 2) six programmes thématiques pour cadres intermédiaires qui sont consacrés à des composantes majeures des opérations de toute entreprise ou institution du secteur des télécommunications. Il dispose de 5 employés permanents. Son allocation annuelle est de 431,650 \$.						
	MONTRÉAL (Quebec)	RODRIGUE CARON	0/1	\$0	\$0	\$0	6%
			1999/2000	\$0	\$0	\$85,770	6%
TELECOMMUNICATIONS EXECUTIVE, MANAGEMENT INSTITUTE							



Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S055500	CHEA/PROGRAM 99-02 INTERN. DEVELOPMENT : To deliver effective and relevant community-level development, in the belief that healthy and productive individuals and families are essential for poverty reduction, and for creating a more sustainable and equitable world.						
	CANADIAN HOME ECONOMICS ASSOCIATION	OTTAWA (Ontario)	DORIANE PREVOST				
			0/1	\$0	\$0	\$0	5%
			1999/2000	\$396,730	\$0	\$396,730	5%
			2000/2001	\$365,004	\$0	\$365,004	5%
			2001/2002	\$678,456	\$306,020	\$372,436	5%
S060042	CCAF/INTL AUDIT OFFICE ASSISTANCE PROGRAM <input type="checkbox"/> Each year, the program brings six seniors auditors from developing countries to Canada for a nine month period of on-the-job training, mostly with the Office of the Auditor General, and related classroom training in comprehensive auditing. During this time, the auditors are exposed to advanced value for money audit concepts and processes. The Quebec audit office has become the principal provider of audit training in French. <input type="checkbox"/> The work of CCAF contributes to the realization of CIDA's priorities in governance, specifically improving the cost effectiveness of government expenditures and transparency of government. CCAF pursues sustainability by requiring the auditors to pick and complete a major audit undertaking on return to their countries, and by tracking and supporting the results over subsequent years, sometimes involving a conference of their peers. <input type="checkbox"/> Each year, the program brings six seniors auditors from developing countries to Canada for a nine month period of on-the-job training, mostly with the Office of the Auditor General, and related classroom training in comprehensive auditing. During this time, the auditors are exposed to advanced value for money audit concepts and processes. The Quebec audit office has become the principal provider of audit training in French. <input type="checkbox"/> The work of CCAF contributes to the realization of CIDA's priorities in governance, specifically improving the cost effectiveness of government						
	CANADIAN COMPREHENSIVE AUDIT, FOUNDATION	OTTAWA (Ontario)	ROBERT MORROW				
			0/1	\$0	\$0	\$0	7%
			1999/2000	\$354,000	\$0	\$354,000	7%
			2000/2001	\$354,000	\$0	\$354,000	7%
			2001/2002	\$354,000	\$354,000	\$0	7%

PROGRAMME PANAFRICAIN/RÉGIONAL INTERVENTIONS TOUCHANT LE SÉNÉGAL

I) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- **OMVS (Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal):**
Le Sénégal est l'un des trois pays (Sénégal-Mali-Mauritanie) de cette organisation et a été un principal bénéficiaire d'un énorme programme de travaux d'infrastructures auquel l'ACDI a fait une contribution significative.
- **APPUI À L'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE-CRÉDIT DANS LA ZONE UEMOA; (projet 19565).** L'objectif du projet est d'aider les autorités des pays de l'UÉMOA et la BCEAO à encadrer de façon souple mais efficace l'ensemble des intervenants sur leur marché financier. La finalité du projet est donc d'assurer aux ressortissants des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UÉMOA) l'accès à des services adaptés d'épargne et de crédit offerts par des institutions reconnues et présentant un haut niveau de sécurité pour les déposants.
- **Appui à la mise en place d'une Bourse Régionale des valeurs mobilières en Afrique de l'Ouest ;(projet 20804).** La BCEAO dont le siège est à Dakar est le maître d'oeuvre de ce projet.
- **SPAAR III (Programme spécial pour l'appui à la recherche agricole); (project 30568).** The project will further strengthen sub-regional and regional collaboration in agricultural research and development in Africa. CIDA will provide technical backstopping and funding to enable SPAAR, FARA and the SROs to manage a smooth transition from SPAAR to FARA
- **Soutien aux initiatives de gestion des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest (SIGREH):** Ce projet a pour but d'améliorer la capacité de la Commission sous-régionale des pêches (CSRP) de s'acquitter de son mandat de coordination et de concertation entre les pays membres (Cap Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie et Sénégal) dans le domaine de la gestion des ressources halieutiques.
- **Appui au CILSS phase V:**
Ce projet permet d'appuyer le rôle du CILSS dans la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification et les programmes de cet organisme sous-régional dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles.
- **Club du Sahel phase V:**
Ce projet a pour but de développer une meilleure adéquation entre les programmes de coopération canadiens en Afrique de l'Ouest, les politiques des pays du Sahel et les programmes des autres donateurs.

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Date: 2001-09-04

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
K060220							
D'ARAGON DESBIENS HALDE ASSOCIÉS, LTÉE	MONTREAL (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			1999/2000	\$0	\$0	\$0	100%
			2000/2001	\$167,585	\$0	\$167,585	100%
			2001/2002	\$94,400	\$0	\$94,400	100%
K060247							
<p>Impl. usine de rép. de transformateurs La proposition consiste en un appui au projet pour l'implantation d'une usine de transformateurs au Sénégal suite à une étude de viabilité positive tenue entre juin 1998 et mars 1999. Le projet poursuit trois (3) objectifs principaux, soit i) réaliser l'implantation d'une entreprise de réparation de transformateurs sur une période de 18 mois ii) réaliser la formation de la main-d'oeuvre au cours de la première année d'opération (période d'implantation incluse) tout en privilégiant l'implication directe des nouveaux employés aux divers processus d'implantation de l'usine iii) réaliser un objectif de 600 000\$ de ventes au cours de la première année d'opération, provenant autant des marchés de la réparation, de l'entretien et de la maintenance que de celui des transformateurs mis au rancart. Suite à une entente avec le partenaire, Duobé International fournira les services d'un canadien expérimenté et crédible comme directeur d'usine ou de production pour les deux (2) premières années de fonctionnement, de même que les services de deux employés de production à temps sur 2 ans à raison d'un mois par</p>							
3092-2041 QUÉBEC INC., MOTEURS ÉLECTRIQUE DUBÉ	ASBESTOS (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			1999/2000	\$0	\$0	\$0	100%
			2000/2001	\$136,000	\$0	\$136,000	100%
			2001/2002	\$94,000	\$0	\$0	100%
			2002/2003	\$166,400	\$260,400	\$0	100%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Date: 2001-09-04

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
Industrial Cooperation Division							
K052439 VALLEE FOSSILES-SENEGAL Le programme de revitalisation des Vallées Fossiles (PRVF) a pour but de fournir au Sénégal les moyens d'action permettant d'améliorer la qualité de vie sur près d'un quart du territoire. Le programme vise le transfert d'eau douce du fleuve Sénégal vers des vallées dont les axes hydrauliques contribuent jadis à la préservation de la fertilité, à la richesse et au développement économique du centre du pays. <input type="checkbox"/> Le programme de formation décrit dans les termes de référence donnera au client les outils de base nécessaires à la gestion durable des aménagements et des changements engendrés par le projet. Il s'agit donc de sensibiliser et de former les différents individus concernés aux volets les plus importants du projet. Parallèlement, les experts canadiens sénégalais impliqués dans la réalisation du projet pourront ainsi mieux transmettre leur savoir-faire au personnel du client. <input type="checkbox"/> Le programme de formation décrit dans les termes de référence donnera au client les outils de base nécessaires à la gestion durable des aménagements et des changements engendrés par le projet. Il s'agit donc de sensibiliser et de former les différents individus concernés aux volets les plus importants du projet. Parallèlement, les experts canadiens sénégalais impliqués dans la							
GROUPEMENT SNC-LAVAL/INDESSAU, SOPRIN	MONTREAL (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			1999/2000	\$67,723	\$0	\$67,723	100%
			2000/2001	\$0	\$0	\$0	100%
			2001/2002	\$0	\$0	\$0	100%
			2002/2003	\$102,277	\$102,277	\$0	100%
K055133 PROMOTION EXPORTATION AGRICOLE/GEOMAR/SENEGAL -La proposition consiste en une formation complémentaire au projet principal de prestations de services de consultants entre, d'une part, la Direction du Projet de Promotion des exportations agricoles (PPEA) au Sénégal et d'autre part, Geomar International Inc. Ce contrat est financé par la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, Washington, D.C. Ce projet se divise en deux phases; i) Dans une première phase, la formation s'adressera au directeur du projet et au responsable de la cellule suivi-évaluation et contiendra deux volets; un volet qualitatif (visites auprès du ministère de l'Agriculture, d'un centre de recherche etc..) et un volet théorique; cours auprès du Centre international de gestion de projets. ii) Géomar nous informe que la deuxième phase du projet aura lieu 12 mois après et consistera en deux sessions sur le terrain auprès du Sénégal à mettre l'emphase sur la préparation nécessaire à l'exportation et à la commercialisation des produits							
GEOMAR INTERNATIONAL INCORPORÉE	WESTMOUNT (Quebec)	JEAN PAUL CHAREST	0/1	\$0	\$0	\$0	100%
			1999/2000	\$0	\$0	\$0	100%
			2000/2001	\$11,095	\$0	\$11,095	100%
			2001/2002	\$0	\$0	\$0	100%
			2002/2003	\$46,405	\$46,405	\$0	100%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S048926 INTER PARES FIVE YEAR PROGRAM 1995/1996 TO 1999/2000 INTER PARES SEEKS TO PROMOTE THE TRANSFORMATION OF THE STRUCTURAL OBSTACLES TO EQUITABLE AND SUSTAINABLE GLOBAL DEVELOPMENT BY SUPPORTING ORGANIZATIONS IN DEVELOPING COUNTRIES WHOSE WORK CHALLENGES THE UNDERLYING STRUCTURAL CAUSES OF UNDERDEVELOPMENT AND DEMONSTRATES AND PROMOTES ALTERNATIVES TO CONVENTIONAL DEVELOPMENT APPROACHES.	OTTAWA (Ontario)	JENNIFER THOMSON	0/1 1999/2000	\$0 \$0	\$0 \$0	\$0 \$0	20% 20%
S052515 OCCDP 97-00 DEV PRGM Le programme vise à combattre l'exclusion sociale, économique, politique et culturelle des populations les plus pauvres en renforçant les processus démocratiques de développement basés sur la participation, l'équité et la justice sociale. La démocratisation, les relations de genre et le développement durable demeurent les points centraux du développement pour venir en aide aux populations pauvres et démunies. Le but visé sera poursuivi via 4 plans d'action interreliés: l'appui aux groupes du Sud; l'éducation du public canadien; le développement d'alliances stratégiques et le renforcement des capacités de l'organisation. Le programme vise à combattre l'exclusion sociale, économique, politique et culturelle des populations les plus pauvres en renforçant les processus démocratiques de développement basés sur la participation, l'équité et la justice sociale. La démocratisation, les relations de genre et le développement durable demeurent les points centraux du développement pour venir en aide aux populations pauvres et démunies. Le but visé sera poursuivi via 4 plans d'action interreliés: l'appui aux groupes du Sud; l'éducation du public canadien; le développement d'alliances stratégiques et le renforcement des capacités de l'organisation.	OTTAWA (Ontario)	JENNIFER THOMSON	0/1 1999/2000	\$0 \$0	\$0 \$0	\$0 \$0	20% 20%
ORGANISATION CATHOLIQUE CANADIENNE, POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA PAIX	MONTREAL (Quebec)	JACQUES BUSSIERES	0/1 1999/2000 2000/2001	\$0 \$0 \$0	\$0 \$0 \$0	\$0 \$0 \$96,380	25% 100% 100%
S053602 WV 98-01 DEV PRGM The program strengthens Canada international links and developmental programming with seven partners in Africa: Chad, Ethiopia, Malawi, Mauritania, Senegal, Tanzania and Uganda. WV is engaged in long-term relationships with its partners staffed by nationals. Together they are driven by a vision of holistic development which is transformational in impact, community-based approach, and sustainable in its future. WVC is committed to full participation of all stakeholders in the development process, particularly women and children. Sectors of intervention involved in this program are household income; community-based organisations; gender relations; improved health and natural resource management.	MISSISSAUGA (Ontario)	JACQUES BUSSIERES	0/1 1999/2000	\$0 \$0	\$0 \$0	\$0 \$0	100% 100%
WORLD VISION CANADA	MISSISSAUGA (Ontario)	JACQUES BUSSIERES	0/1 1999/2000	\$0 \$0	\$0 \$0	\$0 \$0	100% 100%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
WORLD VISION CANADA	MISSISSAUGA (Ontario)	JACQUES BUSSIERES	2000/2001	\$0	\$0	\$296,591	100%
S053612	CLUB 2/3 INC. PROGRAMME 1998-2001 Le programme comprend deux volets: un volet Coopération et un volet Education. Les objectifs du volet Coopération sont: habiller les jeunes à poser des gestes concrets et à oeuvrer au sein de la société civile en faveur d'un avenir viable; combler certains besoins fondamentaux des jeunes (garçons et filles) vivant dans des conditions difficiles; promouvoir les activités économiques et de formation qui mènent les jeunes à développer une certaine indépendance économique; renforcer les capacités et outiller les partenaires terrain du Club 2/3 afin qu'ils puissent gérer leurs programmes en fonction de la gestion axée sur les résultats. Quant aux objectifs du volet Education, ils sont: habiller les jeunes à poser des gestes concrets et à oeuvrer au sein de la société civile en faveur d'un avenir viable; éveiller la conscience de l'interdépendance des peuples chez les jeunes d'ici et d'ailleurs. Le programme comprend deux volets: un volet Coopération et un volet Education. Les objectifs du volet Coopération sont: habiller les jeunes à poser des gestes concrets et à oeuvrer au sein de la société civile en faveur d'un avenir viable; combler certains besoins fondamentaux des jeunes (garçons et filles) vivant dans des conditions difficiles; promouvoir les activités économiques et de formation qui mènent les jeunes à développer une certaine indépendance économique; renforcer les capacités et outiller les partenaires terrain du Club 2/3 afin qu'ils puissent gérer leurs						
CLUB 2/3 INC.	MONTREAL (Quebec)	CLAIRE TREPANIER	0/1	\$0	\$0	\$0	3%
			1998/1999	\$973,000	\$0	\$973,000	3%
			1999/2000	\$973,000	\$0	\$973,000	3%
			2000/2001	\$973,000	\$0	\$973,000	3%
S053860	CODE 1998 TO 2001 PROGRAM: The project aims to develop and maintain literacy in selected countries of the developing world by increasing children's access to appropriate reading materials and by increasing the capacity of teachers, librarians and partner organizations to support children's literacy						
CODE	OTTAWA (Ontario)	JENNIFER THOMSON	0/1	\$0	\$0	\$0	6%
			1998/1999	\$1,933,145	\$0	\$1,933,145	6%
			1999/2000	\$0	\$0	\$6,155	100%
			2000/2001	\$1,600,000	\$0	\$1,600,000	6%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S054427 COLLABORATION SANTÉ INTERNATIONALE Programmation triennale 1998-2001. □ CSI a été fondé en 1968, avec le principal objectif de fournir du matériel médical et des médicaments requis par les missionnaires canadiens dans les pays en voie de développement. A ce jour CSI a expédié plus de 35 millions de livres d'équipement et de médicaments dans 85 pays. CSI expédie en moyen, 40 conteneurs par année pour une valeur approximative de 4 millions de dollars; 80% de cette valeur consiste en biens médicaux et 20% en biens éducationnels. □ CSI a son siège à Québec □ CSI a été fondé en 1968, avec le principal objectif de fournir du matériel médical et des médicaments requis par les missionnaires canadiens dans les pays en voie de développement. A ce jour CSI a expédié plus de 35 millions de livres d'équipement et de médicaments dans 85 pays. CSI expédie en moyen, 40 conteneurs par année pour une valeur approximative de 4 millions de dollars; 80% de cette valeur consiste en biens médicaux et 20% en biens éducationnels. □ CSI a son siège à Québec □ CSI a été fondé en 1968, avec le principal objectif de fournir du matériel médical et des médicaments requis par les missionnaires canadiens dans les pays en voie de développement. A ce jour CSI a expédié plus de 35 millions de livres d'équipement et de médicaments dans 85 pays. CSI expédie en moyen, 40 conteneurs par année pour une valeur approximative de 4 millions de dollars; 80% de cette valeur consiste en biens médicaux et 20% en biens éducationnels. □ CSI a son siège à Québec	JÉAN PHILIPPE MURILLO	0/1	\$0	\$0	\$0	6%	
		1998/1999	\$250,000	\$0	\$250,000	6%	
		1999/2000	\$300,000	\$0	\$300,000	6%	
		2000/2001	\$250,000	\$0	\$250,000	6%	
S054650 VUES D'AFRIQUE: PADIAVA PHASE II PROMOUVOIR L'EXPRESSION CINÉMATOGRAPHIQUE, TÉLÉVISUELLE ET VIDÉOGRAPHIQUE EN AFRIQUE, EN S'APPUYANT SUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN SECTEUR PRIVE INDEPENDANT. LA PHASE II DU PROJET SE CONCENTRE SUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE PROJETS AUDIOVISUELS POUR LA TÉLÉVISION (EN PARTICULIER LA FORMATION) ET LA PROMOTION DE L'AUDIOVISUEL AFRICAIN EN AFRIQUE ET AU CANADA.							
VUES D'AFRIQUE, 5E ETAGE	MONTRÉAL (Quebec)	DARKY GAGNE	0/1	\$0	\$0	\$0	30%
			1998/1999	\$138,000	\$0	\$138,000	30%
			1999/2000	\$198,000	\$0	\$198,000	30%
			2000/2001	\$138,000	\$0	\$138,000	30%
			2001/2002	\$200,000	\$200,000	\$0	30%
			2002/2003	\$154,000	\$154,000	\$0	30%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	County %
UNITED CHURCH OF CANADA, DIVISION OF WORLD OUTREACH	ETOBICOKE (Ontario)	KATI LYON VILLIGER	0/1	\$0	\$0	\$0	1%
			1999/2000	\$1,224,000	\$0	\$384,585	1%
			2000/2001	\$875,000	\$0	-\$1,625	1%
			2001/2002	\$700,000	\$442,161	\$257,839	1%
S055617	<p>La mission générale du CECI est de contribuer, par des ressources humaines et financières, à l'avancement des pays en développement et de promouvoir, par la coopération internationale, l'indéveloppement durable et participatif. Les objectifs sont : - d'amener des professionnels canadiens à coopérer généreusement et efficacement, et les préparer au rôle d'agent de développement dans le Sud et le Canada; - d'appuyer ses partenaires du Sud dans leurs efforts pour maîtriser leur environnement biophysique, socio-économique et culturel; - d'alimenter la réflexion sur la coopération internationale et sensibiliser le public canadien en vue de rapports Nord-Sud plus propices au développement. Le Programme contribue au développement d'une quinzaine de pays du Sud en mettant à la disposition des organisations de ces pays, les compétences de bénévoles et de partenaires canadiens. Ainsi sa finalité est que les gens prennent en main leur développement et maîtrisent de façon autonome les contraintes de leur environnement physique, économique et social.</p>						
CENTRE CANADIEN D'ÉTUDES ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE	MONTREAL (Quebec)	FRANCINE GAGNE	0/1	\$0	\$0	\$0	5%
			1999/2000	\$6,499,875	\$0	\$6,499,875	5%
			2000/2001	\$6,282,250	\$0	\$6,282,250	5%
			2001/2002	\$4,614,375	\$3,076,250	\$1,538,125	5%
S055696	<p>CESO's program goal is to promote and extend the economic and social growth and well-being of developing nations and emerging market economies. The program objectives are to: i) enhance the capacity of people, in developing countries and emerging market economies, to manage and produce goods and services in both the public and the private sectors; ii) to develop a pilot results-based approach to program delivery in selected countries designed around a specific program focus that can be replicated in other countries; and iii) to reorganize the program structure and management to deliver the above.</p>						
CANADIAN EXECUTIVE SERVICE, ORGANIZATION	TORONTO (Ontario)	FRANCINE GAGNE	1999/2000	\$2,784,000	\$0	\$3,480,000	4%
			2000/2001	\$2,784,000	\$0	\$2,784,000	4%
			2001/2002	\$2,088,000	\$1,392,000	\$696,000	4%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S060448 Programme de développement de l'OCCDP 2000/01 - 2003/04 Description du programme: <input type="checkbox"/> Le programme d'Appui aux processus de démocratisation de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP) a pour objectif de favoriser l'émergence et le respect de l'environnement. Pour y parvenir, l'OCCDP vise à accroître, par des actions au Nord et au Sud, la capacité (engagement) des populations entre les hommes et les femmes et le respect de l'environnement. Pour y parvenir, l'OCCDP vise à accroître, par des actions au Nord et au Sud, la capacité (engagement) des populations pauvres du Sud à améliorer leurs conditions de vie et leur participation aux processus de démocratisation. <input type="checkbox"/> La mission de Développement et Paix consiste à contribuer à éliminer la pauvreté dans les pays du Tiers-Monde. Tous les programmes de D&P, fidèles en cela à l'option préférentielle de l'organisation pour les pauvres, cherchent à éliminer la pauvreté par des changements profonds des mentalités, des politiques, et des structures de société. Les partenaires de D&P sont soit les populations elles-mêmes organisées en groupes autonomes d'action, soit des ONG ou des institutions qui ont la même mission et la même capacité. <input type="checkbox"/> Le programme répond directement à 4 des 6 volets prioritaires dans lesquels l'ACDI veut concentrer ses ressources dans la poursuite de son objectif central: i) la satisfaction des besoins humains fondamentaux; ii) l'intégration des femmes au développement; iii) les droits de la personne; la démocratie	MONTREAL (Quebec)	JACQUES BUSSIÈRES	0/1	\$0	\$0	\$0	2%
			2000/2001	\$9,693,750	\$0	\$9,693,750	2%
			2001/2002	\$5,816,250	\$3,877,500	\$1,938,750	2%
			2002/2003	\$7,755,000	\$7,755,000	\$0	2%
			2003/2004	\$3,231,250	\$3,231,250	\$0	2%
S060551 Club 2/3 / Programme 2001-2004 Le programme 2001-2004 se veut une continuité du programme 1998-2001. Son objectif principal est le même que celui du programme précédent soit "Habiller les jeunes à poser des gestes concrets et à oeuvrer au sein de la société civile en faveur d'un avenir viable". Cet objectif s'applique aux trois volets du programme: le volet coopération qui regroupe les actions menées par les partenaires du Sud visant le développement de leur communauté locale; le volet éducation du public qui regroupe un ensemble d'actions d'éducation à la solidarité principalement réalisées au Canada; et finalement, le volet réseautage qui comprend les actions qui touchent à la fois les jeunes d'Ile et du Sud; il comprend les stages outre-mer et le réseau pour la Solidarité Internationale Jeunesse (SIJ).							
CLUB 2/3 INC.	MONTREAL (Quebec)	CLAIRE TREPANIER	1999/2000	\$0	\$0	\$0	5%
			2001/2002	\$1,073,000	\$466,033	\$606,967	5%
			2002/2003	\$1,073,000	\$1,073,000	\$0	5%
			2003/2004	\$1,073,000	\$1,073,000	\$0	5%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Date: 2001-09-04

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S060623							
Objectifs / résultats du programme: 1. Accroissement des activités de sensibilisation et de participation du public canadien par le biais de La Dîcîée PGL et des stages de jeunes éducateurs. 2. Accroissement de l'engagement des Canadiens par la mise en place d'un programme de coopération volontaire. 3. Identification et implantation d'un programme de développement au Niger. 4. Diversification des actions outre-mer dirigées vers l'éducation de base par rajout d'un projet de formation des élèves aux travaux manuels et le développement d'un programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour une nouvelle clientèle, celle des jeunes de 9 à 15 ans non scolarisés. 5. Renforcement et développement des écoles en Haïti. Agents obtenus via les projets de développement social.							
FONDATION PAUL GERIN-LAJOIE	MONTREAL (Quebec)	JEAN PHILIPPE MURILLO	2000/2001	\$702,726	\$0	\$702,726	50%
			2001/2002	\$460,000	\$460,000	\$0	50%
			2002/2003	\$460,000	\$460,000	\$0	50%
S061100							
World Vision Canada Dev Program 2001-04 Program Description: For this Third Phase of World Vision Canada's (WVC) CIDA-NGO program, strengthens Canada's international links and development programming with four partners in Africa: Mauritania, Senegal, Tanzania and Zambia, and supports a portion of WVC's Global Education activities in Canada. The goals of the new WVC Three Year Development Program (2001-2004) is to: (01) increase Canadian capacity to contribute to international development, and (02) improve the living conditions of African communities through capacity building. Objectives are: (01) To engage Canadians, particularly youth, in ways that build increased understanding, sustained support, and informed public action for international cooperation. (02) To build a base for sustainable development through developing the local capacity of Africans to manage their own development in four countries (Mauritania, Senegal, Tanzania and Zambia). Program Description: For this Third Phase of World Vision Canada's (WVC) CIDA-NGO program, strengthens Canada's international links and development programming with four partners in Africa: Mauritania, Senegal, Tanzania and Zambia, and supports a portion of WVC's Global Education activities in Canada. The goals of the new WVC Three Year Development Program (2001-2004) is to: (01) increase Canadian capacity to contribute to international development, and (02) improve the living conditions of African communities through capacity building. Objectives are: (01) To engage Canadians, particularly youth, in ways that build increased understanding, sustained support, and informed public action for international cooperation. (02) To build a base for sustainable development through developing the local capacity of Africans to manage their own development in four countries (Mauritania, Senegal, Tanzania and Zambia).							
WORLD VISION CANADA	MISSISSAUGA (Ontario)	JACQUES BUSSIÈRES	0/1	\$0	\$0	\$0	13%
			2001/2002	\$1,342,005	\$1,342,005	\$0	13%
			2002/2003	\$1,403,821	\$1,403,821	\$0	13%
			2003/2004	\$1,392,274	\$1,392,274	\$0	13%
S061124							
USC Canada's latest three year proposal continues as a logical extension of USC's core programs in Bangladesh, Indonesia, East Timor, Nepal and Mali, as well as in Malawi, Senegal, Uganda, Bangladesh, Nepal, and East Timor through its unique Seeds of Survival Program. USC's overall program goal is to enhance human development through an international partnership of people linked in the challenge to eradicate poverty. The primary sector of activity of the proposed program is integrated basic human needs, working with local NGOs to address local needs. Food security and nutrition, health, water and sanitation, and education all figure prominently in the activities, according to the priorities determined in concert with the participating populations. Operating in parallel, or often complementing the community programs, the Seeds of Survival Program emphasizes a participatory farmer-based approach to the preservation, enhancement and use of indigenous farmers' seeds. Its objective is to increase food security by maintaining diversity, genetic resources and traditional knowledge that have developed as appropriate to sometimes marginal agricultural areas. At the same time, at the organizational level, USC undertakes substantial capacity building with both its partner organizations and its country offices. The objective of this aspect of the program is to build a federation of independently-capable but co-operating USC chapters around the world.							

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S061160 5th.Reg1.Conf./Gen.Assembly-27/2-3/3/01 During the five-day meeting in Tanzania, members from 26 African countries and partners will analyse and evaluate the programme and actions undertaken, identifying constraints/challenges with the view to adopt the IAC Plan of Action for the next three years.							
INTER-AFRICAN COMMITTEE	GENÈVE (Geneva)	SHARRON MORIN	0/1 2000/2001 2001/2002	\$0 \$0 \$48,000	\$0 \$0 \$48,000	\$0 \$0 \$0	11% 11% 11%
S061162 Colloque Intl.Avenir des op.24-25/5/01 Depuis quelques années, une série grandissante de conflits armés interminables déchire l'Afrique. Ils compromettent les espoirs de développement et de démocratisation dans cette région troublée du monde. Les tentatives de médiation et de prévention des conflits subissent de nombreux échecs. Certaines interventions de paix, comprenant l'imposition, le maintien et la consolidation de la paix, ont été mises sur pied ou projetées par l'ONU, par des États africains et par des États occidentaux. Or, l'effort consenti pour ces missions a été en deçà des espérances. Plusieurs affirmations que l'Afrique est laissée à elle-même alors que d'autres conflits, notamment dans les Balkans, reçoivent toute l'attention des bailleurs de fonds. □□ En fait, nous avons remarqué que la question des interventions de paix en Afrique n'a pas encore attiré l'attention des analystes universitaires et du grand public autant qu'il le faudrait pour inspirer une action canadienne plus utile et plus efficace. □□ Les panels suivants seront présentés: □ Sources et dynamique des conflits armés en Afrique □ Actions multilatérales pour la résolution des conflits en Afrique □ Les acteurs non-étatiques dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix en Afrique □ Nouvelles menaces sécuritaires en Afrique □ Interventions du Canada dans les conflits africains □ Le Congo □ Déploiement et formation des troupes de maintien de la paix en Afrique							
CHAIRE TÉLÉGLOBE & RAOUL-DANDURAND, (UQAM)	MONTREAL (Quebec)	SUZANNE ETHIER	0/1 2000/2001 2001/2002	\$0 \$12,000 \$3,000	\$0 \$0 \$3,000	\$0 \$12,000 \$0	25% 25% 25%
S061254 Renforcer les mailles...5-15/8/01 Mont. La rencontre s'inscrit à l'intérieur du plan d'action mondial pour l'éducation aux droits élaboré à Montréal, lors du congrès de l'UNESCO en 1993 et endossé lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne. Le plan préconise une série d'activités visant à favoriser la mise en commun d'expériences et l'évaluation des résultats afin de prévoir, au début du millénaire, une planification d'autres activités et programmes pour le XXIe siècle. L'assession s'inscrit bien dans la deuxième grande stratégie proposée, soit "la création de réseaux nationaux, régionaux et internationaux qui travailleront activement à la production de matériel de programmes d'études et d'autres programmes. Grâce à ces réseaux, les différents intervenants pourront mettre en commun le matériel et les méthodes qu'ils auront élaborés et mettre au point l'approche la plus appropriée". De plus, la rencontre répond aux indications du plan d'action des sommets francophones de Hanoi (1997) et de Moncton (1999) voulant, entre autres "consolider les institutions garantes de l'état de droit et de la démocratie en faisant progresser l'internalisation des règles et des comportements requis pour le plein exercice des libertés et du libre jeu démocratique" (Rapport du secrétaire général de la francophonie de Hanoi à Moncton). Selon le plan d'action de Moncton une attention particulière devrait être prêté aux droits des femmes et des enfants et les jeunes devraient être sensibilisés aux droits de l'homme.							
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC 2 E ETAGE	MONTREAL (Quebec)	SUZANNE ETHIER	1999/2000	\$0	\$0	\$0	7%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
S061403 CODE	OTTAWA (Ontario)	JENNIFER THOMSON	0/1	\$0	\$0	\$0	10%
			2001/2002	\$1,676,680	\$1,676,680	\$0	10%
			2002/2003	\$1,676,680	\$1,676,680	\$0	10%
			2003/2004	\$1,676,680	\$1,676,680	\$0	10%
			2004/2005	\$1,676,680	\$1,676,680	\$0	10%
			2005/2006	\$1,676,680	\$1,676,680	\$0	10%
Policy, Strategic Plan & Oper Di							
S060730							
<p>Tow. Understand. Res. Needs Vol.Sec.08/9 This conference will enhance our understanding of the research needs in the voluntary sector and will address the issues of governance and accountability; capacity for managing change; representation, advocacy and policy dialogue; and financial sustainability. It is intended to result in the development of guidelines for a research agenda for the Canadian voluntary sector.</p>							
CARLETON UNIVERSITY, FACULTY OF PUBLIC AFFAIRS & MANAG. ROOM 214,	OTTAWA (Ontario)	ALAIN NOLET	0/1	\$0	\$0	\$0	25%
			2000/2001	\$12,800	\$0	\$2,970	25%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	SHERBROOKE (Quebec)	SHARRON MORIN	2005/2006	\$0	\$0	\$0	8%
			2006/2007	\$0	\$0	\$0	8%
			2007/2008	\$0	\$0	\$0	8%
			2008/2009	\$0	\$0	\$0	8%
			2009/2010	\$0	\$0	\$0	8%
			2010/2011	\$0	\$0	\$0	8%
			2011/2012	\$0	\$0	\$0	8%
S061360							
INTERNATIONAL INSTITUTE FOR, ENVIRONMENT & DEVELOPMENT	LONDON (Great Britain deff)	ALAIN NOLET	0/1	\$0	\$0	\$0	4%
			2001/2002	\$100,000	\$20,000	\$80,000	4%
Youth Action Division							
S053758	CECI/PROPOSITION JSI/JEUNES 98 CECI FOURNIRA UNE PREMIERE EXPERIENCE DE TRAVAIL DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL A 20 JEUNES CANADIENS ET CANADIENNES, LAQUELLE LEUR PERMETTRA D'ACQUERIR DES COMPETENCES ADDITI						
CENTRE CANADIEN D'ETUDES ET DE, COOPÉRATION INTERNATIONALE	MONTREAL (Quebec)	JEAN MARC EMERY	0/1	\$0	\$0	\$0	4%

ONNELLES ET FACILITERA LEUR ACCES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
ANIM'ACTION	QUEBEC (Quebec)	SUZANNE ETHIER	2010/2011	\$0	\$0	\$0	6%
			2011/2012	\$0	\$0	\$0	6%
<p>S061003 Canada and Future of Intl Law-Feb'01. The conference is designed to address Canada's role in formulating international environmental law and policy and will examine whether Canada's presence in this field has changed over the past 20 years. It will examine Canada's negotiating position on specific issues such as climate change, forests, biosafety, and trade. The conference will include speakers and participants from the south.</p>							
WEST COAST ENVIRONMENTAL LAW	VANCOUVER (British Columbia)	SHARRON MORIN	0/1	\$0	\$0	\$0	11%
			2000/2001	\$12,000	\$0	\$12,000	11%
			2001/2002	\$3,000	\$3,000	\$0	11%
<p>S061012 27 Triennial Intl Fed Univ Women (Aug'01) Globalization: Connections through Education will be the theme of the 27th IFUW Conference with keynote speakers, interdisciplinary seminars, workshops and plenary sessions. At the conference, participants will share information on the effects of globalization in their own countries, including current emerging issues and plans for the future. The conference will provide various forums of discussion on women's development, human rights, effects of globalization on women, children and families, and on IFUW's current and potential future policies and international and national project development and delivery. Between 850 - 1000 participants are expected and the process will enable the transfer of ideas, issues and information, both structured and informal, to participants from around the world.</p>							
CANADIAN FEDERATION OF UNIVERSITY WOMEN	OTTAWA (Ontario)	SHARRON MORIN	0/1	\$0	\$0	\$0	2%
			2000/2001	\$0	\$0	\$0	2%
			2001/2002	\$100,000	\$20,000	\$80,000	2%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC 2 E ETAGE	MONTREAL (Quebec)	SUZANNE ETHIER	2000/2001	\$0	\$0	\$0	7%
			2001/2002	\$34,000	\$6,800	\$27,200	7%
			2002/2003	\$0	\$0	\$0	7%
			2003/2004	\$0	\$0	\$0	7%
			2004/2005	\$0	\$0	\$0	7%
			2005/2006	\$0	\$0	\$0	7%
			2006/2007	\$0	\$0	\$0	7%
			2007/2008	\$0	\$0	\$0	7%
			2008/2009	\$0	\$0	\$0	7%
			2009/2010	\$0	\$0	\$0	7%
			2010/2011	\$0	\$0	\$0	7%
			2011/2012	\$0	\$0	\$0	7%
<p>Réglementation économique-20-31/5/01 Cette conférence aborde des questions des réformes réglementaires des secteurs de l'énergie et des télécommunications et elle vise un auditoire de représentants des pays de la francophonie, principalement de l'Afrique francophone.</p>							
S061255							
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	SHERBROOKE (Quebec)	SHARRON MORIN	1999/2000	\$0	\$0	\$0	8%
			2000/2001	\$0	\$0	\$0	8%
			2001/2002	\$30,000	\$6,000	\$24,000	8%
			2002/2003	\$0	\$0	\$0	8%
			2003/2004	\$0	\$0	\$0	8%
			2004/2005	\$0	\$0	\$0	8%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Date: 2001-09-04

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
CENTRE INTERNATIONAL DE RESSOURCES, JURIDIQUES	MONTREAL (Quebec)	JEAN MARC EMERY	0/1	\$0	\$0	\$0	75%
			2000/2001	\$0	\$0	\$0	75%
			2001/2002	\$11,250	\$11,250	\$0	75%
			2002/2003	\$3,750	\$3,750	\$0	75%

Canadian Partnership Branch
Operational projects in Senegal by division

Date: 2001-09-04

Vendor Name	Vendor location	Officer	Fiscal Year	Budget	Commitment	Disbursement	Country %
CENTRE CANADIEN D'ÉTUDES ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE	MONTREAL (Quebec)	JEAN MARC EMERY	1998/1999	\$290,000	\$0	\$290,000	4%
			1999/2000	\$0	\$0	\$0	4%
			2000/2001	\$0	\$0	\$0	4%
<p>S054458 CPCS TRANSCOM/YOUTH 98 CPCS TRANSCOM IS OFFERING AN INTERNSHIP TO AN UNEMPLOYED GRADUATE IN FIELDS RELATED TO BUSINESS, MANAGEMENT, ADMINISTRATION, SO THAT HE OR SHE IS BETTER ABLE TO WORK ON THE PRIVATIZATION OF RAILWAY CORPORATIONS AND TAKE ADVANTAGE OF EMERGING OPPORTUNITIES IN THE MANAGEMENT SECTOR, BOTH LOCALLY AND GLOBALLY</p>							
CPCS TRANSCOM LTD							
	OTTAWA (Ontario)	ELIANE MOSER	0/1	\$0	\$0	\$0	50%
			1998/1999	\$13,500	\$0	\$13,500	50%
			1999/2000	\$1,500	\$0	\$1,500	50%
<p>S060243 IISD / YOUTH ACTION 2000-01 Ce projet fait partie du programme Jeunes stagiaires internationaux de l'ACDI qui est destiné aux jeunes professionnels canadiens, donnant la possibilité aux diplômés de niveau collégial ou universitaire d'acquieser une expérience de travail pratique dans le domaine de la coopération internationale. This project is part of CIDA's International Youth Internship Program that is designed to offer young Canadian post-secondary graduates the opportunity to gain professional experience through international cooperation work. The International Institute for Sustainable Development (IISD) is to champion innovation, enabling societies to live more sustainably. IISD promotes the transition toward a sustainable future and seeks to demonstrate how human ingenuity can be applied to improve the environment, economy and society. With partners and associates throughout the world, IISD contributes new knowledge and concepts, analyses policies, identifies and disseminates information about best practices, demonstrates how to measure progress and builds partnerships to amplify these messages. Job Description: 9 internships, 6 month placements spent overseas. Participants from a wide variety of disciplines will work in the areas of youth, public participation, environmental management and sustainable business development. Selected</p>							
INTERNATIONAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT							
	WINNIPEG (Manitoba)	JOANNE LANGEVIN	0/1	\$0	\$0	\$0	11%
			1999/2000	\$8,750	\$0	\$8,750	11%
			2000/2001	\$117,500	\$0	\$117,500	11%
			2001/2002	\$8,750	\$0	\$8,750	11%

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 2000s

INSERTION DES JEUNES DANS LE MARCHÉ EMERGENT DES TELESERVICES AU SENEGAL

Project number: 100792
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Macrothesaurus terms:

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED commenced : 2001/03/26

planned closure date : 2003/03/26

IDRC funding: \$223,100

Recipient(s):

Société de gestion du domaine Industriel de Dakar

(401200) Rue 14 PROLONGEE HLM x Av BOURGUIBA, DAKAR, BP 4112 OU 17550 SENEGAL

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader M. Fara Ndiaye Tall Directeur Général

Rue 14 PROLONGEE HLM x Av BOURGUIBA, DAKAR, BP 4112 ou 17550

International Development Research Centre/Centro de pesquisas pour le développement international/Centro
Internacional de Investigaciones para el Desarrollo

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 2000s

NUMERISATION ET MISE SUR INTERNET DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES DE L'IFAN CHEIKH ANTA DIOP

Project number: 100754
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Macrothesaurus terms:

/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 2001/06/01

planned closure date : 2003/06/01

IDRC funding: \$134,680

Recipient(s):

Institut fondamental d'Afrique noire
(3502) B.P. 206, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Gora Dia Chef du service Documentation
., Cheikh Anta DIOP, Dakar, Senegal, 221

International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement international/Centro
internacional de Investigaciones para el Desarrollo

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 2000s

Importance économique et conservation des plantes médicinales au Sénégal (IUCN)

Project number: 100810

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Butare, Innocent

Macrothesaurus terms:

/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 2001/06/12

planned closure date : 2004/06/12

IDRC funding: \$339,340

Recipient(s):

Union mondiale pour la nature

(80150)

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader M. Abdoulaye Kane Chef de Mission

International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement international/Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

ade : 2000s

Utilisation des TICs dans le suivi temporel du bétail transhumant par les communautés de base pour une gestion durable des ressources naturelles

Project number: 100735

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Macrothesaurus terms:

/

Area under study: Burkina Faso

Mali

Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 2001/01/22

planned closure date : 2003/01/22

IDRC funding: \$257,500

Recipient(s):

Ecole inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires

(80073) B.P. 5077, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Yalacé Kaboret Chef du Département de la Communication et du Serv

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 2000s

Les Tics à l'appui du programme des femmes pour l'égalité de genre au Sénégal.

Project number: 100695

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alloune

Macrothesaurus terms:

/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 2000/12/22

planned closure date : 2002/03/22

IDRC funding: \$78,600

Recipient(s):

Environment and Third World Development Activities / Environnement et développement du Tiers Monde
(8891) B.P. 3370, Dakar, République du Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Marie Mottin Sylla Responsable ENDA - SYNFEV

Project Leader Marie Mottin Sylla Responsable ENDA - SYNFEV

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Apprentissage et pratique sanitaire au Sénégal: un projet de recherche-action - 98-1350-01

Project number: 65255

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Forget, Gilles

Macrothesaurus terms:

AIDS PREVENTION

HEALTH EDUCATION

EVALUATION

PARTICIPATORY RESEARCH

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 1998/05/12

planned closure date : 2002/02/12

IDRC funding: \$217,403

Recipient(s):

University of Montreal/Université de Montréal

(203103)

C.P. 6128, Succursale Centre Ville, Montréal, Québec, Canada, H3C 3J7

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Victor Piche Chef de projet

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 2000s

IC et insertion socio professionnelle des personnes handicapées.Project number: 100796
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Macrothesaurus terms:

/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 2001/03/26

planned closure date : 2003/03/26

IDRC funding: \$161,720

Recipient(s):**FORUT/SENEGAL Campagne pour la solidarité et le développement**

(401206) Avenue Cheikh Anta Diop x Canal IV, B.P. 8482, Dakar Yoff, Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Amadou Cissé Chargé de Programmes

**International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement international/Centro
Internacional de Investigaciones para el Desarrollo**

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Year: 1990s

Centre de ressources en technologies de l'information et de la communication (SENEGAL) 97-8159-01

Project number: 65225

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alloune

Macrothesaurus terms:

- TRAINING / RESEARCH AND DEVELOPMENT / INFORMATION TECHNOLOGY /
- TELECOMMUNICATIONS / ELECTRONIC DATA / INTERNET /
- ELECTRONIC MAIL / SOCIAL PARTICIPATION /

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 1998/03/17

planned closure date : 2002/07/17

IDRC funding: \$207,564

Recipient(s):

Université Cheikh Anta Diop

(9933) B.P. 5005, Dakar-Fann, République du SénégalS

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Samba Ndiaye Maître Assistant, Dpt Mathématiques-Infor

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Algues rouges (Senegal) II

Project number: 55245

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Gasengayire, Francois

Sénégal is a Sahelian country where more than 50 % of the population draws the major part of its livelihood from the sea. La Petite Côte, an area located South of the Cap Vert peninsula, is very rich in red algae that are rich in colloids. Called carrageenans or agars, depending on the species, they are used as thickening, stabilizing or jelling agents in the food industry. During the first phase of the project, the area of distribution of the *Hypnea musciformis* species was identified, the reproductive pattern of the algae was explained, and harvesting and sampling (for determining the level of impurities) techniques were developed. A method of cultivating *H. musciformis* on fibre was also developed. These activities will continue in the second phase. Also, market research for carrageenans, agars and value-added products based on red algae will be pursued with the participation of local populations.

Macrothesaurus terms:

PLANT PRODUCTS	/	ALGAE	/	MARINE RESOURCES	/
HARVESTING	/	POSTHARVEST SYSTEMS	/	RESOURCES EXPLOITATION	/
APPROPRIATE TECHNOLOGY	/	MARKETING	/	SOCIAL PARTICIPATION	/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 1997/08/13

planned closure date : 2001/09/13

IDRC funding: \$311,239

Recipient(s):

SOS Environnement

(60113)

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader M. Abdourahmane Tamba Project leader

B.P. 1008, Dakar, Senegal

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

ade : 1990s

Décentralisation du Trade Point Sénégal - Phase expérimentale 97-8154-01

Project number: 65211
 Project type: Research Project (Active) IDRC Contact: Camara, Alioune

The IXth Orientation Plan for the economic and social development of Senegal (1996-2001), under the double objective of competitiveness and sustainable human development, aims for a high growth rate while preserving development capacities. Since the national environment plays a central role in competitiveness, its analysis reveals numerous factors hindering the creation of comparative advantages. These factors are over-regulation of trade procedures, space imbalance between Dakar and the inner regions, dispersion of information sources and their lack of reliability. That is why the national economic actors took the opportunity offered by the Trade Efficiency Program of the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) to introduce themselves in the World Network of Trade Points. Through information and communication technologies, the Network offers users various services such as procedural facilitation centres, access point to all trade information and the advisory and assistance centre for trade efficiency. In order to limit constraints related to the spatial imbalance of the country and to promote economic potentials of the inner regions, services offered by the Senegal Trade Point to economic operators in these regions must be decentralized. This project must aim for that objective by creating and implementing community antennas at various levels of local communities in two regions of the country. The antennas will be evaluated before being implemented into other regions of the country.

Macrothesaurus terms:

ACCESS TO INFORMATION	/	INFORMATION TECHNOLOGY	/	COMPETITIVENESS	/
COMMERCIAL ENTERPRISES	/	TRADE OPPORTUNITIES	/	SOCIAL PARTICIPATION	/
PARTICIPATORY RESEARCH	/				

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED commenced : 1998/01/09
 planned closure date : 2000/10/09

IDRC funding: \$291,950

Recipient(s):

Trade Point Senegal
 (80110) B.P. Dakar-Ponty 21874, Dakar, Sénégal

Research Status: COMPLETED Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Aminata Sall Administrateur general
 rue Huart x Le Dantec / BP 21874, Dakar-Ponty, Senegal

Project Leader Aminata Sall Administrateur general
 rue Huart x Le Dantec / BP 21874, Dakar-Ponty, Senegal

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Appui à la réforme politique et institutionnelle des télécommunications au Sénégal - 97-8160-01

Project number: 65238
 Project type: Research Project (Active) IDRC Contact: Camara, Alioune

Macrothesaurus terms:

NATIONAL POLICY	/	TELECOMMUNICATIONS	/	DEREGULATION	/
PRIVATIZATION	/	TELEPHONE	/	INFORMATION TECHNOLOGY	/
INTERNET	/	SOCIAL PARTICIPATION	/	INSTITUTION BUILDING	/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED commenced : 1998/12/16
 planned closure date : 2001/12/16

IDRC funding: \$194,530

Recipient(s):

Sénégal. Ministère de la communication
 (80120) P.O. Box 4027, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Cheikh Tidiane Ndiougue Charge des Etudes

Project Leader Cheikh Tidiane Ndiougue Charge des Etudes

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

made : 1990s

Economic Policy Making and Implementation in Africa: A Case Study of Trade and Industrial Policies

Project number: 55299

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Ogbu, Osita

Since the early 1980s, African governments have been encouraged to implement economic reforms by the World Bank and the International Monetary Fund (IMF). There have been several evaluations of these reforms without any conclusive evidence that they have worked in the anticipated way. This project will endeavour to shed light on the institutional requirements for managing reforms. It will focus on trade and industrial policies because these are the areas in which reforms have been pervasive, with huge costs for implementation failure. Using a multi-disciplinary, multi-country comparative approach, researchers will systematically analyze the evolution of the policy environment in Africa. In particular, they will look at the implications of current sociopolitical and institutional structures for the effective design and implementation of strategic trade and selective industrial policies. The research will be conducted in nine countries: Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Mauritius, Nigeria, Senegal, South Africa, Uganda and Zimbabwe. The research program will be managed by a steering committee of eminent scholars from the South and the North, who will produce thematic papers articulating the broad issues, as well as a guide to the country case studies. The first output of the exercise is expected mid-1998 in the form of a book on industrial policy. A series of national and regional dissemination workshops will be held. Another book comprising the thematic papers and the country case studies will be produced at the end of the project.

Macrothesaurus terms:

TRADE POLICY	/	TRADE LIBERALIZATION	/	INDUSTRIAL POLICY	/
POLICY MAKING	/	CASE STUDIES	/	COMPARATIVE ANALYSIS	/
EVALUATION	/				

Area under study: Cote d'Ivoire
 Mauritius
 Uganda
 Ghana
 Nigeria
 South Africa
 Kenya
 Senegal
 Zimbabwe

Project status: APPROVED
 commenced : 1997/12/12
 planned closure date : 2001/06/12

IDRC funding: \$801,579

Recipient(s):

International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement International/Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Centre de ressources virtuel pour l'éducation de base dans la région de St-Louis (Sénégal).

Project number: 100365

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Since 1987, the Paul Gérin-Lajoie Foundation has been working to make basic education accessible for a maximum number of children and young men and women by developing, in particular, a participative school management model. In this context, one of the first measures taken by the Foundation in Saint-Louis was the creation of a resource centre which is the at the core of the movement to improve basic education in the Saint-Louis region. The project's general objective is to improve the basic education benefits in the Saint-Louis region in Sénégal, by improving the capacity of the resource centre to support the teachers and students by integrating information and communications technologies in teaching.

The specific objectives are as follows: to design an ICT use model to improve the teaching of French as well as other subjects by promoting correspondence between schools in Saint-Louis and those in Canada; honing local skills in computer-assisted teaching; opening the students' eyes to the world they live in and making them aware of other means of learning conducive to the development of self-learning skills and behaviours, as well as new work methods; creating and making available on-line a variety of pedagogical resources; assessing the impact of the virtual resource centre on teacher and student performance with a view to repeating this experiment in other Francophone countries in West Africa and in Haiti. The follow-up and evaluation component will be based on control groups that will be identified in the schools chosen for the school correspondence project. For each class chosen per school, another traditional class will also be chosen for the comparative study of the results and to ascertain the progression in student knowledge retention.

Macrothesaurus terms:

COMPUTER ASSISTED	/	PRIMARY EDUCATION	/	ELECTRONIC MAIL	/
INTERNET	/	PILOT PROJECTS	/	EVALUATION	/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 2000/12/19

planned closure date : 2002/12/19

IDRC funding: \$149,800

Recipient(s):

Fondation Paul Gérin-Lajoie

(80066) 449, rue sainte-Helene, 2e étage, Montréal, Québec, Canada, H2Y 2K9

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Serge Marcil Chef du Projet d'appui aux écoles de Saint-Louis.

449, rue Sainte-Hélène, 2e étage, Montréal, Québec, Canada, H2Y 2K9

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Year: 1990s

Fondation pour l'appui aux politiques d'éducation non formelle

Project number: 65103
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Forget, Gilles

Macrothesaurus terms:

ACCESS TO EDUCATION	/	EDUCATIONAL NEEDS	/	EDUCATIONAL POLICY
ILLITERACY	/	INSTITUTION BUILDING	/	

Area under study: Burkina Faso Mali Senegal

Project status: APPROVED
commenced : 1998/02/04
planned closure date : 2003/02/15

IDRC funding: \$149,160

Recipient(s):

International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement international/Centro internacional de Investigaciones para el Desarrollo

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Développement de programme de formation sur l'approche culturelle du développement en Afrique

Project number: 100193

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

The mission of the Itinerant African College for Culture and Development (IACCD) is to develop endogenous human resources and to reinforce the capacity of research and training institutions. Backed by a regional network of well established research and training institutions, professional associations and specialists from the social sciences and various other disciplines, the IACCD developed a comprehensive research, training and information program. The IACCD proposes to develop a training program based on the cultural approach to development. Prerequisites for this training program include action- research activities, the results of which will be used to design modules and training manuals adapted to local realities. These are the objectives of the current project. This project will also prove useful in developing strategies using new information and communications technologies (ICTs) to disseminate the results of research on the cultural dimension of development among the various development stakeholders (decision-makers, practitioners and development agents, community opinion leaders, front-line development workers, entrepreneurs, researchers and trainers).

Macrothesaurus terms:

TRAINING	/	TEACHING AIDS	/	CULTURAL FACTORS	/
CULTURAL ENVIRONMENT	/	PARTICIPATORY RESEARCH	/		/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 1999/10/14

planned closure date : 2001/12/14

IDRC funding: \$219,900

Recipient(s):

African Institute for Economic Development and Planning/Institut africain de développement économique et de planification
(80087) B.P. 3186, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Bourama Sagnia Coordonnateur
BP 3186, Dakar, Senegal

Project Leader Bourama Sagnia Coordonnateur
BP 3186, Dakar, Senegal

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

MIMAP-Sénégal

Project number: 100121
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Savard, Luc

Senegal will soon be entering its 20th year of uninterrupted stabilization and adjustment programs. Yet, even though the impact of adjustment measures on poverty and equity has been seriously debated since 1980, related issues remain a major concern in Senegal and in Africa as a whole, especially since the "social dimensions" of the adjustments were not taken into account before 1990, and only a bit more seriously after the devaluation of the CFA franc in 1994.

There is no doubt that the adjustment of recent years has helped establish a balance in the major macroeconomic factors. However, in spite of interesting growth rates, especially since the devaluation, population growth, serious demand deflation, a drop in public spending and the stagnation of industry have prevented the poorest classes from reaping the benefits. The latest data emanating from an intensive survey of the "social dimensions of adjustment," indicate that 33% of the population were living below the poverty line in 1991/1992, with a significant gap between urban and rural zones.

This project will focus on the various MIMAP objectives, i.e., compiling a poverty and income inequality profile; building a social accounting matrix and modelling the effect of policies on income distribution; and, investigating three central issues: access by the poor to the decentralized financial systems, the gender dimension of poverty and the relationship between education and poverty. The research team will include 10 professors and PhD students from AERC and the Statistics Directorate. An executive committee will be formed to handle administrative issues while a steering committee, comprising representatives from various national and international government departments and agencies, will approve the research program and ensure that decision-makers are aware of the project and use its results appropriately.

Macrothesaurus terms:

STRUCTURAL ADJUSTMENT	/	ECONOMIC POLICY	/	SOCIAL POLICY	/
HOUSEHOLD SURVEYS	/	ECONOMIC INDICATORS	/	SOCIAL INDICATORS	/
POVERTY	/	MODELS	/		/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED
commenced : 2000/06/22
planned closure date : 2002/06/22

IDRC funding: \$213,243

Co-funding agencies

External
Canada Canadian International Development Agency/Agence canadienne de développement international/Agencia Canadiense para el Desarrollo Internacional

Recipient(s):

International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement international/Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo

Research Status: NA Legal/financial Status: VOIDED

Université Cheikh Anta Diop
(9933) B.P. 5005, Dakar-Fann, République du Sénégal

Research Status: ACTIVE Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Abdoulaye Diagne Directeur
Km 1, Av Cheikh Anta Diop (Ex. Locaux BRGM) / BP 5683, Dakar-Fann, Sénégal

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

LABORATION DU PROGRAMME D'ACTION NATIONAL AU SENEGAL: LA SENSIBILISATION DE LA POPULATION. 97-8150-01/02

Project number: 65131
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Butare, Innocent

Macrothesaurus terms:

DESERTIFICATION	/	ENVIRONMENTAL EDUCATION	/	SOCIAL PARTICIPATION	/
WOMEN'S ORGANIZATIONS	/	INFORMATION TECHNOLOGY	/	COMMUNICATION SYSTEMS	/
PARTICIPATORY RESEARCH	/				

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED
commenced : 1998/05/17
planned closure date : 2001/11/17

IDRC funding: \$341,650

Co-funding agencies

Parallel

Canada	Canadian International Development Agency/Agence canadienne de développement international/Agencia Canadiense para el Desarrollo Internacional
Netherlands	Netherlands/Nederland
France	France. Ministère des relations extérieures
Germany	UN. Secretariat of the Convention to Combat Desertification

Recipient(s):

Comité d'étude sur les femmes, la famille et l'environnement en Afrique
(80012) B.P. 5906, Dakar-Fann, Sénégal

Research Status: ACTIVE
Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader : Christine Naré
BP 5906, Dakar-Fann, Senegal

Conseil supérieur des ressources naturelles et de l'environnement
(80083) B.P. 4055, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE
Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Ousséby Touré Secrétaire Exécutif

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Programme de formation modulaire.

Project number: 100385

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

For a country such as Sénégal, information and communications technologies (ICTs) present interesting possibilities in the economic, socio-economic and scientific fields. Indeed, with a mainly young population and advanced infrastructures, it should be easier for this country, supported by information and communications tools, to adapt to the new ideas and work methods. However, examination of the training programs provided by specialized institutes shows that these programs are characterized by a certain degree of specialization in such disciplines such as computer science, telecommunications, audiovisual and electronics. There is not sufficient importance granted here to the increasingly visible and irreversible convergence of the ICTs. Hence, there is a major constraint associated with the quality and relevance of labour force training in this area.

This project aims to enhance resource training so as to make it possible for Sénégal to take advantage of the opportunities offered by the information society, especially in light of the emergence of new professions associated with ICTs. The specific objectives are as follows: to adopt and implement a training strategy promoting the satisfaction of priority training needs; to generate and develop interest in the information and communications technologies in 10-18-year-olds; to support the national strategy for the development of the teleservices sector through greater recognition of the new and emerging professions; and to produce and disseminate training support materials.

Macrothesaurus terms:

INFORMATION TECHNOLOGY / TRAINING / HUMAN RESOURCES /

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED commenced : 1999/12/23

planned closure date : 2001/12/23

IDRC funding: \$200,000

Recipient(s):

International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement International/Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Initiative pour l'accès des Jeunes aux TICs: Phase-pilote du Réseau Jeunesse - Sénégal -

Project number: 65288

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Au Sénégal, les jeunes constituent une couche sociale extrêmement importante eu égard à leur poids démographique, qui représente 54% de la population globale ayant moins de vingt ans. Les jeunes de 15 à 35 ans font plus de 60% de la population et sont membres d'un réseau associatif très dense, comptant plus de 10 000 associations établies dans les quartiers des villes et des villages. En dépit de ce dynamisme, les jeunes continuent de faire face à d'énormes difficultés tels que le chômage et le sous-emploi, la baisse des taux de scolarisation, la sexualité précoce, etc. Devant de telles difficultés, des réponses ont été apportées par l'état au moyen de nombreux programmes de formation, d'insertion professionnelle et de santé de la reproduction. Au constat, les efforts entrepris n'ont pas encore répondu de manière durable aux besoins et aspirations d'une jeunesse sans cesse croissante et de plus en plus exigeante.

La maîtrise de l'outil informatique, ainsi que l'accès à Internet et aux technologies d'information et communication (TIC) en général, constituent un enjeu pour les jeunes et pour la société. Il convient dès lors de les rendre accessibles aux jeunes afin de valoriser l'immense potentiel économique et culturel qu'ils détiennent. Toutefois, il reste à découvrir les modalités et maîtriser toutes les variables qui garantiraient aux jeunes un accès durable aux TIC. Ce projet vise à déterminer les conditions d'accès des jeunes aux TIC et à définir, à travers l'expérimentation d'un réseau et de services répondant à leurs besoins, dans quelle mesure et de quelle manière celles-ci peuvent contribuer à améliorer la situation de la jeunesse et renforcer son rôle dans le développement communautaire.

Macrothesaurus terms:

YOUTH ORGANIZATIONS	/	INFORMATION TECHNOLOGY	/	INTERNET	/
ELECTRONIC MAIL	/	TELECOMMUNICATIONS	/	PARTICIPATORY RESEARCH	/
PILOT PROJECTS	/				

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED

commenced : 1999/08/30

planned closure date : 2001/08/30

IDRC funding: \$300,277

Recipient(s):

Sénégal. Ministère de la jeunesse et des sports

(80170) Place de l'Independence, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Mousse Mor Diop Directeur de la Jeunesse

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Period: 1990s

Télémédecine / Télésanté en Afrique - Phase I : Sensibilisation et Projets Pilotes

Project number: 65296
 Project type: Research Project (Active) IDRC Contact: Camara, Alioune

The goal of the first phase of the Telemedicine/Telehealth Project in Africa is to increase awareness of all stakeholders (decision-makers, partners, health professionals and the care receivers) in a few African countries (Burkina Faso, Guinea, Conakry, Mali, Senegal and Tunisia) building on the experimental platform of pilot applications initiated in Sénégal and developed in the other countries involved. The project's main objective is to set up in each of the countries targeted and at the regional level, the structures and mechanisms necessary for concertation, reflection, data retrieval, analysis and assessment conducive to providing a detailed picture of the situation in each country and to propose practical solutions adapted to each situation.

Macrothesaurus terms:

MEDICAL CARE	/	HEALTH SERVICES	/	INFORMATION TECHNOLOGY	/
TELECOMMUNICATIONS	/	INTERNET	/	PILOT PROJECTS	/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED commenced : 1999/08/26
 planned closure date : 2001/08/26

IDRC funding: \$427,577

Recipient(s):

Université Cheikh Anta Diop
 (9933) B.P. 5005, Dakar-Fann, République du SénégalS

Research Status: ACTIVE Legal/financial Status: COMMITTED

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Mise en place d'un incubateur WEB pour insérer les micro, petites et moyennes entreprises dans le commerce électronique-Phase expérimentale (Sénégal)

Project number: 100364

Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Sénégal has great potential in terms of the services, tourism and handicraft sectors. Numerous micro, small and mid-size companies operate in these sectors but most of them do not have the vision or the capacity necessary to fend successfully for themselves in the electronic commerce arena. It should be added, moreover, that electronic commerce fuelled solely by domestic demand is not feasible in Senegal due to the low number of households and companies online. Any promotion of this option must therefore be international in scope, aimed mainly at North America and, to a lesser extent, Europe.

The Web Incubator Project is a response to the dire necessity to create, in Senegal, the conditions conducive to active participation by this country in global electronic commerce. This project's general objective is to set up a Web site containing a number of virtual shops offering an on line purchase option, to make it possible for Senegalese companies to fully integrate the world of electronic commerce. The specific objectives are as follows: a) to make it possible, first, to identify promising activity sectors likely to make gains using electronic commerce and, second, to select those companies that meet the conditions to participate in the pilot phase; b) to set up the Web site and ensure that it is promoted internationally; c) to make it possible to identify all the strengths and weaknesses of the concept to ensure its durability; d) to set up a national program to popularize electronic commerce.

Macrothesaurus terms:

INTERNET	/	ELECTRONIC MAIL	/	BUSINESS
SMALL ENTERPRISES	/	MEDIUM ENTERPRISES	/	

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED commenced : 2000/05/02

IDRC funding: \$182,000 planned closure date : 2001/11/02

Recipient(s):

Trade Point Senegal

(80110) B.P. Dakar-Ponty 21874, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Ibrahima Nour Eddine Diagne Directeur de la Promotion et du Marketing
Boulevard du Centenaire de la Commune, Dakar, SenegalProject Leader Ibrahima Nour Eddine Diagne Directeur de la Promotion et du Marketing
Boulevard du Centenaire de la Commune, Dakar, Senegal

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

ade : 1990s

Wastewater Treatment using Water Lettuce for Reuse in Market Gardens (Dakar)

Project number: 4367
Project type: Research Project

IDRC Contact: Faruqui, Naser

(Active)

The high urban growth rate in Dakar, Sénégal, has strained municipal water supply and sanitation services. At the same time, the practice of urban agriculture has spread to meet the growing demand for affordable food. Unfortunately, the scarcity of fresh water has meant that urban gardeners are increasingly irrigating their plots with wastewater. This poses a threat to public health as evidenced in the typhoid epidemic of 1987, when 400 residents became seriously ill after consuming vegetables contaminated by raw wastewater.

This project will examine the technical and socioeconomic feasibility of using aquatic plants to treat wastewater for reuse in market gardens in two peri-urban areas of Dakar. It will build on a community water treatment project organized by Environnement et développement du Tiers Monde (ENDA Tiers Monde) in the communities of Castor and Rufisque. The project involved two aquatic treatment systems, both employing pistia stratiotes (water lettuce). While the water lettuce did not grow in Rufisque, it is thriving in Castor, and the community is growing and selling hot red peppers, corn, zucchini, okra, onions and fruits such as bananas, apples, and papayas on-site. Community members, primarily women, finance, operate and maintain the plant, and the fruit and vegetable plots.

The institutional arrangements are not without their problems, however, and many different crops are being grown experimentally. Nor have tests been conducted to assess the efficiency of the treatment system, or the amount of pathogens, heavy metals and other toxic compounds in the wastewater or the food grown in it. This project will evaluate the wastewater treatment system, the institutional arrangements and the crop production systems, seeking ways to optimize each. The study will also identify other locations in Dakar where small-scale, low-cost aquatic treatment could be provided.

Macrothesaurus terms:

URBAN AGRICULTURE	/	IRRIGATION	/	WASTE WATERS	/
WATER TREATMENT	/	AQUATIC PLANTS	/	WATER REUSE	/
FOOD PRODUCTION	/				

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED commenced : 1999/12/22

planned closure date : 2002/03/22

IDRC funding: \$146,050

Implement(s):

Environment and Third World Development Activities / Environnement et développement du Tiers Monde

(8891) B.P. 3370, Dakar, République du Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader : Seydou Niang

Relais pour le développement Urbain Participé (RUP), Ecopole Ouest Africaine, rue Felix Eboue / BP 3370, Dakar, Senegal

Project Leader : Seydou Niang

Relais pour le développement Urbain Participé (RUP), Ecopole Ouest Africaine, rue Felix Eboue / BP 3370, Dakar, Senegal

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

stratégie Acacia Sénégal: Création d'un secrétariat permanentProject number: 4446
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

Macrothesaurus terms:INFORMATION POLICY / INFORMATION TECHNOLOGY / TELECOMMUNICATIONS
ELECTRONIC MAIL / INTERNET / PLAN IMPLEMENTATION /

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED
commenced : 1999/02/17
planned closure date : 2002/02/17

IDRC funding: \$341,954

Recipient(s):**Centre national de documentation scientifique et technique [SN]**
(5824) B.P. 321 P, Dakar, Sénégal

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Mohamed Fadhel Diagne Directeur du CNDST
BP 218, Dakar, SenegalProject Leader Mohamed Fadhel Diagne Directeur du CNDST
BP 218, Dakar, Senegal

County

County (County selection)

County

County (County selection)

County (County selection)

County

County (County selection)

Country Report (country selection)

2001/09/06

Senegal

Decade : 1990s

Utilisation des TIC pour la gestion durable des ressources naturelles dans la zone du FerloProject number: 100372
Project type: Research Project

(Active)

IDRC Contact: Camara, Alioune

The Ferlo area is one of the regions in Sénégal that is most vulnerable to the process of natural resource deterioration. The deterioration of these resources, which form the basis of the local economy, has multiple effects on the natural environment and local societies. To combat these phenomena, Sénégal has invested substantial effort, for many years now, in the area of natural resource conservation using various programs (water and wind erosion control, land restoration and fertility, overgrazing and brush fire control and so on).

However, these programs and strategies have not always achieved the desired results. Indeed, most of the efforts invested in the conservation and development of Ferlo's natural resources were all too often designed without any direct input from the local population. The latter rarely have access to information that could modify their attitudes and behaviours to favour the sustainable use of natural resources.

Given the fact that access to information and its judicious use represent a key lever allowing local populations to sustainably manage natural resources, this project is designed to reinforce the capacity of Ferlo's rural population to manage its natural resources through access to modern information and communications technologies (ICTs). The ultimate objective is to improve their living conditions and the sustainable use of the resources upon which they depend.

Macrothesaurus terms:

ARID ZONE	/	NATURAL RESOURCES	/	RESOURCES CONSERVATION	/
SOCIAL PARTICIPATION	/	INFORMATION TECHNOLOGY	/	INTERNET	/

Area under study: Senegal

Project status: APPROVED
 commenced : 2000/06/26
 planned closure date : 2002/06/26

IDRC funding: \$198,400

Recipient(s):

Union mondiale pour la nature
(80150)

Research Status: ACTIVE

Legal/financial Status: COMMITTED

Project Leader Abdoulaye Kane Chef de mission
Avenue Bourguiba, Dakar, Senegal